

LES
RELATIONS ÉCONOMIQUES
IRANO-RUSSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 4 Décembre 1935, à 13 h. 30.

PAR

NAVAÏ (HOSSEIN)

Président : M. EDGARD ALLIX, *doyen.*

Suffragants { MM. LESCURE, *professeur.*
PIROU, *professeur.*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1935

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES

IRANO-RUSSES

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES
RELATIONS ÉCONOMIQUES
IRANO-RUSSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 4 Décembre 1935, à 13 h. 30.

PAR

NAVAÏ (HOSSEIN)

Président : M. EDGARD ALLIX, doyen.

Suffragants { MM. LESCURE, *professeur*
PIROU, *professeur*.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1935



LES RELATIONS ÉCONOMIQUES

IRANO-RUSSES

AVANT-PROPOS

Je ne me dissimule pas les difficultés que j'affronte en abordant ce sujet, à chaque pas les embûches peuvent se rencontrer, mais quand on parle du point de vue de la science économique, en combattant pour une cause noble et désintéressée, il faut mépriser les dangers et n'écouter que la voie de la science et de l'intérêt de son pays.

Avec toutes ces difficultés qui se sont présentées sur mon chemin pour l'accomplissement de cette tâche, je n'ai pas voulu abandonner ce sujet que je trouve capital si l'on veut étudier la structure et l'évolution économique de notre pays.

Dans toutes les périodes et changement de positions, tant économiques que commerciales, nos relations avec la Russie forment le facteur essentiel et la cause déterminante du mouvement.

Il est impossible de comprendre l'évolution de notre économie et de notre régime douanier sans avoir étudié tout d'abord, nos rapports avec notre voisin du Nord.

Le traité de Torkamantchaï a été la base de nos relations avec toutes les puissances.

Nous verrons que notre politique tarifaire a été toujours

déterminée par la volonté de nos voisins nordiques : par le traité de Golestan, celui de Torkamantchaï, et surtout la Convention de 1902.

Le traité de 1921 et le changement de positions économique et politique de la Russie a fait commencer une ère nouvelle dans nos relations avec l'étranger et la loi douanière de 1928 n'est qu'un résultat de l'accord de 1927 entre l'U. R. S. S. et notre pays.

Et enfin les lois du 25 février et du 11 mars 1931 qui instituent le monopole du commerce extérieur en Iran¹ ne sont qu'une conséquence de nos relations avec la Russie monopoliste.

1. Notre pays fut appelé, jusqu'au 21 mars 1935, « La Perse » et depuis cette date le mot « Iran » vient remplacer ce nom.

Dans la partie historique le nom de Perse était plus conforme, mais pour éviter l'équivoque nous l'avons appelé Iran, sauf dans les cas où nous citons des textes anciens.

INTRODUCTION

Cette étude comporte une partie historique assez développée. Nous y verrons l'évolution de nos rapports avec la Russie dès l'origine jusqu'à la Révolution bolchevik, en passant en revue les traités et accords qui ont réglementé ces rapports.

Cette première partie sera divisée en trois chapitres. Nous étudierons, dans l'ordre chronologique, l'histoire de nos relations avec notre voisin du Nord, premièrement dès l'origine jusqu'à l'avènement de Pierre le Grand, puis de cette date jusqu'à la conclusion du traité de Torkamantchaï et enfin depuis 1828 jusqu'à la Révolution russe. Ce dernier chapitre nous retiendra beaucoup plus longtemps, alors que pour les deux premiers nous serons très brefs.

Nous parlerons dans une deuxième partie du changement apporté dans ces rapports par la Révolution bolchevik, et des difficultés et gênes que le Monopole du commerce extérieur et le dumping soviétiques ont créé pour notre commerce.

Serrant le sujet d'un peu plus près, nous chercherons, d'après les enseignements que l'histoire nous aura donnés et l'étude des conditions économiques actuelles de l'U. R. S. S., s'il n'était pas possible de faire autrement que d'instituer le monopole du Commerce extérieur chez nous, capable

de créer un débouché sérieux et de donner à certaines branches de la production un essor nouveau.

Avant d'entrer dans le sujet, nous serons obligés d'étudier, dans un titre préliminaire, le changement de la position économique de la Russie ; car il ne suffit pas de constater qu'à nos jours la situation du commerce international est anormale, il faut reconnaître que jamais n'ont existé des circonstances semblables aux circonstances actuelles, que jamais nous n'avons vu ce spectacle des sociétés capitalistes individuelles se trouvant en présence d'un groupe monopoliste qui représente *le principe de l'économie socialiste*, concluant avec ce groupe des ventes et des achats ou lui faisant la concurrence.

L'économie soviétique ajoute une quatrième phase et une forme spéciale dans l'histoire du commerce international. Du *commerce domestique* qui se faisait entre les membres de la famille, on est arrivé au *commerce urbain*, lequel se passait dans une ville entre les familles et les clans, et en troisième lieu on est parvenu à un type plus parfait du commerce qui s'appelle *le commerce national*, dans lequel les marchandises étant en plus grande quantité ont une circulation active et passent par une série d'intermédiaires avant d'arriver à la consommation. En même temps le commerce sortit du cadre fermé national pour devenir *international*, lequel consiste dans l'échange de marchandises entre deux ou plusieurs nations jouissant d'un certain nombre de bases économiques communes.

Avec le régime soviétique apparaît le *commerce socialiste ou monopoliste*.

Le commerce est conditionné par un certain nombre de facteurs :

I. — En premier lieu les *facteurs géographiques* ; le climat, le relief et sa couverture, la fertilité du terrain, la situation, la composition du sous-sol, les voies et moyens de communication, etc...

Le commerce, comme la guerre, dépend souvent de la position du pays.

Nous verrons qu'à ce point de vue l'économie iranienne est attachée à celle de la Russie.

II. — C'est le *facteur des prix*. Dans le régime économique ordinaire les facteurs géographiques sont prépondérants sur les prix des produits agricoles et les matières premières et par là même sur les prix en général.

Mais en Russie soviétique, le prix n'a pas le même sens que dans les pays capitalistes, le prix de revient et le profit n'ont aucune signification en U. R. S. S.

III. — Le troisième facteur qui agit sur le commerce est le *facteur économique*. Les relations commerciales dépendent de la politique douanière, du change et de la monnaie, des tarifs de transport, des méthodes de vente et de règlement.

Or tout ceci est complètement différent en Russie soviétique où l'économie en général et le commerce extérieur en particulier se trouvent entre les mains de l'État monopolisateur.

IV. — Enfin les *facteurs politiques et sociaux* ont leurs parts.

Il est très difficile de séparer, la plupart du temps, les réalités économiques des réalités politiques. Elles sont, en fait, toujours étroitement mêlées, les mobiles économiques qui déterminent les actions des gouvernements sont toujours étroitement liés aux mobiles politiques. Entre le désir de la richesse, ou tout simplement le bien être, qui

est le mobile économique et le désir de puissance ou simplement de sécurité qui est le mobile politique, il y a fortement des liens très étroits. Ils réagissent constamment l'un sur l'autre; il est difficile de dire lequel des deux est à l'origine de l'autre.

Des relations internationales et régulières ne sont possibles qu'entre peuples jouissant d'un certain nombre de bases sociales communes. Les problèmes que se posent les peuples dans leurs relations mutuelles, les buts qu'ils cherchent à atteindre sont variés au plus haut point. Cependant l'histoire et la vie actuelle indiquent qu'il existe certains principes généraux, fondamentaux, qui se retrouvent chez un certain nombre de peuples, créant un lien entre eux. La condition principale de ce rapprochement doit être, très certainement, vue dans le domaine des intérêts économiques et des relations commerciales. Mais on remarque aussi dans une grande mesure, le rôle que jouent également les tendances intellectuelles et morales des peuples et la conscience de la communauté des intérêts politiques.

Or cette communauté de bases sociales n'existe pas entre la Russie et notre pays. Il n'est rien de plus incompatible avec la mentalité persane raffinée que le matérialisme communiste.

D'un autre côté, la Russie des Soviets ne se borne pas dans son propre domaine à la réalisation de ses principes communistes, car sa mission est de propager ses idées dans tous les pays de la terre, d'aider les peuples à se soulever contre leur régime actuel, jusqu'à ce que la dictature du prolétariat triomphe enfin dans le monde entier. Prenant pour but la suppression de toute exploitation de l'homme par l'homme, l'abolition de la division de la société en

classes, la lutte sans merci contre les exploiters, l'institution d'une organisation de la société sur les bases socialistes et la victoire du socialisme dans tous les pays.

Il est donc nécessaire d'étudier certains principes régissant l'état de choses actuel, la structure économique et politique de l'U. R. S. S. et de déterminer les conséquences qui peuvent en résulter dans nos rapports avec ce pays et pour notre situation économique.

Avant de finir cette introduction, il ne serait peut-être pas sans intérêt de dire quelques mots des conditions géographiques de l'Iran et de la Russie d'aujourd'hui et leurs points de contact.

A. Actuellement, l'Iran est après la Chine et les territoires russes et anglais, le plus grand État de l'Asie. Sa superficie est de : 1.650.000 kilomètres carrés. Cette vaste contrée s'étend des sommets de la Chaîne des Monts Zagros, à l'Ouest, jusqu'aux monts Soleïman à l'Est ; le golfe Persique la borne au Sud, tandis que la Transcaucasie, la mer Caspienne et les fleuves d'Aras et d'Orius la limitent au Nord.

Les provinces du Nord sont soumises aux vents froids, celles du Sud à d'excessives chaleurs, tandis que celles du centre jouissent d'un excellent climat et d'un ciel incomparable. Le problème d'eau devient quelquefois très difficile dans certaines contrées, les fleuves sont rares.

Malgré cette pénurie d'eau, le sol produit en abondance toutes sortes de plantes et des fruits de toutes espèces. Au point de vue minéral, le pays doit être très riche, mais le pétrole est à peu près bien exploité seulement dans le Sud et non pas dans le Nord.

D'après ce que nous venons de voir, on s'aperçoit que le

plateau de l'Iran est assez riche, sauf le désert du Centre, surtout en produits agricoles ; c'est pourquoi il a été et restera encore un pays d'agriculture. L'attachement à la terre a toujours caractérisé le génie iranien, l'Avesta reflète fidèlement cette mentalité de cultivateur. Ses dix millions d'habitants pour une bonne part sont attachés à la terre ; cette observation s'applique aussi bien aux classes possédantes dans ce sens que le capital dans notre pays était et reste encore en majorité foncier et terrien.

B. Le territoire de l'U. R. S. S. comporte, suivant les calculs les plus récents, 21.352.572 km², c'est-à-dire le (1/6) sixième des terres du globe, seul l'Empire Colonial Britannique lui est supérieur en étendue.

Dans la partie européenne, le relief du territoire russe est très uniforme, on ne rencontre guère d'élévation de plus de 500 mètres entre la mer Blanche et la mer Noire. L'Oural et le Caucase sont les deux chaînes de montagnes qui séparent le territoire de l'U. R. S. S. d'Europe de ses territoires d'Asie.

A la suite de la guerre, la Russie a perdu quelques-unes de ses régions les plus industrielles : la Pologne, les Provinces Baltiques, de même la Bessarabie et la Finlande. Cette perte a privé l'U. R. S. S. de plusieurs ports maritimes qui ne gèlent pas l'hiver. Le climat de l'Union est essentiellement continental. Presque toutes les conditions climatiques s'y retrouvent. Les conditions géographiques des territoires de l'U. R. S. S. favorisent le développement du commerce intérieur et par là même celui du commerce extérieur. Grâce à ses vastes voies fluviales et ses réseaux de chemin de fer, elle pourra exporter les produits de toutes ses régions facilement par n'importe quelle frontière, elle

détient aussi la plus courte voie territoriale qui relie l'Asie à l'Europe.

L'Iran est en contact avec les territoires de l'Union dans toutes ses frontières Nord : En Azarbaïdjan seule la rivière d'Aras sépare les deux territoires, la ligne de chemin de fer Tauriz-Djolfâ-Tiflis relie cette province riche de notre pays au centre du Caucase et de la Russie soviétique ; la mer Caspienne facilite les relations des provinces de Guilan, Mazandéran et Estéradad avec l'U. R. S. S. et enfin les rapports entre Khorassan et le Turkestan russe et le Transibérien ne sont pas difficiles.

C'est à cause de ce voisinage et des facilités naturelles des relations que l'économie iranienne était et reste encore, dans l'état de choses actuel, attachée à celle de la Russie.

PREMIÈRE PARTIE

L'ORIGINE ET L'HISTOIRE DES RELATIONS ÉCONOMIQUES IRANO-RUSSES JUSQU'À LA RÉVOLUTION BOLCHEVIK DE 1917

Cette première partie sera divisée en trois chapitres :

Dans un premier chapitre, nous verrons, très brièvement, l'origine de nos rapports avec la Russie jusqu'à l'avènement de Pierre le Grand. C'est ce que nous appellerons la phase économique-commerciale.

Le deuxième chapitre sera consacré à la phase politico-militaire qui va du règne de Pierre le Grand au traité de Torkamantchaï de 1828.

Et enfin dans un troisième chapitre, nous étudierons la phase de la conquête économique, qui commence en 1828 pour finir avec la guerre et la Révolution bolchevix. Nous insisterons surtout sur ce dernier chapitre.

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES DE NOS RAPPORTS AVEC LA RUSSIE OU LA PHASE ÉCONOMICO-COMMERCIALE

A l'époque Kiévienne, du ^{vi}^e au ^{xiii}^e siècle, le commerce et la circulation des marchandises jouaient en Russie un rôle de première importance. L'agriculture y jouait un rôle tout à fait secondaire, parce qu'elle n'alimentait pas le commerce d'exportation, pivot de la vie économique des Slaves orientaux. Les commerçants de Kièv apportaient leurs marchandises jusqu'à la Capitale et villes de l'Iran et même jusqu'à Bagdad.

Grâce à la politique douanière de notre pays, qui était une politique de la liberté, presque complète des échanges, et grâce au génie commercial des Iraniens et des Russes, le commerce entre les deux peuples devenait florissant, sans qu'aucun traité ou convention officielle, entre les deux gouvernements, réglât ces transactions.

Dans la deuxième période, alors que le commerce était organisé militairement entre les mains des Knias, c'est encore l'intérêt économique qui dirigea l'activité des Slaves orientaux qui venaient se concentrer dans la région de la Haute Volga. Cette activité consistait à se procurer des débouchés extérieurs et à protéger les voies de communication qui menaient à ces débouchés, surtout vers cette Perse (l'Iran) dont le commerce leur fut très cher.

Le gouvernement des Varègues était fondé sur le principe du commerce. Les guerriers varègues recevaient une part des bénéfices d'entreprise. C'était, en réalité, des compagnons ou des associés à la manière de la grande compagnie des Indes.

A partir du ^{xii}e siècle, la situation change brusquement, c'est l'époque de la décadence du commerce extérieur des Slaves Orientaux. Mais le commerce avec notre pays était toujours sur la bonne voie. Le voisinage, la facilité des voies de communication, le pacifisme et l'amitié poussaient les deux peuples à des relations mutuelles de commerce fructueuses et paisibles.

A l'époque Moscovite, c'est-à-dire à partir du ^{xvi}e siècle, le marchand guerrier a disparu de la scène et l'agriculture prend un essor croissant. La réexportation ou revente a été assez pratiquée dans cette période. En 1589, le Tsar nous acheta : du miel, de la cire, des peaux, etc..., à des prix très avantageux. Ces marchandises étaient ensuite revendues avec profits à d'autres étrangers de même qu'à l'intérieur du pays. On s'aperçoit que déjà à cette époque le Tsar voulait monopoliser notre commerce, et en fait nous ne jouissions pas du droit de transit à travers son territoire.

A cette époque, le bilan de notre commerce avec les Tsars fût toujours fructueux, mais nous manquons de statistiques pour préciser ce point.

Avant l'Islam et pendant longtemps la politique douanière de notre pays fût une politique très libérale, et, c'est grâce à cela qu'à cette époque le commerce Persan était devenu très florissant.

Au cours du ^{xvii}e siècle les marchandises importées en Iran par les frontières du Nord, c'est-à-dire les marchan-

disées russes, ne payaient que des droits spécifiques très faibles.

- Les marchandises et produits iraniens, à leur entrée en Russie, n'acquittaient pas non plus des droits très élevés. Le commerce irano-russe se faisait ainsi dans de bonnes conditions et tranquillement entre les deux peuples ; les Russes nous achetaient du coton brut, du riz, des fruits secs et frais, de l'opium, etc..., et nous vendaient des huiles minérales et des verreries. Ce n'est qu'en 1674 que le système d'affermage des douanes fut adopté chez nous, système qui subsista jusqu'en 1900.

Avant Pierre le Grand, les relations entre l'Iran et la Russie étaient, comme nous venons de voir, plutôt de nature économique ; les Ambassadeurs que les Russes envoyaient chez nous étaient de *grands marchands* revêtus de ce caractère pour pouvoir faire leur commerce plus avantageusement.

Le contact officiel entre les deux gouvernements n'eût lieu que très tard, bien qu'entre les deux peuples les relations pacifiques et de commerce existaient depuis très longtemps mais d'une manière officieuse.

Ces relations de commerce et d'amitié entre Moscovie et l'Iran étaient donc très anciennes. Cela ressort des paroles d'un premier ministre du Schah au *xvii^e* siècle à propos de la préférence accordée à l'ambassadeur moscovite sur ceux de la France et d'Angleterre. Il disait : « Le moscovite est notre voisin et notre ami, le *commerce est établi entre nous d'ancienneté et sans interruption* ; nous nous envoyons des ambassadeurs réciproquement presque toutes les années, mais nous connaissons à peine les autres. »

C'est donc notre situation géographique ; le voisinage et la facilité relative de communication, qui nous ont

placés dans l'interdépendance économique vis-à-vis de la Russie.

C'est la politique impérialiste de Pierre le Grand qui changea l'aspect de ces relations, qui sortirent du cadre économique-commercial pour entrer dans une phase politico-militaire, laquelle à son tour prend fin en 1828.

CHAPITRE II

LA PHASE POLITICO-MILITAIRE ET LE TRAITÉ DE TORKAMANTCHAI

Dans une première section, nous étudierons brièvement la politique des Tsars à l'époque impériale et l'État de nos relations avec nos voisins du Nord, avant la conclusion du traité de Torkamantchaï.

La seconde section sera consacrée à l'étude de ce traité qui possède une importance capitale, non seulement dans l'histoire de nos relations avec la Russie, mais avec toutes les autres puissances, grâce à la clause de la nation la plus favorisée.

SECTION I. — La phase politico-militaire.

A l'époque impérialiste qui commence avec l'avènement de Pierre le Grand (1682), l'industrie et l'agriculture prennent un essor croissant en Russie et la position économique de ce pays change.

Pendant toute la durée de la deuxième moitié du XVIII^e siècle et tout le XIX^e siècle, la question du commerce extérieur fut dominée par la politique douanière et la politique impérialiste.

La première partie du XIX^e siècle se caractérise par une série de mesures prohibitives et de taxes élevées

dont le but était la protection de l'industrie et de l'agriculture russes.

Cependant cette politique n'atteignit pas son but. Se rendant compte des mauvais effets du système des prohibitions, le gouvernement des Tsars entra vers le milieu du siècle dans la voie du protectionnisme positif, et cette politique fut maintenue jusqu'à la guerre de 1914-1918.

Cependant leur commerce avec notre pays continuait à être actif et tranquille, mais les Tsars craignant une augmentation des droits d'entrée sur les marchandises russes en Iran, voulaient imposer au gouvernement du Schah, un régime douanier conforme à leurs intérêts. C'est bien ce qu'ils ont fait dès qu'ils ont eu l'occasion de passer un traité ou convention avec notre pays ; à Golestan aussi bien qu'à Torkamantchaï, et surtout en 1902 comme nous verrons dans le chapitre suivant.

La direction du golfe Persique et de l'Océan indien était l'une des quatre directions d'expansion de la Russie pour atteindre la mer libre, et pour arriver à ce but, le meilleur moyen était de passer par le territoire de l'Iran.

Les relations d'amitié et du commerce qui régnaient entre les deux pays, changèrent avec les idées de conquête de Pierre le Grand et ses successeurs qui agissaient selon son fameux testament.

En 1783, la Géorgie signa un traité de protectorat avec la Russie, et de ce côté les Russes deviennent nos voisins directs. Ils se proclamèrent les protecteurs des chrétiens au Congrès de Vienne, et plus tard encore, ils demandèrent le protectorat des chrétiens en Orient, comme après la révolution bolchevik, les Soviets se proclamèrent les protecteurs des musulmans et peuples opprimés d'Orient.

En même temps que Catherine II étendait son protec-

torat sur la Géorgie, elle fondait une « maison de commerce » à Achraf, sur le territoire de l'Iran à l'angle Sud-Est de la mer Caspienne. Nous remarquons que même pendant les conquêtes et l'accomplissement de leur politique impérialiste, les Tsars n'avaient pas oublié le commerce avec notre pays.

Paul I^{er}, qui avait une politique pacifique vis à vis de l'Iran, ne dura pas et Alexandre I^{er} déclara l'annexion pure et simple de la Géorgie.

A la fin du XVIII^e siècle et au commencement du XIX^e siècle, les frontières Nord de notre pays étaient d'un côté la Géorgie partie intégrante de la Russie, la mer Caspienne dont nous étions riverains depuis la haute antiquité, tandis que la Russie n'y est parvenue qu'en 1556 par suite de la prise d'Astrakan par Ivan le Terrible, et enfin le Turkestan qui tomba bientôt entre les mains des Russes.

La Russie des Tsars rêvait au Caucase, la porte d'Asie et le centre du problème Oriental. Agha Mohammed Khan, le premier des Kadjars, arrêta cette politique agressive, mais les Russes la continuèrent après sa mort et Fatahli Schah signa en 1813, après une guerre malheureuse, la paix de Golestan, qui a mis, soit-disant, un arrêt à cette guerre continue et qui n'est guère qu'une trêve. Elle délimite, tout d'abord, les domaines des deux Empires, elle consacre ensuite un certain nombre de principes qui servirent de base au traité de Torkamantchaï de 1828, lequel constitue, en quelque sorte, le code des relations entre les deux puissances et même entre notre pays et toutes les puissances étrangères, grâce à la clause de la nation la plus favorisée, pendant près d'un siècle.

Le traité de Golestan, qui est le premier accord officiel

important entre les deux pays, fut signé en Russie en 1818 et ne dura pas longtemps, par cet accord le gouvernement des Tsars avait réussi à affaiblir l'Iran, mais il était loin d'avoir satisfait son ambition. Ce traité était fatalement vague, et une solution d'attente ou une période transitoire.

En ce qui concerne la navigation sur la mer Caspienne, l'article V de ce traité réserve à la Russie seule le droit d'avoir des vaisseaux de guerre sur cette mer. Depuis cette date, la Caspienne est devenue un lac russe.

Ce qui nous intéresse au point de vue économique dans ce traité, c'est l'accord au sujet des tarifs de douane. Dans le traité de Golestan on convenait, sous condition de réciprocité, de ne grever les marchandises venant de la Russie que d'un droit de 5 p. 100 ad valorem ; si l'un des deux contractants contrevenait à cette clause, l'autre partie reprenait sa liberté d'action, ce qui était une sauvegarde assez efficace. Ainsi nous voyons que cet accord avait été signé sous condition de réciprocité, c'est pour cela même que cet article du traité limitant le droit de notre gouvernement de changer son tarif douanier, ne portait pas atteinte à l'indépendance poilique et économique de notre pays, car si la Russie pensait à changer son tarif douanier, il lui était nécessaire de demander le consentement du gouvernement de l'Iran, ou bien si la Russie changeait son tarif sans ce consentement, notre pays reprenait sa liberté d'action.

Mais avec toutes les garanties de ce traité, cette égalité dans le tarif, c'est-à-dire 5 p. 100 ad valorem pour toutes les marchandises exportées n'était pas sans inconvénient pour notre situation économique ; car les produits de première nécessité pour notre économie nationale payaient

autant de droits que les effets de luxe et le superflu, comme les jouets, les cartes, etc..., et il fallait payer le même tarif pour le sucre et le fer que pour les objets de toilette.

Nous verrons dans la section suivante que ce tarif sera conservé par le traité de Torkamantchaï, en supprimant simplement la clause de la réciprocité.

Voilà tout ce qui nous intéresse dans ce traité, les autres articles ne touchent pas directement notre sujet surtout qu'ils ne durèrent pas longtemps. Les questions de rectification des frontières ou celles de succession au Trône n'ont aucune importance à notre point de vue.

SECTION II. — Les traités de Torkamantchaï.

(Le traité de paix et la convention commerciale).

Après le traité de Golestan une période de paix avait commencé, mais elle ne dura que treize ans environ. Les vexations russes ont recommencé et elles affligeaient surtout les populations du Caucase. La guerre recommença et finit par le traité de Torkamantchaï en 1828.

Ce traité de paix, qui est resté en quelque sorte le code des relations franco-russes pendant plus de trois quarts de siècle, a joué un rôle très important dans l'histoire politique, économique et diplomatique de notre pays ; il marque le point de départ de toute une série d'empiètements politiques et économiques de la Russie chez nous.

Cette paix qui fut signée, dans le petit village de Torkamantchaï, entre Tauriz et Thérans, le 22 février 1828, était un des coups mortels portés contre notre autonomie politique et économique.

A. Nous céditions, par cet accord, à la Russie, nos provinces riches d'Erivan et de Nakhfèvaou, « Alsace-Lorraine

de la Perse », écrivait en 1889 le docteur français Feuvrier. De plus l'Iran s'engagea à payer une indemnité de guerre de cinq millions de Tomans soit trois millions de livres sterlings.

Ce traité assignait définitivement à la Russie le Caucase Oriental, la porte du plateau de l'Iran et de l'Asie centrale et fortifie la situation de la Russie dans notre pays.

Un écrivain russe a appelé, à juste titre, le Caucase « Le Gibraltar de la Russie en Orient. »

La perte de ces deux provinces riches et l'indemnité de guerre n'étaient pas peu de chose, pour ne pas avoir leur influence sur notre situation économique.

Ce qui nous intéresse, dans ce traité de paix, au point de vue économique, sont les articles VIII et X de cette convention.

L'article VIII déclare que la navigation militaire dans la mer Caspienne est, ab antiquo, réservée au pavillon russe, c'est la reproduction de l'article V du traité de Golestan. Cet article, qu'en apparence n'a rien de dangereux à notre point de vue, empêcha l'Iran d'avoir des bâtiments même marchands sur cette mer.

L'article X concerne le rétablissement et l'extension des relations commerciales entre les deux États. Les dispositions relatives à la protection du commerce et à la sûreté de leurs sujets, sont réglées dans un acte séparé annexé au traité. Il a été signé le même jour à Torkamantchaï un traité de commerce entre les deux contractants dont les articles VII et VIII introduisent en Iran le régime des Capitulations, nous verrons cette convention par la suite.

L'article X est aussi relatif à la nomination des Consuls et agents commerciaux ; la fin de cet article dit : « en cas de plainte fondée de la part du gouvernement persan

contre un des agents ou consuls russes, le ministre ou chargé d'affaires de la Russie résidant à la Cour de S. M. le Schah et sous les ordres immédiats duquel ils seront placés, le suspendra de ses fonctions. » Cela démontre que déjà, à cette époque, les agents et consuls russes dépassaient leur droits sur notre territoire et que le gouvernement du schah s'était vu obligé de faire insérer cette disposition dans le traité de paix.

La Convention Commerciale.

Le traité de commerce qui a été signé le même jour, le 22 février 1828, à Torkamantchaï est ainsi conçu :

Article I. — Les deux parties contractantes, désirant faire jouir leurs sujets respectifs de tous les avantages qui résultent d'une liberté réciproque, ont convenu de ce qui suit :

Il s'agit d'une liberté de commerce et des avantages de la clause de la nation la plus favorisée accordés aux sujets de chacun des deux contractants sur le territoire de l'autre, pour faciliter le commerce des particuliers.

L'article II parle du régime des contrats, lettres de change, cautionnements, et autres actes écrits qui seront enregistrés par le Consul de la Russie et chez le Hakème ¹ en cas de procès. Le régime des faillis est mentionné dans le même article.

L'article III est relatif au droit de cinq pour cent (5 p. 100) ad valorem pour les importations et les exportations et qui est perçu une fois pour toutes.

En cas de guerre d'un des contractants avec une puissance tierce, dit l'article IV, les mouvements des relations

1. Préfet ou gouverneur des provinces.

commerciales continueraient entre les deux pays et les commerçants sujets des deux parties contractantes peuvent vendre et acheter comme en temps de paix.

L'article V permet aux sujets russes d'avoir des propriétés immobilières sur le territoire iranien.

Dans l'article VI, on parle des droits des agents et Cour diplomatique ainsi que de la procédure de la mise en accusation des sujets russes.

Les articles VII et VIII sont relatifs aux capitulations. Et enfin l'article IX parle des stipulations pour respecter cet accord.

A la fin de cette convention, les deux puissances signataires soulignent que cet acte étant la conséquence de l'article X du traité de paix, conclu ce même jour à Torkamanchaï aura la même force et valeur.

Étudions maintenant, à notre point de vue, cette convention, article par article.

Les articles premier et second constituent un encouragement au commerce irano-russe, qui ont d'ailleurs bien réussi, en augmentant le volume de notre commerce avec nos voisins du Nord. Nous constatons ici, que dans tous les cas, de guerre ou de paix, le commerce avec notre pays n'avait jamais été oublié par le gouvernement des Tsars. Il y avait une certaine interdépendance économique qui décidait du sort du commerce irano-russe en attirant l'attention du vainqueur et du vaincu. Le Tsar cherchait des avantages et des facilités à son profit dans ces relations.

L'article III nous intéresse particulièrement. Dans cet article, on décida de nouveau un droit d'entrée de 5 p. 100 ad valorem pour les importateurs étrangers et 3 p. 100 pour les importateurs iraniens, mais ici la Russie effaça la clause de la réciprocité et le Gouvernement du Schah

s'engagea à ne rien ajouter de sa propre initiative à ce taux uniforme et à demander le consentement de la Russie pour les modifications à apporter à cette règle.

Cet article est une des conséquences de la politique économique et douanière de la Russie impérialiste depuis le commencement du XIX^e siècle, comme nous avons expliqué au début de ce chapitre.

Cette convention est devenue la base des relations économiques de notre pays avec les puissances étrangères, grâce à la clause de la nation la plus favorisée, et le droit de 5 p. 100 ad valorem resta pendant trois quarts de siècle le tarif légal.

En fait, ce régime douanier de 5 p. 100 ad valorem dura jusqu'à la fin du siècle dernier et en 1902 fut institué une nouvelle convention par suite de la mainmise économique de la Russie sur l'Iran.

Le régime douanier institué par l'article III de cet accord commercial fut généralisé dans le Royaume par un Farman de Fatahli Schah en 1831.

A part ce droit, il existait certains droits à l'intérieur de notre pays : comme le Rah-dari (droits d'entretien des routes), octroi des villes et des provinces, etc .. D'après ce traité, les droits ne pourraient être payés que par les commerçants, sujets de l'Empire du Schah, d'où inégalité ; les Russes profitèrent de cette situation pour demander à nos commerçants de devenir leurs sujets.

En ce qui concerne les inconvénients de ce tarif de 5 p. 100, nous les avons déjà expliqués en parlant du traité de Golestan, mais ici la clause de la réciprocité était supprimée et il n'y avait aucune garantie pour notre autonomie tarifaire et économique. On voit très clairement que ce traité n'est qu'un accord unilatéral et que les représentants

de Fatahli-Schah n'ont rien fait qu'accepter ce que le vainqueur leur imposait.

L'article IV n'a rien d'étonnant. En ce qui concerne l'article V, il faut savoir que les étrangers n'avaient pas le droit de posséder des propriétés immobilières sur le territoire de l'Iran, et cela ne plaisait pas à notre illustre voisine, qui avait l'intention de fonder des sociétés et banques très puissantes chez nous, les instruments de sa conquête économique. C'est pour cette raison que l'article V donne aux sujets russes le droit de posséder des propriétés immobilières dans notre pays.

En ce qui concerne les Capitulations, nous voyons que les représentants de notre pays n'avaient qu'un rôle tout à fait passif dans l'élaboration de ce traité; nous remarquons aussi que les Capitulations chez nous n'ont pas la même origine qu'en Turquie; ici elles n'existent que grâce au droit du plus fort après une défaite militaire, tandis qu'en Turquie, elles sont des concessions gracieuses.

La base des Capitulations, c'est-à-dire ce traité, tomba en 1921 et les privilèges capitulaires prennent fin tout à fait en 1928, chez nous.

CHAPITRE III

L'ÉTAT DES RELATIONS ÉCONOMIQUES IRANO-RUSSES A PARTIR DU TRAITÉ DE TORKAMANTCHAI DE 1828 JUSQU'A LA RÉVOLUTION BOLCHEVIK DE 1917 OU PHASE DE LA CONQUÊTE ÉCONOMIQUE

A partir du traité de Torkamantchaï, l'aspect des relations irano-russes change, les Russes, qui s'étaient emparés d'une grande étendue de notre territoire et qui s'étaient assurés des privilèges politiques et économiques importants, voulaient consolider la situation acquise. C'est la période de la « Conquête économique et commerciale », en un mot classique la pénétration pacifique qui commence.

La menace militaire ne pouvait pas empêcher les banknotes (Eskénas) de circuler comme monnaies courantes dans les échanges, ni la Banque Impériale de Perse (banque anglaise) de marcher dans des meilleures conditions, ni les marchandises anglaises de se répandre sur le marché intérieur, ni les produits de l'Iran d'être exportés par le Golfe Persique sous pavillon Britannique ni les entreprises industrielles d'être exécutées par les capitaux anglais. Et l'on s'est demandé en Russie, quelle était la meilleure méthode pour dominer un pays : par la force des armes ou par la conquête conomique ? et ils ont préféré, avec raison d'ailleurs, cette dernière.

C'est désormais, la période des concessions de routes

commerciales, des opérations financières, entreprises industrielles, exploitations minières et concessions de toute nature. A la fin du règne de Fatahli Schah et au commencement de celui de Mohammad Schah, les Russes acquièrent une grande influence chez nous, les Anglais commencent à en être très inquiets, mais l'amitié irano-russe, c'est-à-dire l'influence russe auprès du Schah, allait toujours en croissant.

Sous le règne de Nasser-eddine Schah (1848-1896) ouvrit la *période des concessions*. A l'époque de Mozaffaredine (1896-1907), l'influence russe augmente encore, le continuel besoin d'argent de ce Schah le mit entièrement dans la dépendance du prêteur russe.

Les Consuls et agents russes s'étaient installés dans un grand nombre de villes : consulats généraux à Tabriz, Machad, Ispahan, Bouchir; Consulats, à Estérahad, Torbaté Haïdari, Sistan, Bendaré-Abbas, Kermanschah; vice-consulats et agents à Oroumieh, Ahavaz, Machadsar, Sari, etc...

Nous allons étudier cette période de concessions et activité économique dans les relations irano-russes dans quatre sections suivantes :

1^o Les opérations financières ;

2^o Les concessions ;

3^o Le régime douanier et le traité de 1902 ;

4^o La politique et situation commerciales de 1828 à la révolution russe de 1917.

SECTION I. — Les opérations financières.

Cette section sera divisée en deux paragraphes :

§ 1. — *La Banque Russe.*

§ 2. — *Les Emprunts.*

§ 1. — LA BANQUE D'ESCOMPTE

En 1891, une banque russe, au nom français de : « Banque de prêts » s'ouvrit à Téhéran, plus tard on changea son nom et elle fut appelée la Banque d'Escompte de Perse. En 1899, le Gouvernement russe avait déjà accaparé toutes les actions de ladite Banque, qui ne fût dorénavant qu'une branche de la Banque d'État russe.

Cette banque fut créée dans le but de faire des avances au Schah et de prêter à tort et à travers à des particuliers et pour faire concurrence à la banque anglaise dite Imperial Bank of Persia. Si elle ne réalise pas toujours les opérations financières avantageuses ; néanmoins elle réalise parfaitement le but politique pour lequel elle avait été étatisée.

Dans leur politique financière en Iran, les Russes furent larges, en cela très différents des Anglais.

La cause en est que dans les premières années du ^{xx}^e siècle, la Russie stabilisa le rouble sur la base de l'or, et cette réforme monétaire encouragea les capitaux étrangers à venir sur le marché russe. Des conditions favorables permirent au Gouvernement des Tsars de contracter des emprunts extérieurs qui lui donnèrent la possibilité de mener à bien la construction d'Usine d'État, des lignes de chemins de fer et *acheter*, en quelque sorte, son influence économique et politique dans notre pays. Ils empruntaient de grandes sommes à la France, sans soucis de les rembourser un jour ; dès lors pourquoi ne pas mettre au service de leur politique orientale qui leur fut toujours si chère une partie de cet argent.

Le capital initial de la Banque d'Escompte était de

trente millions de roubles fournis par le Trésor russe, son siège social à Téhéran, elle avait des agences dans les principales villes du nord et du centre. Ne pouvant pas créer des papiers monnaie (Imperial Bank avait ce monopole) la Banque d'Escompte émit des billets au porteur donnant un intérêt proportionné à la durée de leur circulation ; mais cette combinaison n'eût aucun succès.

Cette Banque avait le monopole des prêts sur gages à Téhéran et, de plus, elle faisait des avances aux grands propriétaires terriens, jouant le rôle du Crédit Foncier, l'intérêt perçu était de 12 p. 100 d'ordinaire.

Elle faisait encore des avances aux négociateurs qui s'engageaient à n'envoyer leurs commandes qu'en Russie. Poursuivant un but plutôt politique qu'économique, la Banque russe avait prêté aux personnalités influentes des sommes dépassant de beaucoup leur crédit réel, pour les allier à la politique russe ; de cette façon elle a perdu une grande partie de son capital.

Depuis la Révolution russe, son importance et son crédit ont beaucoup diminué, et elle appartient, d'après la Convention de 1921, au Gouvernement de l'Iran.

Ce fut non seulement envers le Schah et ses ministres que la Russie se montra bien disposée, elle voulut gagner l'opinion publique. Le gouvernement des Tsars ordonna à sa Banque d'Escompte de montrer à l'égard du public la même bienveillante libéralité qu'à l'égard du Schah, afin de supplanter ainsi « the Imperial Bank of Persia », des affaires des particuliers. Elle prêta à profusion à quiconque voulait bien emprunter : ministres, courtisans, prêtres, commerçants, faillis, etc.

Pour l'escompte des effets et le taux de ses intérêts, la Banque d'Escompte se tint de quelques points au-dessous

des exigences de la Banque Impériale, si bien que le Russe acquit dans tous les bazars (marchés) une renommée d'obligeance et de désintéressement.

Après une vingtaine d'années, du capital initial de 30 millions de roubles, il ne restait plus que 3 millions dans les caisses de la Banque ; rien qu'à Téhéran, elle possédait sur les particuliers de toute espèce des créances pour 16 millions de roubles.

La Banque d'Escompte s'occupait encore des affaires commerciales, et cet établissement prêtait aussi contre hypothèques.

Les étrangers n'avaient pas le droit d'avoir des propriétés foncières sur le territoire de l'Iran, c'est pour cela que le traité de Torkamantchaï a permis aux sujets russes d'en posséder et la Banque d'Escompte put, grâce à ses prêts sur garanties hypothécaires, entrer en possession d'un grand nombre d'immeubles. Elle prêta près de 48 millions contre hypothèques.

§ 2. — LES EMPRUNTS

La première grande opération politico-économique commença en 1900. Mazaffareddine Schah avait besoin d'argent pour s'amuser, il contracta des emprunts désastreux pour son pays. Il chercha un bon prêteur, les Anglais se montrèrent avarés, la Banque d'Escompte, sous l'ordre du Gouvernement russe, lui offrit alors 22 millions et demi de roubles soit 55 millions de francs, au taux de 5 p. 100 et au cours d'émission de 85 pour 100 francs.

La dette n'était remboursable qu'en soixante-quinze ans, mais pas pendant les dix premières années. Cela fit l'affaire du Schah insouciant qui n'espérait sûrement pas vivre encore dix ans.

Les conditions posées par les Russes furent plutôt de nature politique et pour diminuer l'influence anglaise dans le pays : le Schah s'engagea à rembourser toutes les dettes déjà contractées par le Gouvernement de l'Iran envers les étrangers, et le seul prélèvement utile qu'il fit sur le montant de cet emprunt fut celui qui servit au paiement des dettes déjà contractées par le Gouvernement auprès de la Banque Impériale.

Une autre condition de cet emprunt, très grave pour notre autonomie politique et économique ; c'est que les produits des recettes douanières, celles du Golfe Persique exceptées, furent données en garantie.

Les autres conditions de cet emprunt ne portent pas moins atteinte à l'indépendance économique, politique, et l'autonomie douanière de notre pays ; le Gouvernement du Schah s'engagea à ne pas contracter pendant une période de dix années, aucun autre emprunt auprès d'une autre puissance et à ne pas diminuer son tarif douanier sans le consentement de la Russie.

C'est ainsi qu'on tenta d'éliminer la Banque anglaise du mouvement des affaires iraniennes.

A part ces avantages politiques et économiques, l'opération fut assez lucrative pour la Russie, car l'argent qu'elle plaça ainsi chez nous à 5 p. 100 et 85 pour 100 francs, elle l'emprunta à Paris à 3 p. 100 et 95 francs.

Quelques années plus tard, on a eu recours à un nouvel emprunt d'un montant de 10 millions de roubles, toujours auprès de la Russie, comme on s'y était engagé. Il ne devait pas coûter à notre pays moins cher que le précédent ; on posa de nouvelles conditions et on exigea de nouvelles garanties.

En effet, les Russes obtenaient la concession de la cons-

truction de la route de Djolfa-Tauriz-Téhéran, ainsi que celle de l'exploitation de certaines mines de pétrole et de houille ; les recettes des pêcheries et des télégraphes furent données en garantie.

Le Gouvernement de l'Iran acceptait également de modifier, d'accord avec la Russie, son tarif douanier.

Notre pays ainsi endetté se débattait pendant vingt ans dans la misère, l'intérêt de ses emprunts pesait lourdement sur sa balance des comptes, ses ressources annuelles étaient loin de lui permettre de parvenir à alléger un peu le poids de ces dettes, mais elle dut encore les alourdir. De sorte qu'à la veille de la conclusion du traité irano-soviétique de 1921, le montant de ces dettes dépassait le chiffre effarant de 350 millions de Krans. Les conditions de ces dettes étaient encore plus redoutables pour notre économie et notre autonomie politique que le montant de ses intérêts annuels.

SECTION II. — Les concessions.

§ 1. — CONCESSIONS DE ROUTES

Pour favoriser leur commerce, les Russes améliorèrent quelques voies de communications à l'intérieur de l'Iran, celles qui liaient des points de la frontière russe ou de la mer Caspienne à Téhéran et les autres grandes villes du centre et du nord de notre pays : la Chaussée d'Anzali-Téhéran, celle de Djolfa-Tauriz, avec une ligne de chemin de fer, etc...

A. — *La route Anzali* (aujourd'hui Pahlavi). Racht.

Téhéran, fut construite par un banquier de Moscou et fut exploitée en régie, plantée et bornée d'écritaux russes, sillonnée de voitures et inspecteurs russes, cette route, continua, sur le territoire de l'Iran, le sillage russe qui,

d'Astrakan et Bakou, traversait la Caspienne. C'est une chaussée de 382 kilomètres qui relie la Russie à la capitale de l'Iran et aux villes du centre de ce pays. Le service des transports y est fait aujourd'hui par camions voitures et automobiles.

Sur cette route, le Gouvernement des Tsars accompagnait et poussait ses marchandises nationales, privilégiées par les mêmes traitements de faveur : prêts, primes de toutes sortes qui les avaient emmenées déjà du pont de l'Europe à travers des plaines et des mers. Il leur assurait d'ailleurs le monopole de ces routes d'où les marchandises européennes étaient exclues. C'est grâce à ces routes que la Russie garda le monopole du commerce de nos provinces du Nord pendant longtemps et continue encore, dans l'état de choses actuel, de le garder avec toute la gêne qu'il cause pour notre commerce d'exportation.

Cette route est la plus importante et la plus courte des voies carrossables reliant les deux pays.

B. — *La route de Djolfa-Tauriz.*

Cette route est suivie par les marchandises venant de Russie par le Caucase à destination de Tauriz, le grand entrepôt du Nord de l'Iran. Cette chaussée de 120 kilomètres de long était tracée et entretenue par une société russe qui en était concessionnaire. Depuis la construction du chemin de fer Djolfa-Tauriz-Oroumieh, elle a perdu beaucoup de son importance et, comme toute autre, appartient aujourd'hui au Gouvernement iranien.

§ 2. — LA CONCESSION DU CHEMIN DE FER DE DJOLFA

A part ces routes dans le Nord, c'est-à-dire la zone d'influence économique russe, le tracé d'une grande ligne de

voie ferrée fut aussi projeté. On avait pensé à créer une ligne traversant tout le territoire iranien, c'eût été un transiranien qui serait parti des frontières du Caucase, eût prolongé la mer Caspienne puis, passant par Racht, Téhéran, Ispahan et Chiraz, eût abouti à Bandar-Abbas sur le Golfe Persique.

Ce plan gigantesque, qui devait être entièrement réalisé jusqu'en 1903 au terme même de la concession, est resté lettre morte à cause du manque de fonds et l'hostilité des Anglais. Ce projet fut repris par une société internationale en 1902, mais sans succès.

En ce qui concerne le chemin de fer de Djolfa, le Gouvernement tsariste fit connaître au Schah qu'il subordonnait toute avance d'argent à la concession d'une ligne de chemin de fer allant de Djolfa (frontière russo-iranien) à Tauriz, entrepôt du nord de l'Iran.

La concession du chemin de fer de Djolfa-Tauriz, qui est resté pendant longtemps la seule voie ferrée importante de notre pays, a été accordée à la société russe de la Banque d'Escompte avec autorisation de construire un embranchement allant de Soufian à Chérifkhané, sur la rive nord du lac d'Oroumieh.

Son capital fut fixé à 4.690.200 roubles, les actions ne pouvaient être souscrites que par les sujets des deux Empires. Pour les fonds nécessaires à la construction de cette voie ferrée on émit des obligations dont la majeure partie fut négociée à Paris.

Le concessionnaire a eu le droit exclusif d'exploiter à son profit des houillères et les sources de pétrole qui se trouvaient de chaque côté de la ligne de chemin de fer sur un rayon de 65 kilomètres environ.

La société pourra construire des embranchements qui

iront de la ligne principale jusqu'aux mines et puits qu'elle exploitera. Elle devrait remettre au Gouvernement de l'Iran 15 p. 100 des produits de ces exploitations. De plus cette société russe avait le droit de priorité pour la construction d'une voie ferrée qui était alors en projet, reliant Tauriz à Téhéran par Kazevine.

Les marchandises et les matériaux utilisés pour le service du chemin de fer ou les mines et puits en exploitation étaient exemptés des droits de douane à l'importation et de toute autre imposition.

Les tarifs étaient fixés par le concessionnaire ; le Gouvernement de l'Iran devait recevoir la moitié des bénéfices nets dépassant 7 p. 100 du capital engagé. La durée de la concession était de soixante-quinze ans, à partir de l'achèvement de la construction de la voie ferrée et de son embranchement vers le lac d'Oroumieh. Ce temps écoulé, le chemin de fer ferait retour au Gouvernement iranien qui, d'ailleurs a eu le droit de racheter la ligne au concessionnaire à l'expiration de la trente-sixième année.

Les travaux ont commencé en 1914 ; le 21 décembre 1914 les rails étaient posés de Djolfa à Chérifkhané et la ligne était ouverte à l'exploitation le 26 avril 1916. Malheureusement la guerre empêcha le trafic des marchandises et cette voie ferrée n'a servi, pendant les premières années, à rien qu'au ravitaillement de l'armée russe.

Au moment de la Révolution soviétique, les soldats bolcheviks en se retirant emmenèrent presque tous les wagons et les locomotives, ils ne restait plus que dix wagons de marchandises sur 276, trois locomotives sur 22 et deux wagons de voyageurs sur 20.

La société russe, pour éviter la faillite, dut faire chez nous un emprunt de 5 millions de Krans, dont 2 millions furent

versés immédiatement. Le matériel fixe et roulant a été donné en garantie de cette somme, mais ce matériel étant aussi réduit et ne pouvant être renouvelé, et en plus des troubles existant d'une façon constante dans tout le Caucase en arrêtant le trafic, l'exploitation de la ligne est restée à peu près suspendue pendant plusieurs années. Elle a repris un peu et elle est appelée à rendre de nombreux services à notre pays, si le trafic avec les Soviets prend une portée plus sérieuse.

De même que la Russie voulait monopoliser, pour la Banque d'Escompte, les opérations financières de notre pays, elle voulait avoir le monopole des voies ferrées de l'Iran. Un traité secret signé en 1894 et renouvelé en 1900 donna en effet aux Russes l'assurance que, pendant dix ans, le Schah n'accorderait aucune concession à ce sujet et n'entreprendrait, lui-même, aucune construction de chemin de fer.

§ 3. — AUTRES CONCESSIONS

A. La concession des mines de Gharatché Dagh, en Azarbaïdjan, a été donnée à la société minière russe pour une durée de soixante-quinze ans, au commencement du ^{xx}^e siècle en 1902. La direction technique y était occupée par l'ingénieur russe Nikola-Kerbakoff.

B. La concession des forêts de Mazandaran avec en tête le directeur russe Kussen.

C. La concession de la ligne télégraphique Djolfa-Téhéran a été donnée à une compagnie anglaise, Indo-Européenne Compagnie, qui avait son siège social à Moscou et était sous la protection du gouvernement des Tsars.

D. La concession des puits de pétrole des provinces du Nord.

E. La concession des pêcheries des côtes méridionales de la mer Caspienne.

Cette dernière concession, qui eut particulièrement une grosse importance économique, date de 1888. A cette époque Lianosoff, un commerçant russe d'Astrakan, obtint pour une période de deux ans, la concession de toutes les pêcheries des côtes iraniennes de la mer Caspienne, des bouches de la rivière d'Astara à celle d'Atrak, ainsi que de toutes nos rivières qui se jettent dans cette mer.

Cette concession fut constamment renouvelée, et, contre un paiement annuel de quelques centaines de milliers de francs, le concessionnaire empocha des profits énormes. L'exploitation du caviar fut tout particulièrement importante, car c'est sur ces côtes qu'on pêche le poisson qui en fournit la meilleure qualité.

F. Les Russes avaient encore le monopole de fait de la navigation sur la mer Caspienne et sur le lac d'Oroumieh.

La navigation de la mer Caspienne était surtout faite par les navires russes dont les ports d'attache étaient : Astrakan et Bakou.

Nos ports de la Caspienne visités par ces navires étaient et restent encore les suivants :

a) Astara, port naturel, qui ne peut recevoir les bateaux jusqu'à ses quais, le transbordement des marchandises se faisait et se fait encore par des petites allèges de 5 tonnes. Ce port dessert la province d'Azarbaïdjan.

b) Talèch qui était relié par un service régulier à Astara et Anzali (Pahlavi).

c) Anzali, aujourd'hui appelé Pahlavi, a été construit de façon à permettre aux navires d'accoster jusqu'aux quais, ils ne restent à quelques kilomètres au large qu'en cas de grandes tempêtes, C'est le port le plus important du

Nord de l'Iran, il dessert les régions de Guilan, de Téhéran et du Centre.

d) Hassan-Kiadeh, Linguérond, Roudsar, Tonokabone, Farahabad, Férirénard, sont des ports naturels beaucoup moins importants que les trois premiers et qui desservent les provinces de Guilan et de Mazandaran.

e) Les ports naturels de Machad-Sar et Bandar-Gaz (aujourd'hui Bandar-Schah) reçoivent depuis le commencement du siècle des vapeurs russes faisant un service régulier en longeant toutes nos côtes, visitant tous les petits ports que nous venons de citer. Le premier qui sert de débouché à la région de Mazandaran est relié à Téhéran par une route, le second situé au fond de la baie d'Estéradabad, desservant les provinces d'Estéradabad et de Khorassan, était et est encore le terminus de cette ligne qui traverse tous les petits ports iraniens de la Caspienne et de ce port retourne directement vers Bakou et Astrakan.

Pour avoir une idée du mouvement de ces ports en vapeurs et voiliers, nous donnons le tableau comparatif suivant :

LES PORTS	MOUVEMENT DES NAVIRES	
	1912-13	1917-18
	Navires.	
Astara.	380.000	199.000
Talèh.	»	42.000
Anzali (Pahlavi)	710.000	362.000
Hassan Kiadeh.	38.000	19.000
Languérond	52.000	11.000
Roudsar.	64.000	21.000
Tonokabone	76.000	51.000
Farahabad.	33.080	15.000
Férirénar	29.000	7.000
Machhadsar	154.000	129.800
Bandar Gaz (B. Schah) . . .	170.000	122.000

La baisse dans le mouvement de ces ports provient de la guerre et de la Révolution Bolchevik qui ont fortement atteint le commerce de ces régions.

Nous voyons aussi que toutes les voies du nord de notre pays se trouvaient entre les mains des Russes, qui ne voulaient à aucun prix, laisser la place aux autres, le transit était même interdit.

Les principales compagnies de la navigation sur la mer Caspienne étaient :

Caucase et Mercure, Rouski-Kavkaskoïe, et Bureau des Transports persans.

Il existait d'autres compagnies de moindre importance.

Nous avons ainsi démontré, dans cette section, la position solide et sans rivale que la Russie a conquise au point de vue commercial dans les régions du nord de notre pays, et nous verrons, dans la quatrième section, comment cette maîtrise des voies de communication, consolida la position économique et commerciale de la Russie sur notre territoire, en lui donnant le monopole de fait de tout le commerce des régions du nord et du centre de l'Iran.

SECTION III. — Le régime douanier et la Convention de 1902.

Comme nous avons déjà démontré la politique douanière de notre pays a été très libérale, et c'est en 1674 que le système d'affermage des douanes fut adopté en Iran, lequel dura jusqu'en 1900.

Le nouveau régime douanier commença avec le traité de Golestan et celui de Torkamantchaï.

Il est vrai que ces deux traités avaient apporté une certaine limite à notre autonomie douanière, mais le coup le

plus redoutable, à ce point de vue, a été la Convention de 1902.

En 1813, on convenait, sous condition de réciprocité un droit unique de 5 p. 100 ad valorem pour toutes les marchandises importées ; le traité de Torkamantchaï garda le droit de 5 p. 100 ad valorem pour les importateurs étrangers et celui de 3 p. 100 pour les importateurs nationaux, mais il effaça la clause de la réciprocité, et, notre pays devait dorénavant demander le consentement de la Russie pour tout changement à apporter à son tarif douanier.

Nous constatons qu'en 1813 et 1828 nous avons été vaincus sans avoir accepté aucune limitation grave, au point de vue de notre autonomie économique et douanière. On avait seulement convenu que le tarif en vigueur dans le Royaume de l'Iran devait rester unique et déterminé et qu'à Torkamantchaï, une limite avait été apportée à notre droit de changer ce tarif. Dans le traité de 1902, le coup a été mortel pour notre autonomie politique et économique, et c'est à juste titre que l'on a appelé ce tarif : « le tarif de l'étranglement économique de notre pays. »

Sans aucune guerre et défaite militaire, l'Iran suivant les bons conseils de son haut fonctionnaire Nauss, qui n'était, en réalité, qu'un serviteur du gouvernement tsariste, remettait entre les mains de l'étranger son indépendance économique, sa liberté de faire un nouveau tarif, même son droit absolu d'édicter des règlements douaniers.

Quelles en étaient les causes et pourquoi sans aucune guerre et aucune victoire, la Russie nous imposa en 1902, toutes ces limitations écrasantes ?

Nous avons dit précédemment que pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle et tout le XIX^e la politique douanière

et le contrôle des matières premières furent la principale visée du Gouvernement des Tsars ; nous avons vu aussi que, par suite des dépenses inutiles de Mozaffareddine Schah, nous devenions de plus en plus des obligés du prêteur russe. Le Gouvernement de Moscou profitant de cette occasion mit en application ses projets futurs.

Quelles sont les raisons pour lesquelles la Russie demanda au commencement du ^{xx}^e siècle, le changement de l'article III du traité de Torkamantchaï ?

1^o Le souci du Gouvernement de Moscou d'encourager l'industrie et de développer le commerce en Russie.

2^o Sa politique de la conquête économique déjà signalée

La Russie à ce moment là avançait avec un pas assez rapide vers l'industrialisation ; les fabriques de tissus y prenaient un essor croissant du jour au lendemain ; les autres industries, comme celles du pétrole, sucre, fer, verrerie, etc..., devenaient très florissantes dans ce pays. Pour l'agriculture, il y avait aussi des progrès, surtout dans le voisinage de notre pays, en Caucase et Mogan.

En second lieu ; comme nous avons déjà expliqué, la Russie, après la conquête du Caucase et du Turkestan, avait changé sa politique dans l'Iran, et la pénétration pacifique était devenue son point de vue dans notre pays. Elle voulait y consolider sa situation politique et économique, en obtenant des concessions et en fondant chez nous des institutions de commerce et de l'industrie. Pour que cette politique avance, sans trop de mal pour notre illustre voisin, le changement du tarif douanier à son profit était nécessaire et même vital pour l'entretien des progrès de son industrie naissante ; notre pays pouvant, à très bon compte, fournir à l'industrie russe, les matières premières qui lui manquaient.

Ainsi donc le contrôle de nos matières premières et la certitude de posséder un débouché sûr et sérieux formaient les directives de la politique économique du Gouvernement tsariste en Iran.

La faiblesse et la débauche de la cour de Mozaffaredine Schah et son besoin continu d'argent d'un côté, la politique de la domination pacifique du Tsar et le progrès de l'industrie russe de l'autre, étaient les véritables causes de cet accord de 1902.

En 1900, juste au moment où un Farman du Schah avait mis fin au régime du fermage en matière de douane, et que l'administration de celle-ci était devenue chose d'État, avec la participation et le concours des conseillers belges, le Gouvernement iranien ou plutôt le Schah débauché demanda 22 millions et demi de roubles au Gouvernement russe, tous les profits des douanes, ceux du Golfe Persique exceptés¹, furent donnés en garantie.

Le Gouvernement des Tsars trouva le moment favorable pour la mise en valeur de son projet en nous imposant des conditions lourdes et insupportables pour notre autonomie politique et économique.

En outre, il était convenu que tous nos produits des douanes *soient versés directement à la Banque russe*, et celle-ci, après avoir prélevé les intérêts de l'Emprunt, rendra le superflu, dans l'intervalle de six mois au Gouvernement de l'Iran.

Dans l'article VII de l'accord qui concerne les conditions de cet emprunt, le Gouvernement iranien acceptait que, si dans les six mois du commencement de l'année, les intérêts n'avaient pas été versés, la Banque d'Escompte aurait

1. Pour cause de l'influence anglaise.

le droit du *contrôle direct* sur nos produits de douanes.

L'article VII ajoute que si, même avec l'exercice de ce droit de contrôle, il y avait encore un retard dans le paiement des intérêts, la Banque russe aurait le droit d'*exploiter directement* les douanes iraniennes, celles du Golfe Persique exceptées, dans les conditions suivantes :

1^o La Banque pourra choisir le personnel de douane comme elle voudra, mais ils doivent être de la nationalité iranienne, sauf les 25 personnes pour le choix desquelles celle-ci aura toute liberté ;

2^o La Banque observera les tarifs en vigueur dans l'Empire de l'Iran sans consentement duquel, elle ne pourra pas augmenter ces tarifs ;

3^o Le droit du contrôle du Gouvernement iranien ;

4^o Le superflu des droits, après le prélèvement des dépenses et le service de l'intérêt de l'emprunt sera mis à la disposition du Gouvernement de l'Iran.

En 1901, le Schah, pour un autre voyage d'agrément, a eu besoin d'argent et, comme il avait été prévu, il ne pouvait emprunter que de la Russie.

Prêter pour la Russie était chose simple et intéressante :

a) En nous prêtant les sommes qu'elles empruntait en France ou ailleurs ;

b) En nous demandant des intérêts beaucoup plus élevés ;

c) Avec des conditions qui assuraient et consolidaient sa conquête économique sur le territoire de l'Iran.

La Convention douanière de 1902.

Pendant tout le temps que le conseiller belge, Nauss, était en train de réformer notre système douanier, il nous semble, qu'en secret, la conclusion de cet accord se prépa-

rait, nous pouvons même deviner cet état de chose en lisant le texte même de l'accord. Il est clair que ses articles avaient été préparés bien avant l'abolition du système de fermage et même avant le Farman du Schah, peut-être que le voyage de celui-ci en Europe retarda la signature de cette convention. En tous les cas, après le voyage en Europe et son entrevue avec le Tsar, le Schah signa le 27 octobre 1901, à Téhéran, *l'arrêt de l'étranglement* économique de notre pays et celui de mise à mort de nos commerçants et cultivateurs. Les ratifications ont été échangées le 23 décembre 1902, mais son application a été retardée jusqu'au commencement de 1904.

Avant de critiquer cet accord qui a été le coup le plus redoutable, après le traité de Torkamantchaï, porté contre notre autonomie économique et douanière, nous passerons en revue le texte même de cette convention.

L'accord douanier de 1902 qui contient sept articles et un préambule est ainsi conçu :

Sa Majesté Empereur de tous les Russes et Sa Majesté le Schah de Perse, animés du même désir de faciliter le développement des relations commerciales entre les deux Empires voisins et amis, ont jugé opportun de modifier les dispositions établies par l'article III de l'acte additionnel conclu entre les deux pays à Torkamantchaï en 1828, et ont convenu les dispositions suivantes :

L'article I^{er}. — Les marchandises importées en Iran ou exportées par les sujets russes et particulièrement les produits de ce pays importés en Russie, soit par la mer, soit par les frontières de terre, par les sujets iraniens ; de même que les marchandises russes que les iraniens exportent de l'Empire par les mêmes voies, seront soumis, non plus à la

taxation prévue par l'article III du traité de commerce de 1828, mais à des tarifs (A. B. C.) qui se trouvent annexés à la présente déclaration.

L'article II. — Les marchandises exportées de Russie seront soumises aux droits de douane conformément au tarif A, une fois pour toutes à leur entrée en Iran et ne seront assujetties ensuite au paiement d'aucun autre droit de douane ou d'autres charges sauf celles prévues par l'article V de la présente déclaration. Les produits de l'Iran exportés en Russie payeront des droits de douanes à leur entrée en Russie conformément au tarif B et ne seront assujetties à aucun droit sauf les exceptions prévues dans les articles I et III de la présente déclaration.

Toutes les marchandises et objets d'exportation iraniens, non dénommés dans le tarif B, seront soumis, en Russie, au paiement des droits d'entrée stipulés par les tarifs applicables aux provenances des nations les plus favorisées, sauf pour les tarifs établis ou à établir pour les produits d'exportation de la Chine et d'autres pays asiatiques voisins.

Les produits du tarif B, comme nous le verrons, sont des matières nécessaires à l'industrie et l'économie russe d'alors, tandis que les autres marchandises sont beaucoup plus importantes dans notre commerce extérieur. Pour celles-ci, la Russie pourra même établir des prohibitions d'entrée.

L'article III abolit le tarif de 5 p. 100 ad valorem à l'exception des droits de sortie établis par le tarif C. La liberté de commerce des sujets des deux parties est prévue, dans le même article, sauf en cas de prohibition nécessaire à chacune d'elle.

L'article IV parle de la suppression de tout autre droit à l'intérieur de l'Iran pour les marchandises russes, même le droit d'entretien des routes (Rahdari).

L'article V prévoit la suppression du fermage des droits de douane dans notre pays, avec l'engagement du Gouvernement iranien de constituer des vastes magasins pour assurer l'emmagasiner des marchandises, et les commerçants russes ne payeront aucun droit pour la mise en entrepôt de leurs marchandises.

L'article VI. L'acquittement des droits d'entrée en Russie sera effectué en monnaies admises pour le paiement des taxes de douanes dans tout l'Empire, etc... Il s'agit du règlement de monnaies et de l'unité de mesure.

Dans l'article VII, le Gouvernement de l'Iran s'engage à appliquer, dans toutes les frontières du Royaume les dispositions de la présente déclaration ainsi que les tarifs A et C avec les modifications prévues par l'article VI.

Critique de cet accord article par article.

Dans l'article I^{er}, on prévoit pour nos exportations à destination de la Russie deux tarifs : B et C, tandis que pour nos importations russes, il n'y a qu'un seul tarif minimum : A. Nous parlerons des tarifs à leur place.

L'article II contient trois parties :

Dans la première partie, on parle du tarif A pour les marchandises russes à leur entrée dans notre pays et du tarif B pour nos produits qui entrent en Russie. Il paraît au premier abord, que l'égalité existait entre ces deux tarifs, mais avec réflexion, on voit qu'il en était tout à fait autrement. Dans la partie relative à la sortie des marchandises russes et leur entrée sur notre territoire, on ne parle que des droits perçus à leur entrée en Iran, tandis que pour nos produits, il a été interdit tous les droits de sortie sauf exception.

Ici on se rend compte que la Russie avait depuis long-

temps des pourparlers avec notre Gouvernement sur le sujet. C'est pour attirer les commerçants sujets iraniens que la Russie inséra la clause de la suppression de tous les droits autres que les droits du tarif *A* sur les marchandises importées en Iran par les sujets russes.

La deuxième partie de cet article est aussi très importante : le Gouvernement de Moscou fait une distinction entre nos produits d'exportation : Les produits nécessaires à son industrie payeront des droits peu élevés du tarif *B* à leur entrée en Russie, tandis que les autres produits très importants dans notre commerce d'exportation et non demandés par l'économie russe, doivent payer des droits ordinaires de l'Empire des Tsars.

Cette clause tua notre commerce et notre économie pour donner l'essor à l'industrie russe.

La troisième partie de cet article, nous prouve la mauvaise intention de notre voisine. Ici la Russie se réserve tout droit de changer ses tarifs ou celui de mettre des droits de sortie sur les marchandises à destination de notre pays, elle garde même le droit de créer des prohibitions d'entrée sur nos produits et marchandises qui ne sont pas nécessaires à son industrie.

Nous voyons que pour les matières et produits demandés par l'industrie russe, il n'existe aucun droit de sortie en Iran et à leur entrée en Russie, ils jouissent des droits minimes, mais pour les produits de la plus haute importance dans notre exportation qui ne sont pas demandés par l'industrie de notre voisine du Nord, c'est le tarif ordinaire russe qui serait applicable, et il n'existe aucune compensation et aucun tarif *D* pour les objets russes.

Les produits soumis au tarif ordinaire russe sont : l'opium, pierres précieuses, animaux vivants, les œufs,

cigarettes et cigares, tabacs, farines et féculles, sel, riz, poissons, beurre, soie, tapis, etc...

Il est donc clair que ce sont des produits, qui tiennent une grande place dans notre exportation, et, pour confirmer cet état de chose, nous allons démontrer dans le tableau suivant, l'exportation de certains de ces produits pendant les quatre années d'avant-guerre.

PRODUITS	1910-11	1911-12	1912-13	1913-14
Animaux	9.500.000	8.400.000	10 800.000	9.700.000
Œufs	1.500.000	1.300.000	1.350.000	1.600.000
Riz	34.800.000	40.200 000	42.200.000	57.150.000
Autres féculents. .	20.000.000	8.500.000	4.000 000	7.500.000
Soie	18.000 000	11.700.000	13.400.000	6.700 000
Opium	22.500.000	35.000.000	37.700.000	41.400 000
Pierres précieuses.	3.000.000	3.600.000	10.400.000	400 000
Poissons	8.700.000	8.200.000	7.800.000	9.600 000
Tabac	8.800.000	2.400.000	2.700.000	1.000.000
Etc...				

L'article III parle de la prohibition. Il est vrai que ce droit appartenait aux deux parties contractantes, mais ce droit pour notre pays n'est qu'apparent, car la physionomie qu'avait prise les relations irano-russes, donnait toute assurance au Gouvernement des Tsars qui pouvait sans crainte, insérer ce droit théorique pour le Schah sur le papier, et il était sûr que le Gouvernement de l'Iran ne pourrait jamais se servir de ce droit ; mais lui, il s'en servait comme il le voulait.

L'article IV nous prouve qu'il a été préparé bien avant. Dans cet article on supprime le droit d'entretien des routes pour les importations russes, mais le droit des sujets tsaristes sur les routes qu'ils ont construites est excepté.

Ce qui est très important dans cet article, c'est qu'indirectement on a limité le droit du Gouvernement iranien,

d'accorder des concessions de construction de routes et on y prévoit les droits que la compagnie concessionnaire doit percevoir.

Ici notre pays, comme un pays de protectorat, doit demander le consentement de son voisin pour chacune des concessions à accorder, et, par conséquent, la Russie pourrait empêcher que ces concessions soient accordées aux sujets d'une autre puissance.

L'article V est surtout relatif à l'obligation du Gouvernement de l'Iran de demander le consentement de la Russie pour tout changement à apporter dans ses tarifs douaniers; son manque de réciprocité frappe notre attention.

Nous n'avons pas grand'chose à dire sur les articles VI et VII qui ne sont que des règlements et formalités, nous allons parler maintenant des tarifs.

Les tarifs.

Dans le tarif A, 34 articles d'importation ont été exemptés de tout droit d'entrée sur notre territoire : 1^o les animaux vivants ; 2^o bois ; 3^o Houille et charbon de bois ; 4^o beurre et huile ; 5^o blé, orge, etc... ; 6^o Maltes ; 7^o farines ; 8^o fromages ; 9^o lait ; 10^o légumes ; 11^o miel ; 12^o œufs ; 13^o poissons ; 14^o caviar ; 15^o échantillons de livres ; 16^o gommes ; 17^o produits animaux ; 18^o fer ; 19^o etc...

Pour un pays comme le nôtre, qui n'avait aucune industrie et où l'agriculture était le seul moyen de vivre de ses habitants, la liberté d'entrée de : blé, riz, froments, animaux, etc., ne peut intervenir que dans l'intention d'étouffer les paysans, de tuer l'agriculture, et de mettre en ruine le pays.

Ce n'est donc pas seulement au point de vue des finances publiques que le danger était à signaler, mais c'est surtout

pour l'agriculture et l'économie paysanne que le coup a été mortel :

- 1° Nos paysans et cultivateurs s'expatrièrent ;
- 2° Leurs capitaux (animaux et instruments agricoles) aussi ;
- 3° Et les terres restèrent désertes.

Pour les produits fabriqués russes, les droits d'entrée étaient très peu élevées, tandis que les produits qui ne pouvaient venir que des autres pays étaient frappés de fortes taxes. De sorte que le sucre, le pétrole, les tissus de coton, toujours importés de la Russie, payaient respectivement 3 p. 100, 1/2 p. 100 et 3,7 p. 100 ; la bière qui venait presque toujours de la Russie n'acquittait à son entrée en Iran qu'un droit de six chahis par Batman, tandis que le Cognac de France, par exemple, était frappé d'un droit de 12 Krans, c'est-à-dire quarante fois plus (25 p. 100).

Le tarif *C* pour exportation, comprend dix articles, le tarif *B* concerne les droits que doivent payer nos marchandises à leur entrée en Russie.

Il est étonnant qu'il n'existe aucune trace du tarif *B* dans l'administration des douanes.

Ainsi nous avons vu que nos produits nécessaires à l'industrie russe ne payaient que des droits faibles à la frontière de l'Empire des Tsars, mais nos autres produits, non indispensables à l'économie russe et fort importants pour notre commerce d'exportation, acquittaient des droits élevés à leur entrée dans ce pays et étaient grevés des mêmes droits que ceux du tarif général russe. Et par contre, les marchandises russes importées chez nous étaient ou exemptes de droits (34 articles) ou soumises à des droits spécifiques faibles suivant la nomenclature du tarif *A* qui ne dépassait en aucun cas les 5 p. 100.

Quels étaient les dangers de cet accord ?

Dans aucune convention, même dans celle du Torka-mantchaï bien qu'après notre défaite militaire, on ne nous avait imposé unilatéralement des conditions aussi dure que dans l'accord de 1903.

Les dangers sont de trois espèces :

1^o Au point de vue politique, le Gouvernement de l'Iran n'avait plus le droit de changer ou de réviser ses tarifs douaniers sans l'assentiment du Tsar. Ainsi sa situation devenait pire que celle d'un pays de protectorat. Tacitement, son droit d'accorder des concessions de routes avait été supprimé.

2^o Au point de vue purement économique, l'accord de 1902 a apporté un coup formidable à notre agriculture, notre industrie et même à notre commerce.

D'un côté, nos matières premières pour cause de facilité et franchise de droits allaient en Russie, au détriment de notre industrie. Pour le Gouvernement de Moscou, c'était une sorte de contrôle des matières premières que notre pays lui fournissait à très bas prix et à très bon compte.

De l'autre côté, la franchise des produits russes en Iran mettait nos cultivateurs et paysans dans une situation inférieure à celle des importateurs russes, d'où la ruine de notre agriculture, la misère de nos cultivateurs et la condamnation à mort de notre économie paysanne.

Grâce aux droits très peu élevés accordés aux produits fabriqués russes, non seulement il ne pouvait se créer de nouvelles industries en Iran, mais même celles qui existaient comme celles du tapis et des allumettes ne pouvaient supporter longtemps la concurrence des produits russes.

Malgré tous les droits faibles d'entrée, le Gouvernement

des Tsars accorda encore des primes à l'exportation sur certains produits, par exemple le sucre, le pétrole, le tabac, les liqueurs alcooliques, les tissus, les allumettes, etc....

Comme le transit des marchandises des autres pays à travers la Russie à destination de l'Iran était interdit, le marché iranien devenait ainsi un débouché excellent pour les produits et marchandises russes qui, armés de ce tarif, occupaient, sans rival, toutes les branches de l'activité économique de notre pays.

3^o Enfin, au point de vue des finances publiques, l'exemption de 34 articles et les droits minima pour les autres produits venant de l'Empire des Tsars diminuaient formidablement nos ressources budgétaires.

Si nous appelons ce tarif comme M. Schister, *le tarif de l'étranglement économique de notre pays*, nous n'avons rien exagéré ; car la caractéristique et le but de cet accord était de faciliter la progression de l'agriculture, l'industrie et le commerce russes d'un côté, l'abîme de notre agriculture, l'arrêt de notre industrie et le découragement de notre commerce de l'autre.

Il ne nous reste donc aucun doute que Nauss, préparateur du projet de cette convention, n'était qu'un représentant déguisé des intérêts russes en Iran.

On ne peut trouver aucun tarif aussi injuste et inégal que celui-là, au point que les recettes des douanes des bureaux du Nord de notre pays n'étaient même pas suffisantes pour couvrir les dépenses de cette administration.

Après la signature de cette convention, la Russie occupa une place dans notre économie que désormais personne ne pouvait la lui enlever. D'après le texte de cet accord, la Russie ne pouvait pas exiger des droits préférentiels en sa faveur, mais il lui était possible de faire

dégrever tous les articles de notre importation dont elle avait pratiquement le monopole, et surcharger, au contraire, les produits dont l'Angleterre avait conservé la vente ; par exemple les tissus de soie étaient taxés à leur entrée en Iran de 8 à 9 p. 100, les tissus de laine de 12 p. 100, tandis que le pétrole, dont l'importation était en fait monopolisée par les Russes, ne payait que 1/2 p. 100.

Ainsi donc, autant ce tarif favorisa le commerce, l'industrie et l'agriculture russes, autant il porta atteinte aux revenus fiscaux du Gouvernement de l'Iran, a nui à l'industrie et l'agriculture iraniennes, et découragea le commerce européen dans notre pays.

SECTION IV. — La situation commerciale.

Le Gouvernement des Tsars, tout impérialiste qu'il fût, ne dédaigna pas néanmoins le commerce, puisque *le commerce c'est l'Empire*, et au contraire il le favorisa de tel sorte que le prodigieux progrès du commerce russe avec notre pays est tout à fait étonnant. Les grandes villes du nord de l'Iran : Tauriz, Machhad, Téhéran, etc... deviennent des véritables entrepôts du commerce russe, et au point de vue commercial, les Anglais furent battus dans tous les marchés du nord et du centre de l'Iran.

§ 1. — LE PROGRÈS DU COMMERCE RUSSE EN IRAN DEPUIS 1828

Depuis la conclusion du traité de Torkamantchaï et le changement de la politique économique des Tsars en Iran, le commerce russe prend, dans notre pays, un essor formidable, et la Russie occupa dès lors et pour longtemps le premier rang parmi les pays faisant du commerce avec

l'Empire du Schah. Ce n'est qu'en 1917-1918 qu'elle a été devancée par l'Empire britannique.

Ce progrès est tellement considérable et la place de la Russie devient tellement importante dans notre économie, que, depuis le traité de 1828, dans toutes les périodes de changement de position économique et commerciale de l'Iran, nos relations avec nos voisins du nord formèrent le facteur essentiel du mouvement.

Les tableaux suivants indiquent la marche du progrès dans les transactions irano-russes depuis 1890.

A. — DE 1890 A 1903-1904.

ANNÉES	IMPORTATIONS RUSSES	EXPORTATION DE L'IRAN
	EN IRAN	EN RUSSIE
	Krans ¹ .	Krans.
1890	55.630.000	56.100 000
1895	98.400.000	73.000.000
1899	112.300.000	93.500.000
1900	106.100.000	107.150 000
1901-1902	105.020.000	92.100.000
1902-1903	126.350.000	93 000 000
1903-1904	176.000.000	124.800.000

Ce tableau nous indique que le commerce russo-iranien a presque triplé pendant une période de treize ans, c'est-à-dire de 1890 à 1903-1904.

Dans le tableau ci-dessous, nous voyons l'évolution de notre commerce avec la Russie, depuis le début du xx^e siècle jusqu'à la Révolution russe de 1917.

ANNÉES	IMPORTATIONS RUSSES	EXPORTATIONS VERS LA RUSSIE	ENSEMBLE
	Krans.	Krans.	Krans.
1904-5	169.979.355	147.489.578	317.543.933
1905-6	194.355.522	198.489.818	398.845.440
1906-7	222.403.750	225.379.668	447.883.418

1. La valeur du Kran. variait entre 2 et 3 francs.

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	ENSEMBLE
	RUSSES	VERS LA RUSSIE	
	Krans.	Krans.	Krans.
1907-8	171.171.879	202.661.562	393.833.441
1908-9	178.817.144	229.817.173	408.734.517
1909-10	226.580.980	262.523.063	599.104.044
1910-11	219.559.206	262.226.136	481.786.442
1911-12	267.797.875	284.279.796	552.077.670
1912-13	328.980.042	300.877.858	629.875.900
1913-14	355.888.133	302.060.039	657.984.172
1914-15	280.111.203	262.463.628	542.574.831
1915-16	266.753.828	267.170.342	533.924.160

D'après ce tableau nous constatons :

1^o Que la Russie, depuis le commencement du siècle occupait toujours la première place entre les pays faisant du commerce avec notre pays et 63 p. 100 du trafic iranien se trouva peu à peu entre les mains des Russes.

2^o Que cette situation se consolide à mesure qu'on avance vers 1914. Sauf une période après le traité de 1907 entre la Russie et l'Angleterre, le commerce irano-russe va en augmentant sensiblement de 317 millions et demi en 1904-1905 à 658 millions en 1913-1914, c'est-à-dire que ce chiffre a plus que doublé pendant une période de neuf ans.

La première année de la guerre diminua quelque peu le trafic russo-iranien. Bien que le Gouvernement des Tsars ne voulait à aucun prix abandonner l'Iran, la guerre et les hostilités ont eu leur conséquence inévitable sur le chiffre de notre commerce avec ce pays belligérant. Ce chiffre atteignit 534 millions en 1915-1916 au lieu de 658 millions en 1913-1914, la diminution est donc assez sensible, mais si nous la comparons avec la chute de notre commerce russe après la Révolution bolchevik, cette diminution nous semblerait peu importante.

3^o Qu'un équilibre presque continu existe entre nos

exportations à destination de la Russie et les importations russes dans notre pays, avec une différence minime tantôt de l'un et tantôt de l'autre côté.

Dans l'ensemble, le commerce irano-russe a été très florissant au début du xx^e siècle jusqu'à la guerre. Depuis celle-ci, on constate un fléchissement, qui n'est d'ailleurs pas très surprenant, étant donné la situation anormale résultant de la guerre.

Cette diminution dans nos échanges avec les Russes n'était pas énorme, si la Révolution bolchevik n'arrivait pas et que, après la cessation des hostilités, la situation serait redevenue normale, et notre commerce avec la Russie aurait repris sa marche d'avant la guerre. Mais hélas ! la Révolution communiste arriva et elle a nui, beaucoup plus qu'on ne le pense, à notre situation économique ; étant donné que la Russie était notre principal client et notre plus grand fournisseur, et que personne ne pourrait prendre, dans l'état de choses actuel, la place qu'elle occupait jadis dans notre commerce extérieur et qu'elle a perdue par suite de cette Révolution.

Ses causes.

Voyons maintenant les causes de cet accroissement, et pourquoi la Russie arriva à occuper le premier rang, sans rival, dans notre commerce extérieur ?

Nous allons en citer quelques-unes :

1^o *Le facteur géographique* : a) Le voisinage direct des deux pays du côté du Caucase, de la mer Caspienne et du Turkestan favorisait le mouvement des relations commerciales entre ces deux peuples, en n'y mettant aucun obstacle ;

b) L'existence des lignes de chemin de fer dans le Caucase et le Turkestan, ainsi que d'un service régulier des

vapeurs russes sur la mer Caspienne, et enfin des routes et des chaussées construites par les Russes en Iran, favorisait la communication directe de la Russie avec les riches provinces du nord et du centre de notre pays.

2° *L'harmonie économique.* — C'est-à-dire l'égalité presque complète de la balance commerciale ; les Russes nous achetaient autant qu'ils pouvaient nous vendre.

Cette dernière raison peut résulter, à certain point de vue, de la première ; étant la conséquence de la configuration géographique, la nature du sol, du sous-sol, etc...

3° *Interdiction du transit.* — Le Gouvernement de Moscou empêchait le libre passage et le transit des marchandises étrangères à destination de notre pays ou celui de nos marchandises à destination d'un pays étranger, par la voie rapide du Caucase (carrefour de l'Asie). et, sachant que les autres routes étaient trop onéreuses pour les produits du nord et du centre de l'Iran, la Russie se réservait ainsi la meilleure place dans les marchés des provinces les plus riches de notre pays, en y jouissant d'un certain monopole de fait.

Les routes commerciales les plus commodes que relient le plateau de l'Iran à l'Europe passent par la Russie, or, depuis 1883, elles ne furent accessibles qu'aux marchandises russes, le transit par le Caucase des produits étrangers étant interdit à l'exportation comme à l'importation. Cependant par l'article 59 du traité de Berlin 1878, le Tsar déclarait que son intention était d'ériger Batoum en port franc essentiellement commerçant. Les commerçants européens cherchèrent à obvier à cette mesure en expédiant des marchandises par la poste (colis postaux) sans payer les droits de transit, conformément aux Conventions internationales. En revanche, le Tsar conserva l'interdiction du transit.

A part la route du Causace pour notre commerce avec l'étranger, il y avait la route de Trébizonde-Tauriz-Téhéran, fort longue, très peu commode, qui passait par la Turquie. Non seulement il fallait six à huit semaines de parcours et que cela coûtait cher aux commerçants, les vexations de la douane turque étaient surtout à redouter.

La route du Golfe Persique Bouchir-Chiraz-Ispahan-Téhéran, était trop longue, mauvaise et onéreuse. La voie de Bagdad-Kermanschah-Téhéran était aussi très longue et possédait les mêmes inconvénients.

Ainsi les routes du nord de notre pays les plus courtes, les plus commodes et les moins onéreuses, les Russes les avaient améliorées pendant toute la période des concessions. La chaussée de Djolfa-Tauriz-Téhéran, la route d'Anzali-Téhéran, etc..., deviennent très commodes et peu coûteuses pour le commerce russe et enfin le chemin de fer de Djolfa facilitait considérablement le trafic de la province riche d'Azarbaïdjan avec la Russie.

4° La quatrième raison de l'essor du commerce russo-iranien est que le Gouvernement des Tsars avait accordé des *primes à l'exportation* pour un bon nombre de marchandises, qui les encourageaient largement, en diminuant leur coût de production pour venir se vendre à très bon marché sur le marchés iraniens.

5° *Les tarifs spéciaux* — pour les chemins de fer et les bateaux que le Gouvernement de Moscou accordait aux exportateurs des marchandises russes en Iran, — encourageaient de beaucoup les dits commerçants à vendre leurs produits facilement et sans rival chez nous.

6° La Banque d'Escompte ouvrait de *larges crédits* aux

1. Aujourd'hui appelé Pahlavi.

commerçants iraniens qui faisaient leurs commandes en Russie.

7° Enfin et surtout notre nouveau régime douanier institué par la Convention irano-russe de 1902. L'importateur moscovite était avantagé, d'après cet accord, en ne rien payant ou en ne payant que des droits spécifiques très faibles à leur entrée en Iran, tandis que les produits et marchandises des autres pays payaient des droits élevés. Ainsi les marchandises russes ne trouvaient aucun concurrent sur nos marchés du nord et du centre.

Dans ces conditions, l'industrie et le commerce russe furent favorisés chez nous de telle sorte qu'on pouvait acheter les marchandises russes à Téhéran au prix de Moscou et que les fruits et produits du nord de notre pays coûtaient meilleur marché dans le Caucase que dans les provinces d'Ispahan ou de Cachan.

Si nous classions les pays faisant du commerce avec notre pays en 1912-1913, nous aurions le tableau suivant :

CLASSEMENT 1912-1913.

A. *Importations.*

N° d'ordre.	Pays.	Chiffres de leur importation en Iran.
1	Russie	328.980.000 krans ¹ .
2	Empire britannique	153.181.000 —
3	Turquie	23.388.000 —
4	Allemagne	21.387.000 —
5	France	11.031.000 —

B. *Exportations.*

N° d'ordre.	Pays.	Valeurs de nos marchandises exportées.
1	Russie	300 877.000 krans.
2	Empire britannique	56 618.000 —
3	Turquie	37.926.000 —
4	Italie	8 003.000 —

1. La valeur du Kran variait entre 2 et 3 francs.

Nous voyons d'après ces tableaux que la Russie possédait toujours, jusqu'à la grande guerre et même pendant celle-ci et avant la Révolution soviétique, dans notre commerce extérieur, dans l'importation aussi bien que dans l'exportation la première place, et très loin après elle venaient l'Empire britannique et les autres pays. Cet écart était surtout très sensible au point de vue de nos exportations.

§ 2. — LA COMPOSITION DU COMMERCE IRANO-RUSSE

A. — *Le contenu de nos exportations en Russie*

L'Iran est, avant tout, d'après sa configuration géographique et son facteur démographique, un pays agricole par excellence. Ses exportations sont surtout des matières brutes alimentaires sans parler de certaines petites industries, comme celle du tapis.

Avant la guerre en 1912-1913, nous vendions à la Russie pour 300.877.878 Krans soit 68 p. 100 de nos exportations.

Nos principaux produits exportés dans ce pays étaient les suivants : le coton brut, les fruits secs et frais, le riz, les tapis, la laine, les peaux, les poissons, les animaux vivants, les gommes, la soie brute, les tissus de soie spécialités du pays, l'opium, etc...

1^o LE COTON a tenu, avant la grande guerre, la première place dans les produits d'exportation de notre pays, en en fournissant surtout à la Russie, 99 p. 100 de ce produit exporté de chez nous allaient dans ce pays. En 1913, la quantité du coton que notre voisine du nord nous a achetée était de 25.000 tonnes.

La Russie pour le coton, comme pour beaucoup d'autres

de nos marchandises, faisait la loi du marché, sans aucun concurrent. Cela provenait de ce que les frais élevés des transports, l'incommodité et l'incertitude des routes de l'Ouest et du Midi, ne permettaient pas une grande exportation par le Golfe Persique ou de la Syrie vers l'Europe.

2^o Un des produits du nord et de centre de l'Iran est *le fruit*.

L'Iran, pays d'un climat variable, possède presque toute sorte de fruits, surtout dans nos provinces du nord et du centre qui jouissent d'un climat admirable et d'un soleil incomparable, les fruits sont abondants.

Les différentes espèces d'oranges, mandarines, etc..., dans les provinces de la Caspienne sont de très bonne qualité ; leur unique acheteur étranger était et reste encore la Russie. Celle-ci nous achetait avant la guerre tout ce qui excédait la consommation locale et celle des provinces environnantes et grâce au transport par la Caspienne, ces fruits coûtaient moins cher en Caucase que dans les villes du Centre de notre pays.

Les différentes sortes d'abricots et surtout le Ghaïssi, qui poussent entre les provinces de la Caspienne et Téhéran, au pied du sommet d'Elbourz (Damavand) sont très renommés et étaient très recherchés par l'industrie du cognac et l'eau-de-vie russes. Ici, aussi, la Russie était notre principal acheteur, comme pour les pommes, pêches, pistaches, prunes et raisins secs, etc...

3^o LE RIZ est surtout cultivé dans les provinces caspiennes et en particulier dans Guilan et Mazandéran où il forme la principale nourriture de la population. Avant la guerre, l'exportation de ce produit était assez importante et les Russes nous achetaient chaque année pour une somme considérable de ce produit. C'est la Russie seule qui expor-

tait et exporte encore dans l'état de chose actuel, toute la quantité envoyée à l'étranger, tandis que d'un autre côté nous achetions de l'Empire britannique (les Indes) pour plus de 6 millions de Krans de ce produit. Cela provenait de ce que le riz était beaucoup consommé en Iran et que les frais des transports étaient si élevés que le riz étranger revenait meilleur marché dans nos provinces méridionales que le riz de Guilan ou de Mazandaran.

Le riz exporté était et est encore, surtout celui de Guilan¹, province qui possède cent mille hectares de rizières de bonne qualité et qui produisait à elle seule les 4/5 de l'exportation de ce produit.

L'exportation du riz atteignait annuellement jusqu'en 1914, de 25 à 45 millions de Krans, en 1916-1917, elle atteignit la somme de 63 millions pour tomber après la guerre et la Révolution bolchevik.

La culture du riz a beaucoup diminué après la guerre et son prix surtout, car les Russes, qui avaient eu toujours le monopole d'achat de ce produit, n'en voulurent plus, il y a eu un énorme dépérissement de cette culture après la cessation des hostilités, et, beaucoup de faillites s'en sont survenues, comme nous verrons dans la deuxième partie de cet ouvrage.

4^o Pour les *tapis*, la Russie n'était qu'un client de cette marchandise, mais elle n'occupait pas la première place dans notre exportation de ce produit. Car c'était surtout nos matières brutes (matières premières et produits alimentaires) qu'intéressaient nos voisins nordiques et ils ne nous ont jamais acheté plus de 15 millions de Krans de tapis par an.

1. Sadri, le riz de très bonne qualité.

5° Pour la *laine* brute, la Russie a toujours été notre principale cliente, elle nous achetait, avant la guerre, 90 p. 100 de la quantité exportée de ce produit qui atteignait de 10 à 20 millions de Krans. Cette exportation, comme beaucoup d'autres, a subi une diminution sensible depuis la guerre et la Révolution bolchevik.

6° Pour l'exportation des *peaux*, notre principal acheteur était la Russie.

Les peaux séchées et salées exportées dans ce pays atteignaient jusqu'à 20 millions de Krans avant la Révolution russe.

7° En ce qui concerne, les *Poissons*, nous avons vu que les Lianosoffs avaient la concession et le monopole des pêcheries de la mer Caspienne et les rivières s'y jetant. Ils les vendaient ou ils les expédiaient comme ils voulaient d'après le contrat. Les poissons interdits par la religion musulmane (sans Fals) étaient vendus à un prix dérisoire à la Russie.

Ainsi pour ce produit de la Caspienne aussi, la Russie était notre seule cliente.

8° L'exportation des chevaux, des bœufs¹ et d'autres *animaux vivants*, se faisait surtout vers la Russie.

La race ovine est une des plus précieuses sources de richesse de notre pays, et nous vendions avant la guerre plus de 200.000 moutons dont 150.000 allaient en Russie.

Avant la guerre et la Révolution bolchevik, l'exportation des animaux vivants remontait de 8 à 15 millions de Krans. Les Russes, qui possédaient ici aussi la première place, nous achetaient de 6 à 12 millions environ. Après

1. En 1913, l'exportation des bœufs atteignait presque 16.000 têtes.

la guerre, pour cause de maladie, le cheptel national a diminué et pendant celle-ci le plus grand nombre des régions d'élevage du nord de notre pays a été réquisitionné, et on a évalué à 116.000 têtes le nombre des bœufs ainsi exportés en Russie de 1914 à 1918, sans parler des moutons.

9° L'élevage des volailles se faisait et se fait encore dans tout le pays. Le commerce d'exportation des *œufs* commençait à prendre un essor assez considérable avant la guerre, et l'on expédiait en 1913-1914, par exemple, pour un million et demi de Krans d'œufs à la Russie. Depuis 1914, ce trafic a dû subir un arrêt.

10° L'Iran, sixième producteur de la *soie* ¹ en produisait pour presque 4 millions de Krans par an et surtout dans la région de Guilan, qui fournissait les 8/10^e de la production de cette marchandise. Notre soie était surtout exportée en cocon, une faible quantité seulement sortait sous la forme de la soie en grège, car l'industrie de la filature n'était pas encore bien développée en Iran.

L'Italie était, avant la guerre, le principal acheteur des soies iraniennes en cocon et qui a été devancée par la France après la paix.

Les tableaux suivants démontrent l'exportation de ce produit et la place que la Russie y occupait :

EXPORTATION DE LA SOIE EN COCON

PAYS	1907-1908	1912-1913	1917-1918
	Krans.	Krans.	Krans.
Italie.	13.000.000	8.000.000	
France	9.800.000	2.900.000	
Russie	1.400.000	784.000	277.000

1. Après le Japon, la Chine, l'Italie, la Russie et la Syrie.

EXPORTATION DE LA SOIE EN GRÈGE

PAYS	1907-1908	1912-1913	1917-1918
	Krans.	Krans.	Krans.
Turquie.	1.375.000	167.000	300.000
France	568.000		
Russie.	112.000	117.000	

D'après ces tableaux, nous constatons que la Russie possédait, avant la Révolution bolchevik, la troisième place dans l'exportation de la soie iranienne, soit en cocon, soit en grège. Avant le commencement des hostilités, elle nous achetait pour plus de un million et demi de ce produit; cette exportation a beaucoup diminué depuis la grande guerre ¹.

11° Au point de vue de l'exportation *des gommes*, la Russie occupait la deuxième place après l'Empire britannique, elle nous achetait pour 3 millions et demi de ce produit contre 4 millions de l'Empire britannique.

12° L'apiculture est assez importante en Azarbaïdjan et on importait, avant la guerre, jusqu'à 100.000 Krans de *miel* par an en Russie.

14° La Russie nous achetait aussi pour une assez forte somme *d'opium* qu'elle réexportait après en Chine.

B. — Nos importations Russes.

La Russie d'avant la Révolution était d'une façon constante, le plus important fournisseur de l'Iran comme son meilleur client.

En 1913-1914, nous lui achetions pour presque 319 millions

1. Il faut signaler que, depuis que la maladie du ver à soie a envahi notre pays, nous sommes obligés d'importer des œufs de ces vers de la Turquie et de la Russie.

de Krans, soit 56 p. 100 de nos importations, et nous lui vendions pour 301 millions de Krans, soit 68 p. 100 de nos exportations. Il y a eu donc un équilibre presque constant dans nos échanges avec nos voisins du nord et le trafic irano-russe représentait plus de 60 p. 100 du commerce général extérieur de notre pays. Ainsi la Russie d'avant la Révolution occupait toujours la première place dans notre commerce extérieur, loin d'avoir de concurrents. Mais cette place elle l'a perdu après l'avènement de la Révolution bolchevik¹.

La Russie d'avant la Révolution importait en Iran des sucres, des tissus et les fils de coton, des huiles minérales, des verreries, porcelaines et faïences, des allumettes, du thé, des farines, du pétrole, des ouvrages de fer, la mercerie, etc...

1^o *Les sucres.*

Avant la guerre, la Russie nous vendait pour une somme énorme (presque 100 mililins de Krans) des sucres de betterave, en morceaux ou en grands blocs.

Le sucre formait la partie la plus importante des importations russes dans l'Iran. Avant la guerre, cette marchandise composait presque la moitié de nos importations venant de la Russie².

1. Nous verrons dans la deuxième partie de cet ouvrage que l'U. R. S. S. tend, depuis 1931, à reprendre cette place qui, depuis quelques années, avait été occupée par l'Empire Britannique.

2. La betterave à sucre existait dans la plupart des régions largement arrosées, du territoire de l'Iran et spécialement à Miandouab, mais on n'avait pas encore réussi à fabriquer du sucre de betterave avec succès dans le pays. Vers 1900 une grande raffinerie avait été installée aux environs de Téhéran, mais elle n'a pu lutter contre la concurrence des raffineries russes, lesquelles en recevant de leur gouvernement des primes à l'exportation, n'ayant à payer à la douane iranienne que des droits minimes d'entrée et ne payant que des frais de transport très peu élevés, expédiaient une énorme quantité de sucre que les commerçants pouvaient vendre à très bas prix. Cette concurrence condamna la raffinerie naissante qui a dû fermer ses portes après quelques années de résistance.

2° La deuxième place dans nos importations venant du pays des Tsars était occupée par la *coton tissé ou filé*.

La Russie d'avant la Révolution nous achetait du coton brut (90 p. 100 de notre exportation cotonnière) pour le transformer en fils ou en tissus et elle nous le revendait ensuite à un prix beaucoup plus élevé.

Mais la guerre et la Révolution bolchevik ayant arrêté l'industrie textile en Russie, l'exportation de notre coton a beaucoup diminué, et, par là même notre importation des tissus et fils de coton venant de la Russie a subi elle aussi une diminution sensible.

Avant la guerre, en 1912-1913, les tissus et fils de coton formaient le quart de la valeur de nos importations russes et le chiffre de cette importation atteignait presque 80 millions de Krans.

3° L'autre quart était composé des huiles minérales, verreries, porcelaines, allumettes, ouvrages de fer, formes, merceries, pétrole, etc.

Pour l'importation des œufs de vers à soie depuis que la pèlerine envahit notre pays, la Russie occupait la deuxième place après la Turquie dans cette importation.

En 1907-1908.	660.000 krans.
En 1912-1913.	435 000 —
En 1917-1918.	257.000 —

C. — *Le mouvement et bilan du commerce Irano-Russe en 1915-1916.*

Nous allons voir dans les tableaux suivants, la composition des importations russes en Iran et celle de nos exportations dans le pays des Tsars, pendant l'année 1915-1916 avant l'avènement du bolchevisme.

Nos exportations vers la Russie en 1915-16 étaient de 267.170.342 Krans.

Produits.	Valeurs en krans.
Coton	73.293.963
Riz	56.929.148
Fruits	42.473.827
Laine brute	9.574.115
Peaux brutes et travaillées.	18.321.019
Poissons	7.287.636
Opium	5.614.663
Animaux vivants	8.709.939
Soie brute	6.398.877
Tapis de laine	11.305.931
Couleurs Hené, etc.	1.938.837
Tissus de soie ¹	1.856.353
Froments	1.105.188
Herbes et produits de terre	1.729.353
Produits végétaux	1.217.161
Lin	1.132.630
Œufs	1.623.215
Monnaie d'argent et lingots ²	4.357.335
Autres produits	6.576.246

Nos importations Russes en 1915-16 remontaient à 266.753.828.

Produits.	Valeurs en krans.
Sucres	94.252.979
Sucre en poudre	9.906.660
Tissus de coton	77.001.420
Allumettes	3.760.562
Pétrole ³	12.696.726
Fer, acier, etc.	5.169.299
Farines	8.516.605
Matières fabriquées de fer.	8.300.345

1. Les tissus de soie étaient souvent faits à la main. spécialités du pays.

2. Les monnaies et lingots ne font pas partie de l'actif de la balance du commerce et, bien au contraire, cette exportation qui ne servait qu'au service de l'intérêt de nos dettes formait une partie passive dans notre balance des comptes, mais l'administration des douanes l'a fait figurer dans l'actif de notre balance.

3. Nous produisions du pétrole dans le Sud, mais à cause des frais élevés de transport, le pétrole russe coûtait meilleur marché dans les provinces du nord et du centre. Nous avions quelques puits de ce produit dans le Nord, mais il allait en Russie pour être raffiné.

Produits.	Valeurs en krans.
Thé.	9.417.633
Fils de coton.	3.190.732
Bois.	3.096.561
Quincailleries	2.664.879
Velours de coton.	1.898.080
Verreries, porcelaines et faïences.	3.764.276
Animaux vivants.	1.871.691
Papiers	1.653.611
Tabacs	1.009.939
Autres produits	18.571.940

Ici, on constate, comme nous l'avons déjà dit, que nos exportations en 1915-1916, surtout, composées des produits agricoles : matières premières et objets d'alimentation. Pendant la guerre, la Russie avait un besoin plus grand aux produits alimentaires, pour la fourniture de son armée, et c'est surtout en Iran qu'elle faisait ces achats.

L'exportation de monnaies et lingots, qui servaient au paiement des intérêts de nos dettes envers la Russie, n'était pas désirable pour notre situation économique et ne fait que partie du passif de notre balance des comptes.

Nos importations russes étaient, au contraire, surtout des objets fabriqués ou des produits finis.

Au xx^e siècle, les firmes russes commencèrent à se libérer d'entremise et aide des étrangers, et à trouver des marchés pour leurs produits industriels qui n'étaient pas encore très abondants.

Leur succès était plus grand en Orient et surtout en Iran, où de nombreux comptoirs avaient été fondés dans ce but.

La déclaration de guerre entraîna en Russie, comme ailleurs, l'interdiction d'exporter toutes les denrées alimentaires, et cette interdiction permit de combler le vide que la récolte médiocre en 1913 avait fait dans l'approvisionnement du pays en blé.

D'autre part, pour empêcher la chute du rouble, le Gouvernement Tsariste restreignit considérablement les importations étrangères et réserva une grande partie du matériel roulant et de tonnage pour les besoins de l'armée et le transport du matériel de guerre.

Avec toutes ces mesures restrictives, nous ne constatons pas une grande diminution dans le volume du commerce irano-russe pendant la guerre ; il est tombé seulement de 658 millions en 1913-1914 à 534 millions en 1915-1916 ce qui n'est pas énorme, étant donné la situation anormale et les mesures restrictives résultant de la guerre.

La cause en était que la Russie s'efforçait surtout de garder intacte la conquête du marché iranien, afin d'empêcher l'Allemagne et ses alliés de s'y approvisionner en produits alimentaires.

Ainsi jusqu'à l'avènement du bolchevisme, les liens commerciaux très étroits, entre la Russie et notre pays, furent toujours solides et affermis, et le petit fléchissement de ce trafic pendant la guerre était presque invisible. C'est donc la Révolution communiste qui a été et est encore la cause de tout le mal et toutes les diminutions, difficultés, gênes, etc..., dans nos relations avec la Russie, de sorte qu'en 1920-1921, le commerce irano-soviétique est tombé à 28 millions de Krans, comme nous verrons dans la deuxième partie de cet ouvrage.

§ 3. — LA RIVALITÉ ANGLO-RUSSE EN IRAN ET LE TRAITÉ DE 1907.

Avant cette date (1907), l'Iran se trouvait entre la Russie et les possessions asiatiques anglaises, était aussi par excellence la région où les intérêts anglais et russes devaient

s'entrechoquer. L'intérêt et la prudence pour notre pays consistaient et consisteront dans l'avenir dans l'entretien de la rivalité entre ces deux puissances, car leur rapprochement ne pouvait et ne pourra se faire qu'à nos dépens.

En Iran, la rivalité russo-anglaise s'engagea surtout sur le terrain économique, et, naturellement l'accord du 13 août 1907 n'était point pour changer la position de la Russie, sinon pour la consolider.

La rivalité anglo-russe en Iran, ne pouvait se porter que sur le terrain des intérêts commerciaux, les entreprises industrielles et financières, étant donné que ces deux puissances rivales s'étaient à plusieurs reprises engagées à respecter l'indépendance de notre pays. C'était donc, pour l'une comme pour l'autre, la conquête économique du pays qui était surtout visée. Dans ce domaine, les Anglais se trouvaient nettement devancés par les Russes, au début du présent siècle. En 1889, Lord Curzon estimait, le trafic de l'Empire britannique avec l'Iran, à 75 millions et celui de la Russie à 50. En 1901-1902, les statistiques dressées par les employés belges de l'administration des douanes accusaient 99 millions pour les Anglais et 196 millions pour les Russes; en 1905-1906 sous le régime de la convention douanière irano-russe de 1902 les mêmes statistiques élevaient le commerce russe en Iran à presque 400 millions, tandis que le commerce britannique ¹. atteignait à peine 160 millions de Krams.

En 1911-1912, la position des deux concurrents était la suivante :

	Importation en Iran.	Exportation de l'Iran.
Russie	269.797.875	284.279.796
Angleterre et Indes . . .	220.703.973	55.370.343

1. Indes comprises.

En 1912-1913, le commerce russe avait encore augmenté en raison de 22,84 p. 100 pour les importations et 5,33 p. 100 pour les exportations. La valeur de nos marchandises vendues dans le courant de cette année à la Russie représentait 69 p. 100 du total de nos exportations, et nos importations venant de Russie atteignaient près de 58 p. 100 de la valeur de toutes les marchandises importées dans notre pays.

Bref, les Russes s'étaient emparés de plus de la moitié du commerce iranien, alors que les Anglais n'en disposaient que d'un quart. Cette position changeait d'ailleurs constamment en faveur de la Russie. Jadis, c'était au Turkes-tan et à Bakou, puis à Machhad et Khorassan que les Anglais vendaient leurs marchandises; plus tard refoulés vers le Sistan et Jazd, ils devaient faire front aux marchan-dises russes, même dans Kerman, et les provinces du Sud de notre pays.

Sur le terrain strictement commercial, nous constatons une différence très grande entre la position de nos deux voisins : la Russie nous achetait presque autant qu'elle nous vendait, c'est-à-dire que notre balance de commerce avec le pays des Tsars marquait une égalité presque constante, tandis que notre balance avec l'Angleterre n'était jamais en équilibre.

Les Anglais n'ont jamais eu grand besoin de nos produits d'exportation ¹, avant la guerre ils nous vendaient beaucoup plus qu'ils ne nous achetaient et notre balance de commerce avec ce pays marquait toujours un passif assez considérable.

Par conséquent notre intérêt commercial, nous rappro-chait plutôt vers nos voisins du Nord, avec lesquels nous

1. Sauf le pétrole qu'ils ont aujourd'hui entre les mains. Voir *infra* Zanguéné.

vivions dans une certaine interdépendance économique mutuelle. La facilité des voies de transport du Nord, le tarif de 1902 et d'autres avantages, consolidaient la situation de la Russie dans l'économie iranienne aux dépens des Anglais.

La guerre russo-japonaise semblait, à première vue, devoir abattre la pénétration russe en Orient, mais il n'en a rien été, et, tout au contraire, privée de son domaine d'Extrême-Orient, c'est vers l'Iran que l'énergie du commerce russe s'est tournée, et, malgré les troubles de la Révolution iranienne ¹, elle n'a rien perdu de ses conquêtes ².

La rivalité anglo-russe prend fin par l'accord de 1907 ³, et en ce qui concerne l'Iran cet accord est ainsi conçu :

« Les Gouvernements de la Grande-Bretagne, et de la Russie s'étant naturellement engagés à respecter l'intégrité et l'indépendance de l'Iran et désirant la préservation de l'ordre dans l'étendue du pays et son développement pacifique, etc...; considérant que chacun d'eux a, pour raison d'ordre géographique et économique, un intérêt spécial dans les provinces contiguës de l'Iran, etc..., se sont mis d'accord sur les termes suivants :

« La Grande-Bretagne se réserve une zone d'influence économique au sud de la ligne allant du Ghasré-Chirine par Ispahan, Irazd jusqu'à la frontière Afgane.

« La Russie de son côté, s'engage à ne pas rechercher pour elle-même et à ne pas appuyer, en faveur de puissances tierces, des concessions quelconques de nature économique ou commerciale, telle que les concessions de chemin de fer,

1. Voir Afshar, p. et s.

2. Les conquêtes des marchés de l'Iran.

3. Une autre partie est relative au Tibet.

de route, de transport, d'assurance, etc..., au delà de la ligne, et à ne pas s'opposer directement à des demandes de pareilles concessions dans cette région du Sud, soutenues par le Gouvernement britannique.

« La Grande-Bretagne prend un engagement identique. »

Dans l'article III, les deux contractants s'engagent à ne pas s'opposer, sans être préalablement entendu avec l'autre partie, à ce que les concessions quelconques soient données à des sujets de l'une ou de l'autre puissance, dans la zone neutre se trouvant entre les deux zones d'influence.

Dans l'article IV, il est entendu que les revenus de toute les douanes iraniennes à l'exception de celles du Fars et du Golfe Persique, revenus garantissant l'amortissement et les intérêts des Emprunts conclus par le Gouvernement du Schah à la Banque d'Escompte, jusqu'à la date du présent arrangement, seront effectués au même but que par le passé.

En cas d'irrégularité, dit l'article V, dans l'amortissement ou le paiement des intérêts des Emprunts conclus à la Banque d'escompte et à la Banque Impériale jusqu'à la date de la signature du présent arrangement, et si la nécessité se présente pour la Russie d'instituer un contrôle sur les sources des revenus garantissant le service régulier des Emprunts à la première des dites Banques et située dans la région mentionnée dans l'article II du présent arrangement.

Nous voyons que dans cet accord les avantages que la Russie s'était réservée, d'après le traité de 1902, sont reconnus et consolidés.

Malgré toutes les assurances données à l'Iran au sujet de son intégrité, son indépendance et son libre développement,

la publication de ce document souleva une indignation dans le pays dont il stimula le patriotisme, l'Iran regretta aussi la disparition de la rivalité anglo-russe qui était à ses dépens. C'est cette crise psychologique qui détourna l'esprit des iraniens de leurs voisins nordiques et apporta une diminution assez sensible dans le commerce irano-russe qui est tombé de 448 millions à 394.

DEUXIÈME PARTIE

RELATIONS ÉCONOMIQUES IRANO-SOVIÉTIQUES APRÈS LA RÉVOLUTION BOLCHEVIK DE 1917

Rien que le nom indique que notre voisine du Nord a complètement changé de physionomie économique et de caractère politique.

Il serait donc de première utilité, comme nous l'avons expliqué dans notre introduction, de jeter un coup d'œil, tout d'abord sur le changement de position économique de la Russie, pour pouvoir comprendre les résultats et conséquences de cet état de choses, qui est d'ailleurs tout nouveau, dans nos rapports économiques avec ce pays.

Cette partie sera donc divisée en deux titres :

TITRE PREMIER

LA SITUATION ET LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE APRÈS LA RÉVOLUTION DE 1917

Ce titre préliminaire sera divisé en trois chapitres :

Dans un premier chapitre, nous étudierons, très brièvement, le changement capital apporté par la Révolution dans la constitution économique générale de la Russie ;

En second lieu, nous verrons le monopole du commerce extérieur et le Dumping soviétiques qui nous intéressent particulièrement ;

Et enfin dans le troisième chapitre, nous parlerons de la politique économique orientale des Soviets.

CHAPITRE PREMIER

LES BASES ET LE MÉCANISME DE L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE

Étant arrivés au pouvoir, les Bolcheviks ont abordé la réalisation d'une politique économique nouvelle sans avoir de programme défini et élaboré d'avance. Le problème d'une politique économique n'était envisagé que comme un moyen de lutter pour la suppression de la bourgeoisie et pour l'établissement du régime bolchevik.

N'ayant au début aucun programme économique déterminé, les Bolcheviks et Lénine surtout, comptaient beaucoup sur « l'effort créateur collectif » des masses travailleuses elles-mêmes. La force créatrice des masses et leur action propre étaient reconnues comme la seule et la plus exacte expression du nouveau régime soviétique.

Après cette première période qui, peut-être qualifiée de la *période du Contrôle ouvrier*, vient une seconde période qui est caractérisée par la création *des directions* principales ou centrales chargées de diriger, de par en haut, les différentes branches de l'économie nationale.

A partir du mois de juillet 1918, commence une troisième période, qui a pour trait caractéristique *la nationalisation intégrale* de toutes les branches de l'Économie Nationale.

Le Conseil Supérieur de l'Économie Nationale prend une

importance considérable et une activité remarquable. Les Soviets créent une Union industrielle et des directions principales chargées de gérer les entreprises nationalisées. Le but primitif doit être cherché dans le désir des dirigeants de garder intactes les bases de la Révolution soviétique et de ne pas introduire la force des capitaux étrangers, c'est-à-dire des pays capitalistes avec lesquels les Soviets faisaient la guerre économique.

Bref, on est arrivé à l'Étatisation de l'Économie Nationale. Cette troisième période de l'évolution de la politique économique du Gouvernement soviétique se poursuit avec la nationalisation générale des branches principales de l'industrie.

A partir du décret du 28 juin 1918, le Gouvernement des Soviets poursuit la politique de nationalisation.

Le deuxième Congrès communiste constate comme un fait accompli la nationalisation, et, il voulut généraliser et légaliser le fait en chargeant le Conseil Supérieur de l'Économie Nationale, de l'élaboration d'une « loi fondamentale sur la *socialisation* de tous les moyens de production et tous les produits de consommation générale. »

Quoique cette loi ne soit jamais intervenue en fait, la nationalisation ou plutôt *l'étatisation* devient définitivement le principe essentiel de la politique économique du Gouvernement des Soviets. C'était plutôt une sorte de capitalisme d'État ; les branches principales de l'Économie se sont trouvées directement entre les mains de l'État et, pour les autres branches, les trusts et les grandes ententes passaient sous le contrôle de celui-ci, maître absolu de la situation.

Cette politique a été un peu battue en brèche en 1921 par la Nouvelle Politique économique (N. E. P.), mais les

Soviets n'ont fait que la consolider après l'élaboration de leur premier et fameux plan quinquennal qui lui donnait un plan définitif et une direction déterminée ¹.

A part toutes les branches de l'économie qui passaient directement ou indirectement sous le contrôle de l'État, celui-ci s'est réservé surtout les branches principales du commerce.

Tel est l'ordre chronologique des monopoles d'État en U. R. S. S. :

1^o Le Monopole du commerce des machines agricoles, 1917 ;

2^o Le Monopole de l'édition des livres, janvier 1918 ;

3^o Le Monopole du commerce des allumettes, 20-3-1918 ;

4^o Le Monopole du commerce extérieur, 5-4-1918.

5^o Le Monopole du commerce des tissus, 7-1918.

Tous les établissements de crédit, en U. R. S. S., sont nationalisés, les banques sociales sont chargées de financer l'agriculture, l'industrie, la construction, les coopératives et les Provinces d'Orient. Le commerce extérieur est financé principalement par la *Banque pour le Commerce extérieur* spécialement créée à cet effet.

Tous les chemins de fer de l'U. R. S. S. sont étatisés. La « Nep³ » remet les voies ferrées à la libre disposition des particuliers contre le paiement du prix de transport. Ce règlement a été remanié en 1927, qui prévoit des taxes inférieures pour les marchandises destinées à l'exportation.

En ce qui concerne la *politique d'échange* soviétique, le

1. Le plan dans l'économie soviétique est un régulateur de la production, un répartiteur des forces permettant de ne pas travailler « à vide », permettant aussi un rendement du travail.

2. N. E. P. est la diminutive de la Nouvelle Politique Economique. Voir *infra*.

moyen le plus important est la politique *des prix fermes* à l'intérieur. Le prix des marchandises doit être établi en dehors de la question de la demande, et d'un autre côté le prix n'a pas le même sens en Russie soviétique que dans les pays capitalistes ; les facteurs essentiels de la formation du prix, le prix de revient et le profit, n'existent pas dans l'économie soviétique.

Les Soviets cherchent à diminuer, autant que possible, les prix de leurs marchandises, et pour atteindre ce but, le Gouvernement soviétique applique des diverses mesures dont les plus opérantes consistent :

1^o à tenir aussi bas que possible le niveau des traitements payés aux employés, et en monnaie soviétique dépréciée ;

2^o à maintenir très bas les prix des produits agricoles qui sont de 25 à 30 p. 100 inférieurs à ceux des autres pays, alors que les prix des produits manufacturés sont de 150 p. 100 plus élevés à l'intérieur de l'U. R. S. S. ;

3^o à refuser aux anciens propriétaires toute indemnisation pour les immeubles nationalisés ;

4^o à fabriquer en série ;

5^o à faire travailler les usines jour et nuit, cinq jours par semaine, ce qui permet le plus grand profit des machines et instruments.

Nous voyons que, dans ces conditions, l'État obtient ou, plutôt prend de la population, les marchandises ou produits d'exportation qu'il paie à des prix très bas, en monnaie soviétique dépréciée, et il les exporte à l'étranger où il peut les vendre aux prix qu'il désire et en devises étrangères ¹.

1. Un exemple frappant est le coton dont l'État soviétique veut généraliser sa culture en Russie, et que, actuellement, le cultivateur du coton travaille, dans la majorité des cas, à perte.

PROGRÈS DE LA PRODUCTION

La production industrielle a pris une marche très ascendante surtout depuis le premier plan quinquennal et a presque quadruplé jusqu'en 1933, fin du premier plan.

Ce tableau montre l'accroissement de la production industrielle en Russie soviétique :

1913	1929	1930	1931	1932	1933
—	—	—	—	—	—
100	194,3	253,1	314,7	359	391,9 ¹

Elle a même atteint le chiffre de 450 au début de cette année.

Dans l'agriculture, les machines et tracteurs ont remplacé la routine d'autrefois. Dans le tableau ci-dessous, on voit l'accroissement des superficies ensemencées de 1913 à 1933 :

1913	1929	1930	1931	1932	1933
—	—	—	—	—	—
105	118	127,2	136,3	134,4	129,7

Nous voyons au total une puissante progression de la production, aussi bien dans le domaine de l'industrie que dans celui des branches essentielles de l'économie rurale¹.

En ce qui concerne l'exportation, les exportations agricoles sont en diminution à l'avantage des exportations industrielles.

En 1913.	{ Exportations agricoles	74 p. 100.
	{ Exportations industrielles.	26 —
En 1934.	{ Exportations agricoles	31 p. 100.
	{ Exportations industrielles.	69 —

Les importations des moyens de production nécessaires

1. Surtout le coton que le gouvernement veut à tout prix ménager, et cela est contraire à notre intérêt, étant les fournisseurs du coton à l'industrie russe.

aux industries naissantes de l'U. R. S. S. ont progressé aux dépens des articles de consommation réduits au minimum au détriment du Standard of live de la population.

	1913	1934
Importations de moyens de production.	64 p. 100	94 p. 100
Importations des articles de consommation.	36 p. 100	6 p. 100 .

1. Le danger de cette restriction pour notre économie est très apparente, nous lui vendions surtout des produits alimentaires et matières premières.

CHAPITRE II

LE MONOPOLE DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET LE DUMPING SOVIÉTIQUES

SECTION 1. — Le monopole du commerce extérieur.

Le principe du monopole du commerce extérieur consiste en ce que l'État lui-même dirige le commerce extérieur, la vente et l'achat des marchandises sur les marchés étrangers s'effectuent par l'intermédiaire des Représentations commerciales de l'U. R. S. S. créées à cette fin, ainsi que les coopératives munies d'autorisations spéciales à cet effet. Des personnes et organisations privés sont autorisées, à titre exceptionnel, à effectuer, dans certains cas, des opérations commerciales avec l'étranger à des conditions déterminées et sous le contrôle de l'État.

A. — SON ÉVOLUTION

Le commerce extérieur fût déclaré monopole de l'État par le décret du 28 avril 1918, le Conseil du Commerce Extérieur du Commissariat du commerce et de l'industrie fut chargé de réaliser ce monopole.

Le commerce extérieur, comme toute l'économie soviétique, est passé par trois phases :

Première phase : est celle du communisme de guerre, elle se caractérise par l'application des méthodes du communisme intégral et par le *blocus*. En pratique, il n'y avait aucun monopole à réaliser, la guerre puis la Révolution

et le blocus ayant interrompu toute relation commerciale avec l'étranger.

En 1920 après la levée du blocus, le Commissariat du Commerce et de l'Industrie qui périlclitait la plupart de ses fonctions, ayant passé au Conseil Supérieur de l'Économie Nationale, fut transformé en *Commissariat du Commerce Extérieur*.

L'activité du Commissariat du Commerce Extérieur s'est manifestée par l'établissement d'un plan d'importation et d'un plan d'exportation. En pratique, aucun de ces plans n'a été réalisé.

Deuxième phase : Avec l'introduction de la N. E. P. un mouvement d'opinion s'est fait jour en faveur, sinon de l'abolition du moins de la restriction du Monopole de l'État sur le commerce extérieur. Le décret du 13 mars 1922 affirme à nouveau le monopole de l'État sur le commerce extérieur, mais les entreprises d'État et les coopératives peuvent recevoir l'autorisation de faire le commerce extérieur. L'Union Centrale des sociétés coopératives de consommation peut négocier directement avec les coopératives étrangères.

Le Commissariat du Commerce Extérieur doit organiser des sociétés anonymes mixtes d'importation et d'exportation, avec le concours des capitalistes russes et étrangers. Par décret du 23 février 1923, le Commissariat fut chargé d'élaborer des tarifs douaniers. Un système de licences et d'autorisations délivrées par le Commissariat fut établi pour l'importation et l'exportation des marchandises par des particuliers. Un décret du 6 octobre 1922, proclame à nouveau le monopole du commerce extérieur, mais élargit encore le système des autorisations pour personnes privées.

La Nep a été battue en brèche depuis 1925-1926, et à partir de 1928-1929, c'est la *troisième période* qui commence, c'est celle du *Plan quinquennal*, pendant laquelle, grâce aux crédits consentis par divers pays étrangers, le commerce extérieur russe fit des progrès considérables.

Devant la résistance passive des paysans, la Nep dût être de nouveau rétablie, cette Néo-Nep établie en 1932 est caractérisée par un recul des exportations.

L'application du Plan quinquennal contribua à l'accroissement du commerce extérieur, car son exécution nécessitait l'importation d'une grande quantité de machines, d'instruments et d'outils. Et pour payer les moyens de production, les Soviets furent obligés d'exporter, à n'importe quel prix, tout ce qui était susceptible d'être exporté et d'être vendu à l'étranger, c'est-à-dire à pratiquer une sorte de dumping qui contribua à aggraver la crise.

B. — SON BUT, SON IMPORTANCE ET SON CARACTÈRE

Le monopole du commerce extérieur fait partie intégrante de tout le système de l'Économie socialiste, et c'est pourquoi il est la seule forme de la Révolution communiste qui résista victorieusement aux influences ennemies et la Révolution soviétique considère ce monopole comme la pierre angulaire de tout l'édifice économique russe.

La réglementation du commerce extérieur au moyen des tarifs douaniers, n'aurait pas pu empêcher l'exportation des marchandises indispensables à l'industrie de l'U. R. S. S., alors que les importations auraient comporté, non les matières indispensables à la production et à l'industrie socialisées, mais les produits destinés à l'industrie

privée ou à la consommation ainsi que les marchandises d'importance secondaire. Sous le régime de la liberté du commerce, pensaient les dirigeants de l'U. R. S. S., ils seraient dans l'impossibilité de régler l'importation et l'exportation, la balance de commerce soviétique accuserait un excédent passif qui aurait pour conséquence le fléchissement du Tchervonietz ¹.

Sans le monopole du commerce extérieur, l'État serait dans l'impossibilité de réaliser l'organisation socialiste de son économie.

L'État, en qualité de représentant de la société, se substitue à l'individu, la régie de l'État est considérée comme le plus efficace des systèmes affectant les intérêts économiques de la Russie, en vertu des normes, considérations et plans étendus ².

Le protectionnisme n'est nullement contraire au monopole du commerce extérieur mais est plutôt le premier pas sur cette route. Le développement pratique du protectionnisme conduit nécessairement au monopole du commerce extérieur.

Au début, le libre échange avec l'étranger se montrait le puissant appareil de l'État russe, mais la crainte de la masse, le degré de la civilisation et l'industrialisation du pays et enfin le désir des dirigeants ont préféré un *ultra-protectionnisme*. Contrôlant pratiquement toutes entrées et sorties des marchandises, le Gouvernement peut toujours en comprimant les premières, fut-ce au détriment de l'économie générale, assurer l'équilibre de sa balance de paiement. Régulant ainsi l'importation et l'exportation dans le cadre de son plan économique d'ensemble, il peut combler

1. La monnaie russe qui vaut 10 roubles.

2. Voir *infra*.

le déficit de certaines denrées alimentaires et se procurer à l'étranger certains éléments du capital constant de son industrie.

L'accumulation socialiste exige des matières introuvables sur le territoire de l'U. R. S. S. et de machines que l'industrie russe ne produit pas encore et ne produira pas avant longtemps. L'exportation lui fournit les moyens destinés à payer les marchandises importées et à équilibrer sa balance des comptes. *Ainsi l'État met le commerce extérieur au service de l'accumulation socialiste.*

Le monopole du commerce extérieur ¹ entrave les rapports de l'U. R. S. S. avec le monde capitaliste, *l'abandon total ou partiel de ce monopole serait un gage suffisant pour que l'U. R. S. S. puisse obtenir des crédits étrangers.* Mais cet abandon est extrêmement dangereux pour la dictature du prolétariat et il n'apparaît pas que l'État russe entende de sitôt renoncer à ce monopole qu'il considère comme la pièce maîtresse de son édifice économique.

C. — SA RÉGLEMENTATION ET SON ORGANISATION

L'économie soviétique est organisée et réglée sur la base d'un programme d'ensemble établi pour toute l'économie nationale en U. R. S. S. Tous les aspects de la vie économique de ce pays : industrie, agriculture, finances, transports, commerces extérieur et intérieur, sont réglés de façon à assurer le développement maximum des forces productrices du pays et l'organisation du pays sur les *bases socialistes.*

1. Le monopole dont nous parlons n'est pas un monopole capitaliste. Les bases fondamentales de l'économie capitaliste : salaires, profits, etc..., y ont une signification purement exceptionnelle, au sein de ce monopole, la péréquation du taux de profit et de la loi du prix de production sont supprimées.

a) Le commerce extérieur de l'Union est régularisé par un *système de plans*¹ qui fait partie intégrante du plan générale de toute l'économie de l'Union. Le plan d'importation est fondé sur les besoins de l'économie du pays et sur les ressources qui peuvent être mobilisées par l'exportation ; ne peuvent être importées que les marchandises indispensables et qui ne sont pas produites sur le territoire de l'U. R. S. S. ou là sont en quantité insuffisantes. Quant au plan d'exportation, il porte sur les marchandises dont le pays peut se passer autant que possible², et détermine le montant des devises étrangères que doivent être obtenues par l'exportation et servir au paiement des importations.

Le plan quinquennal a, surtout, pour but de donner au commerce extérieur, une importance considérable et améliorer la qualité des marchandises à exporter.

b) Conformément à la loi, tout le mouvement du commerce extérieur de l'Union est réglé par les autorisations spéciales dites : des *licences*. Au début, les marchandises du commerce avec l'Orient étaient exemptes de licences.

Contrairement aux contingents d'exportation qui n'ont pas un caractère restrictif, les contingents d'importation sont réglés strictement par des plans approuvés.

Les pays d'Orient étaient surtout régis par un autre système dénommé le *système de la Balance des contrats*³, c'est-à-dire que régulièrement ils doivent acheter en U. R. S. S. pour une valeur égale à celle des marchandises qu'ils importent dans ce pays.

c) La direction générale du commerce extérieur appartient au Commissariat du C. E., mais celui-ci ne s'occupe

1. Le contingentement.

2. Au détriment de la consommation générale comme pour le blé par exemple.

3. Nous verrons ce système plus loin en parlant du *traité irano-russe* de 1927.

pas directement d'opérations commerciales¹, son rôle consiste à élaborer les plans; ses fonctions sont assurées à l'intérieur par ses délégués et à l'étranger par les *Représentations commerciales*.

Ces Représentations commerciales sont chargées de remplir, à titre de cosignataire, les ordres de ventes ou d'achat, émanant des organes du Commissariat du C. E., des entreprises gouvernementales, des coopératives et de particuliers qui y sont autorisés. Ces opérations sont effectuées exclusivement dans le pays où réside la Représentation en cause.

SECTION II. — Le dumping soviétique.

En U. R. S. S. le terme de « dumping » est employé, il correspond à une réalité toute différente de ce qui se passe dans un dumping ordinaire. D'ailleurs cet emploi de termes identiques pour désigner les faits foncièrement différents se trouve à la base de nombreux jugements erronés sur l'économie soviétique.

Pris à la lettre, le mot dumping² signifie : vente à n'importe quel prix, même à perte. Mais perte par rapport à quoi ? Sans aucun doute par rapport au prix de revient d'un produit ou par rapport à son prix sur le marché intérieur.

L'U. R. S. S. affirme-t-on n'hésite pas à vendre à perte

1. Le commerce extérieur rouge est passé de 30 millions de roubles en 1920 à presque 2 milliards en 1931, sa part, dans le commerce mondial, était de 2,8 p. 100 en 1931 contre 3,7 en 1913. Il ne faut pas oublier que l'U. R. S. S. est en période de reconstitution; la cadence de rétablissement est du moins remarquable.

2. Bien que le mot soit un mot anglais, le dumping a été surtout pratiqué par les Cartels en Allemagne, et grâce à cette politique les produits allemands se vendaient partout, même en Iran. Voir *infra*.

les produits naturels de son sol, au grand dam de ses populations, afin de se procurer des devises étrangères nécessaires à l'achat de l'outillage du plan quinquennal et peut-être aussi afin d'embêter les États capitalistes ¹.

Mais d'abord, il n'est pas bien sûr que les Soviets aient jamais vendu à perte le blé, le bois, le pétrole, les minerais, etc..., car qu'est-ce qui sert à déterminer la valeur réelle de ce genre de produits ? sinon les besoins intérieurs du pays. Or l'on sait que les besoins des citoyens soviétiques étaient et sont encore réduits au minimum. De plus, le régime soviétique constitue un fait durable, la propriété privée étant abolie, le travail et sa rémunération étant soumis à des règles différentes des nôtres, *il manque, en fait, beaucoup d'éléments pour fixer la valeur des produits russes.*

Le dumping soviétique, tout en réunissant les éléments de ce qu'on convient d'appeler le dumping ordinaire, le dumping social, le dumping des échanges et des transports, a un caractère tout à fait particulier dû au fait capital de l'étatisation intégrale de l'économie nationale en U. R. S. S.².

En conséquence, le dumping soviétique exercé par l'État se trouve affranchi des contradictions et des résistances intérieures qui réduisent la portée et le champs d'action du dumping.

1. Nous ne croyons pas utile de discuter une assertion aussi gratuite qu'elle paraît stupide ; car on ne voit pas comment un pareil dumping pourrait faire l'objet d'une pratique suivie, d'une politique expansive, puisqu'il ruinerait, à bref délai, ceux qui le pratiquent. On ne peut le concevoir que dans des cas exceptionnels et limités.

3. Comme nous avons dit, dans l'Union, toute l'industrie et tout le commerce sont nationalisés, tout le commerce extérieur est déclaré monopole d'État ; la nature et le prix des articles d'exportation sont fixés par l'État seul ; c'est lui également qui établit les prix auxquels il achète à la population les marchandises destinées à l'exportation. Dans ces conditions, tous les ressorts de la vie économique en général et du commerce extérieur, en particulier, se trouvent entièrement entre les mains de l'État monopolisateur.

Aucun facteur modérateur n'existe en Russie soviétique. Maître absolu et exclusif, aussi bien du marché intérieur que du commerce extérieur, l'État soviétique, contrairement à ce qui se passe dans les pays capitalistes, n'admet aucune concurrence intérieure ou extérieure et aucune résistance de la part des consommateurs nationaux. Le dumping de l'État soviétique se développe donc sans se heurter à aucun obstacle à l'intérieur du pays, cependant le monopole du commerce extérieur le met à l'abri de toute concurrence de la part des marchandises importées de l'étranger.

C'est surtout dans le mécanisme du commerce extérieur monopolisé qu'apparaissent les particularités du dumping de change soviétique. Ce mécanisme est fort simple : après avoir obtenu de la population les marchandises ou les produits d'exportation qu'il paie à des prix très bas dits de « stockage », en monnaie soviétique dépréciée¹, le Gouvernement exporte ces marchandises ou produits à l'étranger où il vend, il est vrai à des prix soi-disant du dumping, c'est-à-dire meilleur marché que les produits similaires d'autres pays, mais toujours contre les devises étrangères. Ces dernières lui permettent d'acheter les matières et outillages nécessaires aux industries nationalisées².

La grande majorité des économistes admet que les Soviétiques pratiquent systématiquement le dumping ordinaire, nous estimons qu'ils ne pratiquent pas, pour le moment du moins, le dumping ordinaire, mais un dumping que nous appelons *National doublé d'un dumping social*, réalisé au

1. La monnaie soviétique n'est cotée dans aucun autre pays, mais n'en possède pas moins en U. R. S. S. un cours de change officiel et obligatoire, au pair des devises stables.

2. Cette politique des devises avait été instituée par le plan quinquennal pour garantir le rééquipement industriel du pays.

détriment du « Standard of live » de l'ouvrier et du paysan.

Nous entendons par le dumping national, celui qui intéresse les réserves de la nation, lorsque, comme c'est le cas selon nous, en U. R. S. S., les salaires et les marchandises exportées ne coûtent, pour ainsi dire, rien aux autorités gouvernementales, mais sont prélevés sur le capital¹ du pays².

Pour pouvoir juger s'il y a dumping ordinaire, il faut avant tout déterminer le prix de revient des marchandises qui font l'objet de ce dumping. Or, en U. R. S. S. depuis que les biens ont été nationalisés et que le monopole du commerce extérieur a été établi, le Gouvernement soviétique est devenu entrepreneur. Il règle la production et la consommation, il fixe les prix de vente qui, normalement, dépendent du coût de la production.

Dans l'économie capitaliste, il est admis que le coût de la production se compose de trois éléments : la terre, le travail et le capital. Or, en Russie soviétique, la terre et le capital ont été confisqués sans compensation ; ils n'entrent donc pas dans le calcul du coût de la production, seul subsiste l'*élément travail*, qui est d'ailleurs payé à un prix dérisoire. Par conséquent, le prix de revient d'une marchandise exportée par les Soviets dépend seulement du salaire payé à l'ouvrier à moins qu'il ne s'agisse des marchandises achetées par l'État à des particuliers.

Le Gouvernement soviétique n'a aucun intérêt immédiat à vendre à bon marché et, sans nul doute, pour plus tard

1. Ici le capital veut dire les matières premières et les richesses du sol et du sous-sol du pays.

2. Cette forme de dumping ne peut être que temporaire, toutefois lorsque le capital de la nation est quasi inépuisable, comme c'est le cas en U. R. S. S., elle peut avoir une assez longue durée.

3. S'il vend à des prix inférieurs à ceux du marché mondial, c'est parce que les acheteurs étrangers, sachant qu'il est obligé d'exporter à tout prix et au comptant, profitent de la situation en obtenant des rabais.

qu'il se réserve de pratiquer *en grand* le dumping ordinaire, lorsque ses industries auront atteint leur plein développement, après l'application du second plan quinquennal actuellement en œuvre.

L'exécution de ce plan est, pour le Gouvernement des Soviets, une question de vie ou de mort, l'État doit coûte que coûte se procurer à l'étranger les matières premières et les machines dont l'industrie a besoin ; quant aux articles de consommation courante qui manquent au pays il faut s'en passer. Pour payer ces marchandises ¹ d'importation, le Gouvernement doit intensifier les exportations. A cet effet, il achète à l'intérieur du pays tout ce qui est exportable et le revend à l'étranger au prix offert, sans se soucier du prix de revient, tout ça au détriment de la consommation nationale.

Il serait bien téméraire de la part de l'autorité soviétique de vendre maintenant à perte et de risquer son existence, lorsque, en patientant quelque peu, elle aura le moyen grâce à l'aide fournie actuellement par les pays capitalistes, de pratiquer en grand le dumping ordinaire sans aucun risque. Les effets de ce dumping seront autrement néfastes que les timides tentatives actuelles.

1. Certes les Soviets se consolent des mauvaises affaires qu'ils font en constatant qu'ils causent ainsi des pertes aux négociants étrangers.

CHAPITRE III

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ORIENTALE DES SOVIETS

Il y a une considération générale qu'il convient de mettre en valcur dès le début, car elle domine toute la vie économique de la Russie et ses relations avec les pays d'Orient-moyen, Iran et autres.

La Russie diffère considérablement de la plupart des nations européennes, elle est restée tournée vers l'Asie centrale dont rien ne la sépare. Elle est plutôt un *pays asiatique* et toujours attachée à ce continent.

La Russie, d'avant la Révolution, était attachée à l'économie asiatique, comme nous avons vu, dans la première partie de cet ouvrage, en ce qui concerne notre pays.

Après la Révolution, malgré le vernis et la façade d'occidentalisation, l'U. R. S. S. est encore tournée vers l'Asie et restera dans l'avenir. Pour trouver un débouché sérieux et pour acheter les matières brutes nécessaires à son industrie, elle se voit obligée de s'adresser aux marchés asiatiques.

Pour bien voir l'orientation de la politique économique des Soviets en Orient, nous serons obligés de jeter un coup d'œil sur sa politique tout court dans ces pays qui a toujours eu des conséquences économiques ; car, comme nous avons dit plus haut, les Soviets, au début, n'avaient pas une politique économique déterminée.

I. — BASES DE L'ENTENTE ORIENTALE

Les échecs de Gênes et de La Haye avaient mis en évidence l'isolement du Gouvernement soviétique en Europe. Cependant, il n'était pas seul, il avait des relations en Asie ¹ et il s'était adressé là pour trouver des renforts, quand il avait subi des mécomptes dans l'Occident.

Il y a à distinguer trois étapes dans les rapports sovieto-musulmans.

A. La première phase, celle qu'on peut qualifier de *Romantisme révolutionnaire*, s'étendant de 1917 à 1921, se caractérise par la conclusion des traités avec l'Iran, la Turquie et l'Afghanistan, instruments diplomatiques autant que proclamations révolutionnaires sur le thème de l'exploitation capitaliste et impérialiste des peuples d'Orient par l'Occident.

On voit, à cette période une certaine solidarité s'établir entre le bolchevisme et les mouvements nationaux des peuples musulmans des pays d'Orient, Iran et autres.

Le Gouvernement soviétique n'ignorait pas que l'Empire britannique était la plus grande puissance musulmane du monde, au second rang, la Hollande, la Russie et la France ; ensuite viennent les États purement musulmans ; l'Iran, la Turquie, etc... Il est donc naturel que sa politique tourne contre l'Occident, surtout la Grande-Bretagne. Les pays musulmans cherchaient eux aussi des alliés, le Gouvernement soviétique apparaît désormais, comme *allié naturel de tout peuple d'Orient*². Cette politique

1. L'idée politique de Marx était favorable aux pays exploités et non aux exploités, il était donc naturel de s'adresser aux colonies et petits pays orientaux exploités ou craintifs d'être exploités un jour par l'Occident impérialiste.

2. C'est au II^e congrès du Komintern qui siégea à Petrograd en 1920 que fut élaborée la doctrine de la politique orientale des Bolcheviks.

d'amitié fut établie même dans le domaine économique ¹.

Dans cette période, la politique des Soviets avec notre pays fut très nette. Le 14 janvier 1918 Trotsky informa Téhéran que les Bolcheviks ne considéraient pas comme obligatoire le traité russo-anglais de 1907, et qu'ils étaient prêts à renoncer à tous les bénéfices et privilèges obtenus du Gouvernement du Schah par les Tsars, et le Gouvernement de Téhéran entra en pourparlers avec Moscou sur les bases proposées par Karakhan en juin 1919. Le 26 février 1921, le représentant de l'Iran signa un traité d'amitié à Moscou ².

Mais ce travail des Soviets, en Iran comme dans les autres pays d'Orient, ne conduisit à aucune révolution. Les Bolcheviks avaient déjà vu que les mouvements nationaux profitaient de leur appui jusqu'au moment où il servait à leur but, et, qu'ils se séparaient immédiatement des communistes dès que ces buts avaient été atteints. Mais peu importe, soulever les « Asiatiques » contre les « Impérialistes » européens était, en soi, une noble tâche ³.

B. A cette époque succède celle du *Bloc Asiatique*, sous l'égide de Moscou, coïncidant avec Locarno, année 1925-1927. Un système de traités remonte à cette époque, réunissant par des pactes d'amitié, de commerce et de non-agression Moscou, Téhéran, Angora et Kaboul, traités soviets-orientaux aussi bien qu'entre les pays musulmans eux-mêmes.

Dans le domaine économique le problème industriel et les prévisions du futur plan quinquennal après l'abandon

1. Dumping spécial.

2. Nous verrons ce traité dans le deuxième titre.

3. C'était surtout l'intérêt économique et politique de l'U. R. S. S. qui demandait l'affaiblissement de ses concurrents en Asie surtout celui de l'Angleterre.

de la Nep changea la tactique économique des Soviets même en Orient¹. La convention de 1927 avec notre pays est basée sur le principe de la « Balance des Contrats », qui est d'ailleurs un régime de faveur accordé au pays d'Orient moyen. Nous verrons ce traité plus tard.

C. Après le délais de cinq ans pour lesquels ils étaient conclus, les traités du « Bloc » ont été, en effet, renouvelé au cours de l'année 1931.

Il est certain que le commerce extérieur soviétique sert sa politique en Orient et Extrême-Orient. Ces pays constituent un marché par excellence pour les produits de l'industrie soviétique, et c'est précisément dans ces pays que le Gouvernement soviétique a le plus grand espoir de triompher. Le Gouvernement des Soviets considère que l'Empire britannique est le centre du système asiatique. Il vaut donc la peine de subordonner les fins purement économiques aux fins politiques sur un terrain où les perspectives de succès rapides sont si brillantes.

Le Gouvernement bolchevik avait donc décidé de faire subir une pression maximum aux industries et commerce britanniques en Iran, en Afghanistan, Mongolie et Turkestan, car dans ces régions la position géographique des centres de production les avantages considérablement.

Avec les pays d'Orient, le commerce de l'U. R. S. S. est, soi-disant, en progrès. Pour battre l'industrie britannique sur ces marchés on vendait à un prix au-dessous des prix de revient mesuré d'après la valeur théorique du rouble-or.

Tout ceci changea avec le Plan quinquennal et les soi-

1. Acheter le moins possible et vendre le plus cher possible pour obtenir des devises pour leur rééquipement industriel.

disant avantages accordés aux pays d'Orient-moyen deviennent quelque peu abstraits.

II. — LA POLITIQUE COMMERCIALE SOVIÉTIQUE EN ORIENT

Il y a trois groupes de pays qui intéressent la politique commerciale de l'Union. Ce sont en premier lieu les États limitrophes d'Orient ¹.

Ces États ont une industrie peu développée, ils fournissent à l'U. R. S. S. des matières brutes et lui achètent ses produits fabriqués.

Plusieurs d'entre eux : le Nord de notre pays, l'Afghanistan et la Mongolie sont, dans des conditions actuelles, obligés de transiter leurs marchandises par l'U. R. S. S. pour parvenir sur les marchés extérieurs.

Les pays d'Orient sont donc des débouchés naturels pour les produits de l'industrie soviétique et d'autre part ses fournisseurs des matières premières qui lui manquent.

« Nos voisins d'Orient, disent les Soviets ne sont pas nos concurrents ; au contraire, il existe entre nous et eux une solidarité d'intérêt qui commande une étroite coopération économique. »

D'autre part, et surtout au début, l'Union voulait jouer en Orient, le rôle du « défenseur des peuples opprimés », aussi renonçait-elle, en leur faveur, à l'application stricte de son Monopole du commerce extérieur et de son système de licences d'importation. Dans les traités conclus avec les autres pays, dans la clause de la nation la plus favorisée, l'exception est faite aux avantages des États limitrophes de la Baltique et de l'Orient.

1. Après viennent les États faisant partie de la Russie avant 1914 et les États limitrophes de Baltique.

De ces avantages ne reste aujourd'hui que le nom.

La politique économique soviétique en Orient basée, de 1918 à 1927, sur le principe de dumping spécial, changea avec les prévisions du Plan quinquennal, pour cause de besoins urgents des devises, nécessités par le rééquipement industriel et l'accomplissement de ces prévisions. Ce grand besoin de devises étrangères et l'application de leur Plan obligea les Soviets *d'acheter aussi peu qu'il soit possible et de vendre aussi cher qu'ils puissent*. Les mêmes principes ont dirigé la politique commerciale des Soviets dans leurs relations avec notre pays, où, dans l'espoir d'une révolution qui n'est nullement réalisée, fut sacrifié tout ce qui avait été obtenu par le précédent régime russe.

Quand au 1^{er} octobre 1927, l'U. R. S. S. et l'Iran signèrent à Moscou leur traité de commerce, le Gouvernement des Soviets souligna fortement que la conclusion de ces traités était à ses yeux un succès politique important. C'est *la politique de la restriction* que reflète cet accord commercial basé sur le système de la « Balance des Contrats, » qui évite tout déboursement des devises de notre côté pour l'Union.

Ainsi donc, avec l'introduction du Plan quinquennal, les avantages économiques accordés aux pays d'Orient-moyen deviennent abstraits.

Nous verrons dans le titre suivant que le tableau actuel des échanges commerciaux entre l'U. R. S. S. et notre pays n'est nullement satisfaisant.

TITRE II

LES RAPPORTS ÉCONOMIQUES IRANO-SOVIÉTIQUES APRÈS LA RÉVOLUTION BOLCHEVIK DE 1917

CHAPITRE PREMIER

L'ÉTAT DE CES RELATIONS DE 1917 A LA CONCLUSION DU TRAITÉ DE 1921

Comme nous avons expliqué dans la première partie de cet ouvrage, avant la guerre, et même pendant celle-ci, la Russie avait en Iran une position dominante, surtout dans nos régions les plus riches et les plus peuplées, et sa part, dans notre commerce extérieur, était nettement supérieure à celle de l'Empire britannique. La Russie et l'Angleterre possédaient, avant la Révolution bolchevik, presque le monopole de notre commerce avec l'étranger, à elles seules, elles avaient les 7/8 du commerce iranien ; la Russie qui occupait la première place en avait 4,5 sur 8 et l'Angleterre (Indes comprises) : 2,5 sur 8.

D'ailleurs l'avantage que la Russie possédait sur l'Angleterre était dû, comme nous l'avons fait souvent remarquer, non pas à la supériorité de qualité des marchandises russes, mais à l'insuffisance des voies de communication de l'Iran, du fait de laquelle il était beaucoup plus coûteux de faire venir des marchandises de l'Inde ou des ports du Sud de notre pays, sur le Golfe Persique, que de la Russie pour nos régions riches et peuplées du Nord, voisines des Russes.

En ce qui concerne nos exportations, la position de la Russie leur était plus favorable, l'Angleterre n'avait et n'aura jamais grand besoin des produits de l'Iran, excepté le pétrole qu'elle a, pour le moment, entre les mains¹. Tous les produits similaires à nos produits d'exportation lui viennent de l'Empire et lui coûtent moins cher.

Mais après la guerre et depuis la Révolution bolchevik, les rapports de ces deux puissances rivales sur le marché iranien se sont radicalement modifiés.

Quoique l'Iran fut le premier pays à reconnaître le Gouvernement soviétique, dans cette période, le commerce irano-russe était à peu près nul. Si nous prenons pour exemple l'année 1920-1921, avant la conclusion du traité d'amitié entre les deux pays, les importations soviétiques chez nous furent en tout 20 millions de Krans et nos exportations dans ce pays atteignirent à peine 8 millions au lieu de 302 et 355 d'avant-guerre. Depuis cette Révolution l'Angleterre dépassa de beaucoup la Russie dans notre commerce extérieur, mais elle n'a jamais pu prendre sa place dans nos exportations. Ce changement si favorable à la Grande-Bretagne s'explique, avant tout, par l'état de l'industrie russe résultant du régime soviétique, son manque de plan et enfin du Monopole du Commerce extérieur institué en U. R. S. S. Du fait de ces causes, les produits soviétiques sont devenus rares et plus chers que les marchandises importées par l'Angleterre, même sur les marchés des régions de l'Iran où l'Union devait jouir d'un quasi-monopole de fait.

La Russie s'était retirée à l'intérieur de son pays et s'occupait d'établir, le plus solidement possible, le nouveau

1. Voir Zanguené. (Le pétrole en Perse.)

régime soviétique ; elle avait donc abandonné la question du commerce extérieur et surtout son commerce avec l'Iran qui lui fût toujours si cher.

Dans les revues soviétiques spéciales, elles mêmes, on trouve exprimée l'idée que la position de la Russie en Orient et surtout dans l'Iran est en danger, et que l'amélioration des voies de communication qui relie l'Iran à l'Inde et à la Mésopotamie, soumise au protectorat anglais ¹, le développement des routes qui permettront les communications par automobiles entre la Syrie et l'Iran, en reliant nos provinces riches du Nord au Golfe Persique, et enfin la construction des voies ferrées, rendront plus difficile encore, pour la Russie, la concurrence avec l'Angleterre sur le marché iranien.

Pendant tout ce laps de temps de communisme de guerre, nos exportations vers la Russie furent minimes, nos produits à destination de ce pays ne purent être expédiés, le riz et les fruits de Guilan et de Mazandaran pourrirent, amenant la ruine des milliers de cultivateurs et la faillite de centaines de commerçants. Les propriétaires terriens eux aussi tombèrent dans la misère.

Nous voyons, qu'à cause de la rareté des voies de communication rapides et économiques, nous devons et devons encore, dans l'état de choses actuels, vendre presque tous nos produits nordiques à la Russie.

Pendant ce temps, l'Angleterre se hâta-t-elle de renforcer la situation que lui créait dans notre pays l'absence de la Russie, en signant l'odieux traité anglo-iranien de 1919. Ce traité éveilla la haine des iraniens contre les Anglais et les poussa vers une alliance russe ².

1. L'Irak.

2. *Journal Iran* publia des télégrammes dans lesquels on proclamait que la

La politique bolchevik, comme nous avons vu, dans le titre précédent, visait à ébranler le prestige de la Grande-Bretagne en Iran et par un mouvement à travers l'Afghanistan à la frapper aux Indes.

L'Iran, entre ces deux rivales fit appel à la Société des Nations, le Gouvernement des Soviets s'engagea à quitter Anzali le jour où l'indépendance de l'Iran sera garantie et qu'elle ne sera plus sous l'influence étrangère. Le 21 juin 1920, Anzali ¹ fut évacuée.

Vers le mois de février 1921, l'attitude des Soviets changea et on marchait vers une entente amicale ² et le nouveau Gouvernement de l'Iran ³, pour calmer l'esprit public qui craignait toujours l'accord irano-anglais, s'approcha vers le Gouvernement de Moscou.

Cette politique est l'émanation du « Romantisme » des Soviets, qui voulaient attirer l'esprit des Orientaux. Le Gouvernement soviétique l'a dit d'ailleurs clairement, au moment de la conclusion du traité d'amitié irano-soviétique de 1921 : « En ce moment où les forces de l'Impérialisme mondial mettent en action contre nous, tous leurs moyens, la signature des traités conclus aujourd'hui est

doctrine bolchevik ressemble à celle émise par le pur évangile de l'Islam, et qu'elle est la continuation de l'œuvre entreprise par Mahomet dans le domaine religieux. Le Journal continue en disant que les Bolcheviks et les Iraniens sont des amis spirituels, et que l'accord Irano-anglais offensait les Bolcheviks, et enfin que la présence des troupes britanniques était un grand danger pour le pays. En conséquence, il demande à la Grande-Bretagne de retirer ses troupes. Le débarquement des troupes Russes obligea les Anglais à évacuer Anzali (Pahlavi).

1. Anzali est appelé aujourd'hui Pahlavi.

2. Il y a eu une propagande bolchevik très forte chez nous au début de l'année 1921, mais le souvenir de leurs invasions avait détourné l'esprit des Iraniens de leurs voisins du Nord. On commençait également à se rendre compte, en Iran, quelles étaient les véritables visées du communisme sous ses dehors désintéressés. Il y a eu aussi une campagne contre les Soviets en Iran, voir *infra*.

3. Ce gouvernement était composé de Ghavam-ès, saltané Réza Khan (le roi actuel), Mochar-ès saltané Gadimi, Nayeres soltan Navaï, etc...

un événement politique important qui produira partout la plus forte impression. »

Les Bolcheviks ont réussi certainement à chasser les Anglais des positions que leur donnait, en Iran le traité de 1919, mais cette victoire sur l'Angleterre lui coûta la perte de tout ce que la Russie possédait jusque-là en Iran et sans compensation.

SECTION I. — L'état du commerce irano-soviétique pendant cette période.

Le tableau suivant montre la marche de notre commerce avec l'U. R. S. S. depuis la Révolution bolchevik jusqu'en 1921, la veille de la conclusion du traité d'amitié soviéto-iranien.

ANNÉES	IMPORTATIONS RUSSES	NOS EXPORTATIONS EN RUSSIE	ENSEMBLE
—	—	—	—
	Krans.	Krans.	Krans.
1917-1918 . .	107.482.251	162.076.293	269.558.508
1918-1919 . .	33.387.515	52.932.740	86.320.255
1919 1920 . .	84.965.731	75.478.664	160.438.385
1920-1921 . .	20.103.177	8.614.931	28.718.078

Nous constatons, dès la première année de la Révolution, un fléchissement très sensible, aussi bien du côté des importations russes dans notre pays que du côté de nos exportations vers l'U. R. S. S. Ce fléchissement est déjà énorme pendant l'année qui suit la Révolution bolchevik, si nous le comparons au volume de notre commerce d'avant-guerre avec la Russie des Tsars. En 1917-1918, le chiffre du commerce irano-soviétique était de presque un tiers de celui de 1913-1914 (269 millions au lieu de 630).

Mais c'est surtout en 1918-1919, après la cessation des hostilités, que ce chiffre tombe à presque rien, c'est-à-dire

à $1/8$ du chiffre d'avant-guerre. 33 millions pour les importations russes au lieu de 302, et 52 millions pour nos exportations en U. R. S. S. au lieu de 355. On constate aussi que la diminution était plus sensible du côté de nos importations soviétiques ($1/10$ d'avant-guerre).

C'est la guerre et la Révolution qui occupait l'esprit des Bolcheviks, et l'État soviétique n'avait pas le temps de penser à son commerce extérieur, c'était la période de communisme de guerre. Il y a eu une légère augmentation du volume de notre commerce avec l'U. R. S. S. en 1919-1920, qui atteignit presque le double du chiffre de l'année précédente ; 160 millions et demi au lieu de 86. C'est peut-être la rivalité anglaise et le traité anglo-iranien de 1919 qui en étaient la cause. Mais ce chiffre tombe à presque rien en 1920-1921, à la veille de la conclusion du traité d'amitié soviéto-iranien. Le chiffre de notre commerce soviétique tomba en l'année économique 1920-1921 à 28 millions, c'est-à-dire $1/24$ du chiffre d'avant-guerre. La diminution est surtout beaucoup plus sensible dans nos exportations qui n'atteignirent que 8 millions de Krans, soit $1/45$ de nos exportations dans le pays des Tsars en 1913-1914. D'où *la ruine de notre commerce*, la famine et le désastre dans nos provinces du Nord qui avaient subi les méfaits des envahissements anglais et bolcheviks.

En ce qui concerne les importations, elles sont tombées à 20 millions de Krans, soit $1/16$ du chiffre de nos importations russes d'avant-guerre ; la diminution est donc moins sensible que pour nos exportations.

Cette diminution de nos exportations avec les intérêts élevés de nos dettes pesaient lourdement sur notre balance des comptes.

Pendant tout ce temps, on appliquait aux marchandises

soviétiques le tarif de 1902, qui restait toujours en vigueur et qu'entre tous diminuait sensiblement nos recettes budgétaires.

D'un autre côté, le marché iranien, qui pendant la guerre était démuní de beaucoup d'objets fabriqués¹, tissus, sucres, et autres préférés des nationaux, s'est vu après la cessation des hostilités, envahi par les importations étrangères de toute nature.

Cette situation allait amener une crise dans notre pays, si un nouvel état de chose n'avait pas servi de contre-pied dans notre balance des comptes.

Au début de l'année 1921, l'attitude des Soviets changea, et pour gagner les cœurs des iraniens la bonne grâce de l'Iran, l'U. R. S. S. passa avec ce pays, le 26 février 1921, un traité d'amitié par lequel, elle renonçait solennellement à la politique impérialiste des Tsars. C'est d'après nous, tout simplement, l'émanation de la fameuse politique orientale soviétique de la première période du Romantisme révolutionnaire, pour combattre la politique anglaise, que se trouve à la base de ce traité.

SECTION II. — Le traité d'amitié de 1921.

Cette situation non satisfaisante de notre commerce et nos rapports diplomatiques avec l'Union avant 1921, et les promesses du Gouvernement soviétique ont permis à nos négociations de préparer les bases d'un traité d'amitié entre les Soviets et l'Iran. Les Bolcheviks, qui voulaient se montrer comme les protecteurs des peuples orientaux, et jusqu'à cette date, ils n'avaient encore rien fait pour

1. Les hostilités avaient empêché les belligérants de fabriquer et envoyer à l'étranger leurs marchandises. Voir *Neutralité persane et la guerre*.

démontrer cette intention bienveillante, alors ils se sont vus obligés, pour repousser la politique anglaise et afin de chasser les Anglais de la position que leur donnait en Iran le traité de 1919, de conclure un traité d'amitié avec notre pays, qui d'ailleurs leur coûta très cher.

C'est en 1918 que Barvine, le premier représentant Bolchevik entré en Iran et déclarait solennellement que tous les traités et accords entre les deux pays et toutes les concessions que les Tsars avaient obtenues dans le pays des Schahs étaient considérés comme nuls et non avenus par le nouveau Gouvernement soviétique. Cette déclaration fut corroborée et officiellement soutenue plus tard dans une lettre que Trotsky, Commissaire aux Affaires étrangères des Soviets, envoya à l'ambassadeur de l'Iran à Moscou ¹.

Les négociations avec les Soviets durèrent jusqu'au 26 février 1921. Le 11 janvier de la même année, le projet du traité fut discuté par une réunion d'aristocrates iraniens, de ministres et anciens ministres, qui examina, en détail, ce traité d'amitié soumis par Moscou. La majorité s'est déclarée en faveur de l'acceptation de toutes les conditions, sauf pour celles relatives au socialisme en Iran et à la représentation populaire ².

Ce traité fut conclu en date du 26 février 1921, et ratifié par le parlement (Madjless) le 15 décembre de la même année.

L'importance de ce traité est considérable, aussi bien pour notre situation économique que pour notre position

1. Ce moment était l'instant favorable pour décréter la caducité du tarif douanier existant en Iran, qui avait pour base la convention, irano-russe de 1902, et qui venait d'être frappée de nullité, mais hélas ! le Gouvernement iranien ne profita pas de cette occasion et ne fit rien pour améliorer la situation économique de notre pays.

2. Ici les Soviets se sont rendu compte que ni le communisme et ni le socialisme n'auront de succès en Iran.

politique. Toutes nos dettes envers la Russie et leurs intérêts, qui pesaient si lourdement sur notre balance des comptes, sont abolis ; la Banque d'Escompte, le chemin de fer et toutes les concessions sont rendus ; tous les traités et conventions entre les deux contractants, si préjudiciables à notre pays, et même les accords au sujet de l'Iran, entre la Russie et une autre puissance ¹ sont annulés ; la base des capitulations et la justice consulaire tombe avec ce traité, ainsi que les bases juridiques de la Convention douanière de 1902. Mais hélas ! le Gouvernement de l'Iran laissa passer ce moment favorable et le tarif de 1902 resta, sauf exceptions, en vigueur jusqu'à la conclusion de la Convention douanière de 1929 conséquence de la loi douanière de 1928.

En ce qui concerne notre commerce et nos relations commerciales avec l'U. R. S. S., ce traité garde le silence et parle d'une prochaine convention commerciale entre les deux puissances qui n'est intervenue qu'en 1927.

Le traité de 1921 n'est donc pas une convention commerciale, c'est-à-dire qu'il ne nous intéresse qu'indirectement. Cependant les résultats de cet accord ont été très heureux sur notre balance des comptes, et même pour nos relations commerciales avec les Soviets. Nous parlerons des articles qui nous intéressent particulièrement.

En effet, par l'article VIII de ce traité, toutes les dettes de l'État iranien envers la Russie furent annulées. Le Gouvernement soviétique ne voulant pas payer à la France et autres pays créanciers les dettes de l'Ancien Régime, ne pouvait, par compensation, exiger les créances des débiteurs tsaristes.

1. Il s'agit surtout du traité anglo-russe de 1907.

C'est une des conséquences très heureuses de cette convention, car les charges de ces dettes devenaient de plus en plus insupportables pour notre balance et que pendant plus de vingt ans, l'Iran se débattait dans la misère pour pouvoir payer les intérêts de ces dettes sans jamais pouvoir les rembourser, mais elle a dû encore les alourdir de façon qu'à la veille de la conclusion de ce traité, le chiffre de ces dettes atteignait 350 millions de Krans.

Par suite de l'annulation de nos dettes envers la Russie, toutes les conditions lourdes et déshonorantes pour notre autonomie économique et politique étaient caduques.

La Banque d'Escompte avec toutes ses installations et ses biens, meubles et immeubles, fût concédée au Gouvernement de l'Iran par l'article IX de ce même traité. Seulement dans les villes où existent des consulats russes, un des bâtiments appartenant à l'ancienne banque d'Escompte sera laissé à la disposition du consulat ou agents de l'U. R. S. S. ; le Gouvernement iranien n'en restera pas moins le propriétaire.

L'article X donne à notre gouvernement, la propriété des routes et des ports appartenant à l'Ancienne Russie des Tsars :

1° La route Anzali (Pahlavi)-Téhéran ;

2° La route Djolfa-Tauriz.

3° Chemin de fer de Djolfa-Tauriz-Soufian-Oroumieh avec toutes ses installations, wagons, locomotives, etc...

4° La route de Kazevine-Hamadan, construite pendant la guerre pour les besoins de l'armée russe.

5° Les navires, barques, magasins, etc..., et tous moyens de transport dans le lac d'Oroumieh ;

6° Toutes les lignes télégraphiques et téléphoniques

avec tous les matériels appartenant au Gouvernement tsariste ;

7° Le Port d'Anzali (aujourd'hui Pahlavi) avec entrepôts pour marchandises, machines électriques et autres édifices ¹

L'article XI de ce traité annule l'article VIII du traité de Torkamantchaï et l'accord anglo-russe de 1907, relatif au partage du territoire iranien en zones d'influences, et enfin cet article donne à l'Iran le droit de naviguer librement, comme la Russie, sur la Mer Caspienne.

L'article XII remet à l'Iran, toutes les autres concessions et immeubles qui servaient à leur entretien.

Dans l'article XIV, on prévoit l'annulation de la concession Lianosoff, qui datait de 1888 et qui donnait presque tous les bénéfices de pêcheries des côtes iraniennes de la mer Caspienne à la Russie. On parle d'un accord prochain sur cette question, et cet accord n'est intervenu qu'au 1^{er} octobre 1927, nous en parlerons dans le chapitre suivant.

Les articles XVI et suivants nous intéressent aussi, car le Gouvernement soviétique annule, par ces articles, le régime des capitulations institué par le traité de Torkamantchaï et généralisé par la clause de la nation la plus favorisée. Donc le 26 février 1921, la base juridique des juridictions consulaires tombait, et le Gouvernement ira-

1. Mais pour mettre en possession de l'Iran le Port de Pahlavi, le Gouvernement soviétique posa les conditions suivantes en 1927 :

1° Que l'entretien du port soit bien fait (dans l'intérêt de son commerce) ;

2° Que les ouvriers et personnes travaillant dans le service du Port soient de nationalité iranienne ou soviétique ;

3° Que le Port soit soumis aux lois du territoire de l'Iran et non pas un port franc ;

4° Que les marchandises soviétiques soient acceptées exceptionnellement dans les magasins et entrepôts du Port, même si elles n'appartiennent pas à la Compagnie de Navigation.

5° L'appareil de T. S. F., qui est la propriété du Gouvernement de l'Iran par ce traité, est demandé qu'il soit mis à la disposition du Gouvernement soviétique et la Société de Navigation pendant trois ans jusqu'en 1930.

nien se sentait désormais libre pour organiser ses institutions judiciaires afin d'étendre ses lois à tous les habitants de son territoire ¹.

Dans l'article XX de ce traité, on parle de la *liberté de transit* par le territoire de l'U. R. S. S. de marchandises de provenance ou à destination de l'Iran ; mais cet article n'a pas été appliqué en fait, et le Gouvernement soviétique n'a pas tenu cette promesse formelle. L'article XXI parle des relations télégraphiques et postales, les conventions sur ces sujets furent conclues en 1923.

Voilà tout ce qui nous intéresse dans ce traité d'amitié de 1921, à l'article 19 duquel on avait prévu une prochaine convention commerciale qui n'est intervenue qu'en 1927.

Quoique ce traité n'intéresse pas directement les relations commerciales entre les deux pays, il ne possède pas moins une importance considérable dans l'histoire économique et politique de notre pays. Les avantages sont tellement clairs que nous n'avons même pas besoin de les énumérer. Tous les traités et accords néfastes que l'Iran avait passé avec la Russie sont frappés de nullité, notre pays reprend toute son autonomie, et on efface, en quelque sorte, la survivance d'un passé malheureux. Mais le Gouvernement de l'Iran ne profita pas de cette occasion pour passer une convention douanière avec l'U. R. S. S. Ce n'est que seulement en 1929, après le vote de la loi qui lui donne

1. La base juridique des privilèges capitulaires, résidait dans le traité de 1828, était caduque en 1921, et, de ce chef, l'Iran n'était plus liée devant les autres puissances. Mais le Gouvernement iranien voulut, quand même, donner une solennité à cette annulation, en dénonçant, à partir du mois de mai 1927, toutes les capitulations, mais il laissa ces traités en vigueur pendant un an, afin de laisser le temps aux négociateurs de préparer et signer de nouveaux traités sur la base juridique nouvelle et élaborer un tarif douanier autonome. C'est en 1928 que les capitulations furent solennellement abolies en Iran.

l'autonomie tarifaire que l'Iran conclut cette convention avec le Gouvernement de Moscou.

En ce qui concerne les relations commerciales, les deux contractants ne disent rien dans ce traité et envoient à un prochain accord le règlement de ces rapports si nécessaires et même vitaux pour notre pays. Les pourparlers longs retardèrent la conclusion de cette convention qui n'est intervenue qu'en 1927.

Quoique ce traité de commerce soit intervenu plus tard, la conclusion de ce traité d'amitié releva le volume du commerce irano-soviétique qui prend une marche ascendante, de façon qu'à la veille de la conclusion de la convention commerciale de 1927, il atteint le chiffre de 408 millions de Krans au lieu de 28 en 1921.

D'un autre côté, l'annulation des Emprunts et des concessions, diminua très sensiblement le passif de notre balance des comptes et en releva l'actif.

CHAPITRE II

DU TRAITÉ 1921 A L'INSTITUTION DU MONOPOLE DU COMMERCE EXTÉRIEUR EN IRAN (Février 1931).

SECTION I. — L'État de notre commerce avec l'U.R.S.S. avant la Convention commerciale en 1927.

A partir de 1921, la politique soviétique, qui était, jusqu'à cette date, basée sur le principe du Romantisme révolutionnaire, changea, c'est-à-dire que le Gouvernement bolchevik s'est rendu compte que le communisme n'aurait pas de succès en Iran. C'est désormais, la période du *Bloc Asiatique*, sous l'égide de Moscou contre l'impérialisme Anglais.

Ce traité de 1921 fait commencer une ère nouvelle dans nos relations avec nos voisins du Nord.

Depuis longtemps les visées de la Russie en Iran étaient brutales et contraires à nos intérêts politique et économiques ; mais à partir de cette date, une amitié et un rapprochement se font jour entre les deux puissances, placées sur un pied d'égalité. C'est ce même sentiment de la masse qui se trouve à l'origine du relèvement du chiffre de notre commerce avec l'U. R. S. S. sans qu'aucune convention ou accord commercial règle ces relations. Ce traité, qui n'était qu'une émanation de la politique générale asiatique des Soviets et pour exercer une pression sur l'Angleterre, créa une amitié dans le cœur du peuple de l'Iran qui

n'y voyait qu'un signe de générosité et d'affection ; surtout après l'odieux traité anglo-iranien de 1919.

Désormais les relations entre les deux pays prennent une marche régulière et ordonnée, même sur le terrain commercial. Le chiffre de notre commerce avec l'U. R. S. S. augmente chaque année, sans pouvoir atteindre cependant la première place qu'elle avait perdue, dans notre commerce extérieur, depuis la cessation des hostilités en faveur de l'Empire britannique.

Dans le tableau suivant, on voit la marche du progrès de celui-ci jusqu'à la conclusion de la convention commerciale du 1^{er} octobre 1927.

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	ENSEMBLE
	Krans.	Krans.	Krans.
1921-1922 . .	41.731.557	26 489.564	68.221.121
1922-1923 . .	73.416.237	62.122.678	135 568.915
1923-1924 . .	105.158 792	158.013.519	263.173.311
1924-1925 . .	125.669 816	244.669.499	370 339 315
1925 1926 . .	211.764.270	281.141 890	492.906 160
1926-1927 . .	184 483.742	161.912.142	348.395 884

Nous constatons une augmentation très rapide du chiffre de notre commerce avec les Soviets jusqu'en 1925-1926 ; mais en 1926-1927, par le changement de la politique économique de l'U. R. S. S. et dans l'attente de la conclusion d'une nouvelle convention, il y a eu une diminution du volume de celui-ci.

Nous savons que la Russie d'avant la Révolution occupait la première place dans notre commerce extérieur, aussi bien dans l'importation que dans l'exportation. Voyons maintenant les places qu'elle a occupées, depuis cette révolution dans notre commerce avec l'étranger.

Années.	Place dans l'importation.	Place dans l'exportation.	Place dans l'ensemble.
1917-1918 . .	2 ^e place.	1 ^{re} place.	2 ^e
1918-1919 . .	2 ^e —	3 ^e —	2 ^e
1919-1920 . .	2 ^e —	3 ^e —	2 ^e
1920-1921 . .	3 ^e —	7 ^e —	4 ^e

A partir de cette date un relèvement.

1921-1922 . .	2 ^e —	5 ^e —	3 ^e
1922-1923 . .	2 ^e —	3 ^e —	3 ^e
1923-1924 . .	2 ^e —	2 ^e —	2 ^e
1924 1925 . .	2 ^e —	2 ^e —	2 ^e
1925 1926 . .	2 ^e —	2 ^e —	2 ^e
1926-1927 . .	2 ^e —	2 ^e —	2 ^e

Ainsi contre 63,6 p. 100 du total de nos échanges en 1913-1914 la part de la Russie tombe à 15 p. 100 en 1920-1921, tandis que celle de l'Angleterre s'élève de 30 à 80 p. 100 pour les mêmes dates respectivement.

On constate que, depuis 1921, notre commerce avec les Soviets reprend un essor nouveau, et de quatrième place, les échanges irano-soviétiques montent au deuxième degré ; le progrès est surtout remarquable dans notre exportation, l'U. R. S. S., qui n'occupait que la septième place dans nos exportations remonte au deuxième rang pour atteindre la première place en 1931, comme nous le verrons plus loin. La reprise de nos relations avec les Soviets était donc assez rapide. Nous allons jeter un coup d'œil sur la situation de nos échanges avec les Soviets en 1925-1926, avant la conclusion de la Convention commerciale de 1927, et la comparer à celle d'avant la Révolution bolchevik.

Comme nous venons de voir, le volume du commerce Soviëto-Iranien montait, à cette époque, à presque 493 millions de Krans, 211,8 pour l'importation et 281,2 pour l'exportation. Nous remarquons, tout d'abord, un excédent assez important de nos exportations en U. R. S. S. sur les

importations soviétiques dans notre pays, chose très favorable à notre situation économique, assez atteinte dans les premières années qui avaient suivi la Révolution bolchevik. Ainsi donc en 1925-1926, le chiffre du commerce irano-soviétique était satisfaisant et l'on pouvait espérer la reprise de la situation d'avant-guerre.

La mer Caspienne reprend un mouvement considérable, on voit dans le tableau ci-dessous le nombre des navires arrivés et sortis avec leur tonnage, pendant l'année 1304 (1925-1926).

Navires arrivés.		Nombre.	Tonnage.	Marchandises débarquées.
1 ^o Navires iraniens.	{ Vapeurs. .	14	858	309
	{ Voiliers. .	855	9.432	4.720
2 ^o Navires russes. .	{ Vapeurs. .	922	443 999	95.948
	{ Voiliers. .	433	18 937	11.716

Ce qui fait un ensemble de 2.224 navires entrés dans les ports iraniens de la Caspienne et qui ont débarqué presque 113 milles tonnes de marchandises.

Navires sortis.		Nombre.	Tonnage.	Marchandises débarquées.
1 ^o Navires iraniens.	{ Vapeurs. .	15	838	181
	{ Voiliers. .	819	9.165	2.462
2 ^o Navires russes. .	{ Vapeurs. .	915	443.863	111.090
	{ Voiliers. .	426	18 087	4.173

c'est-à-dire 2.175 navires sont sortis de nos ports caspiens en emportant 118 mille tonnes de nos marchandises en U. R. S. S. Les vapeurs soviétiques qui étaient les plus nombreux et les plus importants appartenaient aux Compagnies Kaspart et Vodni Transport (Société maritime).

Les lignes parcourues par les navires étaient :

1^o La ligne *Bakou-Pahlavi*, la ligne la plus importante et la plus courte ;

2° Celle de : *Astrakan-Bakou-Astara-Pahlavi* et vice-versa ;
3° Enfin la ligne *Bakou-Astara-Pahlavi-Chahsavar*,
Machhadsar-Bandar Djaz ¹ et vice-versa, qui longe toutes
les côtes iraniennes de la mer Caspienne.

Pahlavi, le port le plus important et le plus visité par
ces navires était bien tenu et les bateaux arrivaient à
accoster devant le bureau des douanes. La route de Pah-
lavi-Téhéran, qui appartenait depuis le traité de 1921 au
Gouvernement de l'Iran, n'était pas aussi bien entretenue
qu'avant 1921, mais cependant les voitures, automobiles,
camions, charrettes, etc..., circulaient sur cette route. Les
plus importantes compagnies de transport circulant sur
cette chaussée étaient les sociétés *Afto-Iran* et *Auto-
Petrole* qui possédaient des grands camions de marchan-
dises et des petites voitures de voyageurs. Le voyage sans
arrêt de Pahlavi à Téhéran durait de 18 à 24 heures ;
le prix de transport était de 15 à 25 Krans par Poud ².

Le trafic sur les autres routes du Nord, en relation avec
l'Union, prenaient elles aussi un essor remarquable, grâce
à la circulation des camions et d'automobiles.

En ce qui concerne les droits de douane on appliquait
encore et malheureusement aux marchandises soviétiques,
le tarif de 1902 que, par sa faiblesse, le Gouvernement ira-
nien n'avait pas changé. Il décida une fois d'appliquer
aux produits importés par les Soviets, le tarif de 1920,
révisé avec l'Angleterre, les Soviets protestèrent naturel-
lement et le Gouvernement de l'Iran tira du tombeau la
dépouille funéraire du tarif de 1902 et l'appliqua de nou-
veau aux importations soviétiques.

1. Aujourd'hui Bandar-Schah.

2. Poud, unité de poids utilisée souvent dans le nord de notre pays, pesant
5 batmans ou presque 15 kilogs.

Donc à cette date, c'étaient les tarifs de 1902 qui restaient en vigueur pour les produits et marchandises de provenance et à destination russe.

Pour avoir une idée de nos échanges avec les Soviets, nous donnons, dans le tableau suivant, le compte-rendu des recettes douanières perçues en 1925-1926, par les principaux bureaux du Nord en relation avec l'U. R. S. S.

BUREAUX DE DOUANE	DROITS D'ENTRÉE PERÇUS	DROITS DE SORTIE	TOTAL AVEC MAGASINAGE ET CHANCELLERIE
	Krans.	Krans.	Krans.
Azarbaïdjan . . .	4.000.000	1.000.000	5.200.000
Talèche-Astara . .	500.000	200.000	800.000
Guilau	3 000.000	800.000	4.000.000
Mazandaran . . .	600.000	200.000	900.000
Estéradad	200.000	100.000	350.000
Kharassan	1.600.000	200.000	2.050.000

ce qui fait un total de 13 millions et demi de Krans perçus par les bureaux ¹.

Nos importations venant du pays des Soviets, pendant l'année 1925-1926, étaient surtout composées, dans l'ordre de leur importance, par les *Sucres* (49 millions de Krans), le *pétrole* (16 millions), les *tissus de coton*, fer et acier, huiles minérales, verreries, peaux d'agneaux, tissus de chanvre et de jute, bois, papier, allumettes, etc... Le

1. Il faut remarquer que les dispositions du règlement légal des douanes iraniennes relatives aux déclarations à déposer à l'occasion de l'importation et de l'exportation des marchandises ne donnaient pas aux agents des douanes le droit d'exiger la production des documents permettant de contrôler l'exactitude des pays d'origine ou de destination des marchandises mentionnées aux dites déclarations. Dans la plupart des cas, la douane se bornait, par conséquent, à admettre le renseignement tel qu'il était fourni par le déclarant. Cependant, si elle acquérait la conviction, par l'examen des signes extérieurs des colis ou par les inscriptions ou étiquettes dont certaines marchandises sont revêtues ou encore par la confrontation des factures qui peuvent lui être remises pour justifier une déclaration de valeur ou de poids, que le pays d'origine ou de destination avait été faussement renseigné, elle modifiait d'office la déclaration en douane et relevait la marchandise d'après son origine ou sa destination réelle.

sucré occupait, comme toujours, la première place dans les importations soviétiques en Iran, mais sa proportion n'est pas comme celle d'avant-guerre (la moitié de ces importations), le pétrole y est monté au deuxième plan et les tissus de coton sont descendus au troisième rang.

Dans nos exportations, le *Colon*, l'*Opium*, et les *fruits* avaient occupé les trois premières places, quoique l'exportation de ces troisièmes ait beaucoup diminué depuis la guerre. L'exportation du *riz* avait fléchi très sensiblement à cause du Standard of live du peuple russe; elle atteint presque 13 millions de Krans en 1925-1926. La laine, les peaux brutes ou préparées y avaient une place assez importante. L'exportation de l'*Opium* avait beaucoup augmenté (45 millions de Krans) pour tomber après 1927.

En 1926-1927, à la veille de la conclusion de la convention commerciale irano-soviétique, nos échanges avec les Bolcheviks, comparativement à l'année précédente, accusent des diminutions suivantes :

A l'importation	27.280 528 krans.
A l'exportation	117.229.748 —

Diminutions qui proviennent de la fermeture de ses frontières décrétée par le Gouvernement de l'U. R. S. S. d'une part et l'attente d'une nouvelle convention commerciale entre les deux pays de l'autre.

Le Gouvernement soviétique changea sa tactique économique dès 1926, la *nep* devenait lettre morte et les prévisions du Plan quinquennal nécessitaient des devises étrangères pour l'achat des machines et instruments que ce Plan prévoyait pour le rééquipement industriel de l'Union.

La politique économique de l'U. R. S. S., qui était basée

jusqu'en 1926 sur le principe du Dumping spécial en Orient-moyen (vente à bon marché et l'achat des matières premières de ces pays d'assez bonnes conditions), prend un autre aspect. Ce grand besoin des devises étrangères et leur industrialisation, obligea les soviets à acheter aussi peu qu'il soit possible et de vendre aussi cher qu'ils puissent.

C'est surtout cette politique de la fermeture des frontières de l'U. R. S. S. qui se trouve à l'origine de cette diminution qui est plus considérable dans nos exportations.

SECTION II. — La Convention du 1^{er} octobre 1927 et ses conséquences.

Dans l'article XIX du traité d'amitié de 1921, les parties contractantes avaient convenu de la négociation prochaine d'une convention commerciale entre les deux pays. Une commission mixte fut immédiatement nommée pour promulguer cet accord commercial et aussi la convention douanière si indispensables pour notre commerce avec la Russie soviétique et par là même pour notre situation économique générale. Mais les pourparlers furent longs et interrompus à plusieurs reprises.

Ces négociations durèrent six ans et la convention commerciale entre l'U. R. S. S. et notre pays ne fut signée qu'en date du 1^{er} octobre 1927 à Moscou, sans que celle-ci porte atteinte à l'accord douanier de 1902, qui restait toujours en vigueur dans nos rapports avec les Soviets.

Cette convention, qui déterminait le régime des échanges commerciaux entre les deux puissances pendant une durée de deux ans, était fondée sur le fameux principe de la *Balance des Contrats* ; elle avait aussi pour base la clause de la nation la plus favorisée.

L'Iran acquérait, par ce traité, le droit d'obtenir, au préalable, des licences, mais dans les limites des contingents et des nomenclatures spéciaux pour ses marchandises importées en Russie. La valeur totale de nos marchandises exportées dans l'Union ne devait pas être inférieure à celle des produits importés de l'U. R. S. S. en Iran.

Voyons tout d'abord, comme nous faisons d'habitude, comment cette convention était-elle conçue ?

La Convention commerciale conclue à Moscou, entre les Gouvernements de l'Iran et de l'U. R. S. S. le 1^{er} octobre 1927 pour une période de deux ans, est fondée sur la base de l'équilibre entre nos importations et nos exportations soviétiques.

Les échanges se font, d'après cet accord, pour 90 p. 100 sous la forme du *troc* des marchandises et seulement 10 p. 100 du prix des produits échangés peuvent être payés en argent liquide.

Nos exportations en Russie soviétique ne doivent pas dépasser 250 millions de Krans par an (soit 50 millions de roubles), dont 150 millions de matières premières et 100 millions de produits alimentaires.

Une commission composée des agents commerciaux des Soviets et des représentants du ministère du Commerce de l'Iran, désignera chaque année, dans les neuf mois du commencement de l'année, le prix des marchandises russes importées dans notre pays et celui de nos produits exportés en U. R. S. S.

Et la même commission prépare la liste et poids des marchandises à importer ou à exporter des deux pays pour l'année suivante, mais à condition que la valeur des marchandises iraniennes importées en U. R. S. S. ne soit pas

inférieure à celle de l'année 1927, prévue par l'accord (250 millions).

Les commerçants iraniens auront le droit de faire entrer en U. R. S. S. 50 p. 100 des matières premières et pour la même proportion des produits alimentaires, mais il faut qu'au moins les 25 p. 100 de ces produits bruts que les commerçants iraniens importent dans l'Union soient vendus aux institutions de l'État ou au Gouvernement des Soviets lui-même. Le restant, c'est-à-dire les 50 autres p. 100 des mêmes produits seront exportés de notre pays par les organisations économiques de l'U. R. S. S. et surtout par les sociétés mixtes. Si ces institutions n'exportent pas cette quantité de marchandises iraniennes, dans les neuf premiers mois de l'année alors nos commerçants auront le droit d'importer dans l'Union tout ce qui reste de cette quantité.

Les administrations douanières de l'U. R. S. S. ne laisseront passer les marchandises importées par les commerçants et institutions iraniens sans que ceux-ci démontrent d'abord, qu'ils ont déjà exporté pour au moins 90 p. 100 de la valeur de ces marchandises, des produits soviétiques (licences d'exportation) ; ou bien qu'ils s'engagent par une banque ou une grande institution à exporter pour 90 p. 100 au moins du prix de leurs marchandises des produits de l'Union.

Le prix des marchandises qui se vendent en bourse se déterminent facilement, mais pour celles qui ne se vendent pas en bourse leur prix sera désigné d'après le prix de bazar (prix courant sur le marché).

Contre les marchandises que les commerçants et institutions iraniens importent en Russie soviétique, ils auront le droit d'exporter tous les produits de terre et toutes les

matières fabriquées de l'Union qu'ils désireront, à l'exception des produits sous-mentionnés :

1^o Le pétrole et ses dérivés ;

2^o Le blé et farines ;

3^o Les ustensiles en métal ;

4^o Les marchandises qui ne sont pas très demandées en Iran, comme les peaux et les tapis ;

5^o Les produits prohibés à l'exportation de l'U. R. S. S. d'une façon générale : les armes, les papiers précieux, objets historiques et de l'art, pigeons vivants, etc...

Si le prix de nos produits exportés par nos commerçants à destination de la Russie soviétique est inférieur à celui des marchandises russes importées en Iran, nos commerçants auront le droit d'importer dans l'Union, pour autant d'écart qui existe entre nos importations et nos exportations de provenance et de destination de l'U. R. S. S. d'après les licences délivrées par l'administration des douanes soviétiques.

L'article XII de cette convention accorde aux produits de l'Iran traversant le territoire de l'U. R. S. S. pour aller dans un autre pays, *le bénéfice du transit*, même pour nos marchandises non vendues en Russie.

Le transit des marchandises venant d'autres pays et traversant l'Union à destination de l'Iran est accordé pour toutes les commandes de l'État iranien, tandis que les sujets de notre pays n'auront la liberté du transit que pour les machines de toutes sortes, les véhicules, les instruments de chirurgie, les produits pharmaceutiques, papiers, imprimeries, et les œufs de vers à soie.

Une liste est annexée à l'accord indiquant, d'une façon précise, la valeur et la quantité de chaque article de notre exportation dans l'Union, pour 50 p. 100 par les commer-

çants iraniens et pour les 50 autres p. 100 par la Représentation commerciale de l'U. R. S. S. en Iran qui bénéficie (d'après cet accord) d'immunité diplomatique.

Cette liste était ainsi conçue :

1° LES MATIÈRES PREMIÈRES

Matières.	Prix en krans.	Poids en tonnes.
Coton.	71.000.000	14.755
Laine.	27 300 000	4.260
Jute	5.250.000	2 460
Graines de Katira	6.000 000	655
Peaux de moutons et chèvres	3.500 000	575
Peaux recherchées d'a- gneaux, etc.	17.500 000	385
Graines de coing, etc. . .	800 000	395
Graines de ricin	800.000	205
Intestins d'animaux . . .	500.000	100.000 unités
Autres matières	2 650.000	
Total	135.000.000 de krans.	
Soit	27.000.000 de roubles.	

2° LES PRODUITS ALIMENTAIRES

Matières.	Prix en krans.	Poids en tonnes.
Riz.	57.500.000	41.885
Fruits secs	27 500.000	18.030
Amaudes, pistaches, noi- settes, etc.	7.000 000	670
Oranges et citrons	4 000 000	3 280
Peaux préparées	15 000 000	490
Animaux vivants.	2.000 000	
Produits non mentionnés.	2 000.000	
Total	115.000 000 de krans.	
Soit	23.000.000 de roubles.	
Total général de nos exportations.	250.000.000 de krans ou 50.000.000 de roubles.	

COMMENTAIRE CRITIQUE DE CETTE CONVENTION

Ce traité que tous les commerçants, industriels et cultivateurs iraniens attendaient avec impatience depuis six ans, est intervenu, mais hélas ! sans satisfaire ce que l'on espérait de lui.

Dans cet accord, on n'a rien fait pour améliorer notre régime douanier et en quelque sorte le système de 1902 survivait.

Les Soviets ont mis longtemps pour se décider de conclure une convention commerciale avec notre pays, car, au début, ils n'avaient pas de programme économique déterminé et que depuis 1921 ce n'était qu'un régime transitoire (la nep) qui régnait sur le plan économique en U. R. S. S. En 1926-1927, la période de l'industrialisation et le protectionnisme industriel commence en Russie soviétique. Les Bolcheviks pensent surtout à acquérir des machines, outils et les matières premières nécessaires à leur industrie naissante.

En Iran, les Soviets ne pouvaient pas chercher des machines, mais ils voulaient tout simplement acquérir une sorte de contrôle des matières premières dans ce pays, lesquelles alimenteraient l'industrie russe et les ouvriers y travaillant.

Le traité commercial de 1927 n'est donc qu'un reflet de la politique économique nouvelle de l'industrialisation et de protectionnisme soviétique.

Les Commerçants iraniens, qui attendaient, de cette convention, une liberté beaucoup plus grande de commerce et une augmentation des transactions entre les deux pays, se sont vus obligés de diminuer l'exportation de nos produits dans la mesure déterminée par la Convention

(250 millions de Krans), et surtout les formalités de licences et les vexations de la douane soviétique, les découragèrent sérieusement.

Dans cet accord, on ne parle pas du tout des produits de notre industrie (tapis et autres), c'est-à-dire qu'il n'y a aucune mesure protectrice pour notre industrie ainsi que pour notre agriculture. L'opium qui occupait une place très importante dans nos exportations vers l'Union avant cette date n'est même pas mentionné.

Il est donc très claire, que le Gouvernement soviétique ne cherchait, en signant cette convention, que les besoins de son industrie, sans s'occuper d'autres questions ; mais nos représentants auraient dû insérer quelques clauses protégeant notre production nationale, au lieu d'accepter passivement tout ce que les Soviets leur proposaient.

En ce qui concerne les importations soviétiques, la Convention ne détermine pas la nature de celles-ci, car l'industrie de l'Union ne faisait que commencer et l'on ne pouvait pas déterminer d'avance la nature et la quantité de ces produits. Cela sera pour plus tard, que les Soviets chercheraient des débouchés pour leurs industries et surtout en Orient. En 1927, la « balance des contrats » était seulement pour qu'il n'y ait pas, du côté de l'Iran, de déficit dans la balance soviétique, et que les Soviets ne soient pas obligés de déboursier des devises de ce côté. Nous avons déjà parlé de l'importance des devises dans la nouvelle politique économique des Soviets, pour l'achat des machines et instruments qu'ils avaient besoin d'après les prévisions du Plan quinquennal, qui n'intervient officiellement qu'en 1929.

Dans l'article XII nous retrouvons la mauvaise intention de nos voisins du Nord. D'après cet article, l'Union n'em-

pêche pas le transit de nos marchandises à travers son territoire, sachant que nous avons toujours grand intérêt à lui vendre ce qu'elle veut bien nous acheter, pour le reste elle ne s'en fait pas. Et en même temps si elle a l'intention de ne pas acheter (comme elle l'a fait), même pour des produits mentionnés dans la convention, elle donne à nos commerçants le droit de sortir la marchandise qu'ils n'ont pas vendues en U. R. S. S. par n'importe laquelle de ses frontières. Mais en ce qui concerne nos importations elle ne veut pas perdre sa place ; c'est pourquoi elle ne permet le transit par son territoire que des marchandises qui ne sont pas produites en U. R. S. S. ou celles pour lesquelles elle ne tient pas à avoir le monopole de vente sur les marchés du Nord et du centre de notre pays.

Ainsi donc, comme nous venons de voir, le traité de 1927 n'a pas satisfait au point de vue commercial notre économie et il n'a apporté aucune rectification à notre régime douanier dans nos rapports avec les Soviets. Mais heureusement il y avait un protocole annexé à cette convention dans lequel l'U. R. S. S. reconnaît la nullité de plano de ce tarif, si avant le délai de cinq ans on établissait en Iran un tarif autonome. Cela fut accompli en 1928 et une convention douanière vient en 1929 changer les tarifs sans régler les différends au point de vue commercial.

En 1928, notre pays réussit à établir l'autonomie de son tarif douanier et en conséquence l'U. R. S. S. conclut, en 1929, une convention strictement douanière et non pas commerciale avec ce pays.

SES CONSÉQUENCES

On attendait qu'après la convention de 1927 le commerce irano-soviétique reprenne l'essor et l'importance d'avant

la Révolution bolchevik et qu'il avait perdu depuis, pour cause du manque de traité ou convention commerciale entre les deux pays.

Mais, comme nous venons de voir, le changement radical de la position économique de notre voisine du Nord était la principale cause de cet accord ; les Soviets ne voulaient pas du tout une augmentation du volume de notre commerce, et bien au contraire, depuis leur nouvelle orientation ils ne cherchaient qu'à diminuer, dans la mesure du possible, notre exportation dans l'Union, au détriment de notre économie. Bien qu'en ce qui concerne notre pays, leur politique fut moins brutale, étant donné que, d'un côté nos matières premières leur revenaient meilleur marché qu'ailleurs, et d'un autre côté, ils ne voulaient pas laisser les anglais seuls dans l'économie iranienne.

Le chiffre de nos transactions avec les Soviets augmente dans les deux premières années après la conclusion de cette convention, grâce au Stock restant, pour redescendre depuis 1929. Le tableau suivant nous indique la marche des échanges irano-soviétiques depuis 1927 :

Années.	Importations soviétiques en Iran.	Exportations en U. R. S. S.	Ensemble. (en krans)
—	—	—	—
1927-1928 . .	199.071.825	209.159.090	408.231.915
1928-1929 . .	291.061.341	166.288.430	457.349.771
1929-1930 ¹ . .	274.761.002	148.586.745	423.302.035
1930-1931 . .	234.242.582	158.827.157	393.069.740

En ayant ces chiffres sous les yeux, nous constatons :

1^o Une augmentation générale dans les deux premières

1. La valeur du kran avant 1929 variait entre 2,50 et 3 francs, mais à cette date une crise monétaire éclate en Iran et la valeur de celui-ci diminue jusqu'à ce que en 1931-1933 il ne valait même pas un franc. Aujourd'hui la valeur du rial varie autour de un franc.

années due au Stock accumulé par les commerçants qui espéraient jouir des avantages de cette convention.

En 1927-1928, notre commerce avec l'U. R. S. S. atteint le chiffre de 408 millions au lieu de 348 de l'année précédente, et en 1928-1929, il arrive à atteindre 457 millions pour redescendre après la mise en *exécution du fameux plan quinquennal*.

Les vexations et le mécanisme compliqué du régime du monopole du commerce extérieur soviétique se font jour largement en 1929, et depuis cette date le chiffre de nos transactions avec les Soviets va en descendant jusqu'en 1931, et même après l'institution du monopole du commerce extérieur en Iran, si nous prenons pour base la valeur du Kran de 1929. Le nouveau Rial ne vaut que $1/2,5$ ou $1/3$ du Kran d'avant 1929.

2° Depuis 1928, nous constatons une diminution énorme de nos exportations qui tombent à 166 millions en 1928-1929 au lieu de 281 millions en 1925-1926 ; en 1929-1930, la valeur de nos produits exportés en U. R. S. S. descend encore à 148 millions, et enfin un léger relèvement est à signaler en 1930-1931.

Les vexations soviétiques à l'entrée de nos marchandises dans l'Union et les formalités de plus en plus compliquées, cautionnement, dépôts, etc., découragèrent et mirent en faillite les commerçants iraniens. Nos exportations dans l'Union n'atteignirent jamais, en cette période, le chiffre de 250 millions de Krans prévu par cette Convention de 1927. Il est vrai qu'en 1931-1932, après l'institution du Monopole du commerce extérieur chez nous, le chiffre de nos transactions soviétiques atteint 519 millions, c'est-à-dire plus de 250 millions pour nos exportations ; mais comme le rial de 1931 ne valait que deux fois et demi moins

que le Kran de 1927, ce chiffre est encore bien inférieur à celui prévu par la Convention.

Les conséquences de cette diminution de nos exportations étaient néfastes pour notre économie. La Russie était le seul pays avec lequel nous avions toujours une balance favorable ; et que depuis son industrialisation, le standard of live de sa population, son monopole du commerce extérieur, et surtout son besoin urgent des devises pour son rééquipement industriel, elle se passe de beaucoup de nos produits importants dans notre exportation d'avant-guerre.

L'Angleterre ne pourra jamais, dans l'état de choses actuel, prendre la place de la Russie dans notre commerce d'exportation, pour la bonne raison qu'elle n'a pas besoin de nos produits et que ceux-ci lui reviennent plus cher que ces mêmes marchandises venant de son Empire (sauf le pétrole). Il est certain que l'Angleterre depuis 1917 jusqu'en 1931 occupait la première place dans notre commerce extérieur, mais c'était surtout l'importance du volume des importations britanniques qui lui donnait cette place.

Cette diminution dans le volume de nos exportations se trouve à la base d'une misère générale, surtout dans les provinces du Nord de notre pays. Les besoins de modernisation, les dépenses du chemin de fer et autres augmentent et consolident la misère sociale résultant de cette diminution d'exportation.

Il est même extraordinaire de constater que, malgré le chiffre de notre exportation en U. R. S. S. déterminé par la Convention, l'État et les institutions soviétiques, faisaient (et font encore) tout pour ne pas acheter ou acheter le moins possible, surtout depuis l'introduction de leur fameux Plan quinquennal. Depuis la mise en exécution de ce

plan, on constate nettement que les Représentations commerciales, et institutions soviétiques n'agissent pas d'après les traités conclus et elles tiennent à diminuer autant que possible nos exportations à destinations de l'Union, surtout nos produits alimentaires au sacrifice du Standard of live de la population russe et au détriment de notre économie.

Les commerçants iraniens seuls et non armés devant les organisations fortes de l'U. R. S. S. et les formalités vexatoires de la douane soviétique ne pouvaient que se ruiner, il fallait donc leur venir en aide. Ce fut en 1931 que le Gouvernement de l'Iran leur a fourni son concours.

D'AUTRES ACCORDS CONCLUS LE 1^{er} OCTOBRE 1927

A. Nous avons dit plus haut que l'article 14 du traité de 1921 annula la concession Lianosoff et envoya à plus tard la conclusion d'un accord, entre les deux Gouvernements, sur ce sujet. Cette convention fut intervenue le 1^{er} octobre 1927.

On institua d'après l'article 1^{er} de cet accord, une *Compagnie commerciale et industrielle mixte spéciale* organisée par les deux Gouvernements. Les limites de la concession restent comme celles des frères Lianosoff, mais les Cours d'eau se jetant dans la mer Caspienne à l'intérieur des limites de la concession en sont exclus, sauf exceptions.

La durée de la concesssion sera de vingt-cinq ans et renouvelable, les parties iranienne et soviétique auront dans la compagnie des parts égales de 50 p. 100 chacune.

La compagnie se formera avec un capital général qui ne doit pas dépasser le maximum de 30 millions de Krans,

dont la moitié sera versé par le Gouvernement de l'Iran et l'autre moitié par l'État soviétique.

Ils auront les profits suivants :

1^o Les redevances dues par l'article VIII de la concession ;

2^o Les 50 p. 100 des bénéfices nets.

Les redevances que la compagnie versera au Gouvernement iranien, en raison de la concession, sont formées de la manière suivante :

a) 80.000.000 de Krans sur le revenu brut de la compagnie comme droit de concession ;

b) 15 p. 100 du restant du bénéfice brut, qui, déduction faite des dépenses d'administration et d'exportation, sera considéré comme bénéfice net de la compagnie.

c) Tout bénéfice net provenant des opérations de la compagnie est partagé entre les deux parties iranienne et soviétique, sociétaires de la compagnie.

Il est à remarquer que la Compagnie s'engage à placer les produits de ces pêcheries aux prix les plus avantageux sur les marchés iranien, soviétique et étrangers, en s'arrêtant au marché dont les prix sont plus avantageux.

Les membres de la direction de la Compagnie sont au nombre de six, dont trois sont nommés par le Gouvernement de l'Iran, et trois autres par l'État soviétique. La direction sera assurée par un des membres de la partie iranienne désigné par ce Gouvernement.

Dans l'article 16 de cet accord, les deux Gouvernements accordent la franchise complète des droits de douane et autres taxes sur les produits de ces pêcheries. Les Gouvernements de l'Iran et de l'Union Soviétique, chacun autant que cela dépend de lui, apporteront le concours nécessaire à l'activité de ladite compagnie.

Cette société (*Chilate*) a toutes ses installations en Iran,

fait des dépenses importantes dans ce pays et possède un nombreux personnel iranien. Le profit de ces pêcheries sont par là un élément assez important dans notre balance et surtout nos ouvriers et travailleurs profitent de cette institution.

B. Le même jour, il a été signé une convention avec la société de navigation Kaspar (société russe) avec 18 articles pour une durée de vingt-cinq ans. Toutes les dix années, les parties contractantes auront le droit de réviser les prix fixés par la concession.

C. Un accord sur le sujet de l'aviation commerciale fut signé entre les deux pays le 23 novembre de la même année, avec toutes les facilités pour le passage et la descente dans les aéronefs de chaque partie contractantes des avions de l'autre partie.

SECTION III. — Le régime douanier et la convention du 1^{er} mars 1929.

Nous avons déjà démontré que le régime douanier institué par la convention de 1902 restait applicable jusqu'à la conclusion du traité commercial de 1927. Quand le Gouvernement de l'Iran a voulu, après la déclaration solennelle d'annulation de toutes les conventions antérieures entre les deux pays, changer ses tarifs et appliquer aux marchandises soviétiques le tarif de 1920, les Soviets protestèrent clairement ; et le Gouvernement iranien se montra faible en rétablissant pour les importations soviétiques le tarif de 1902, si dangereux au point de vue de notre économie et à celui de nos finances publiques.

Ainsi donc après le traité de 1921, la situation reste incertaine ; dans le nord de notre pays, on appliquait aux

marchandises russes le tarif de 1902, et dans le Sud aux importations britanniques, celui de 1920.

Les inconvénients de ce régime hybride et l'importance de son indépendance économique et son autonomie douanière poussa le Gouvernement de l'Iran à acquérir son autonomie tarifaire et économique.

La convention de 1927 n'avait aucunement modifié la situation et le tarif de 1902 restait toujours en vigueur ; mais il y était fait mention que, si dans la période de deux ans, l'Iran acquérait son autonomie douanière, ladite convention serait sans valeur.

Pendant ce temps, notre pays a fait appel à la Société des Nations. Une nouvelle conférence économique internationale, composée des représentants de 51 États, se réunissait à Genève le 4 mai 1927. Les représentants de notre pays, profitant de l'occasion, publièrent un memorandum mettant en lumière l'importance des tarifs douaniers pour notre économie, et demandèrent l'aide des participants de la Conférence à l'acquisition de l'autonomie douanière de notre pays. La Conférence, donnant raison à nos délégués, vota une recommandation en ce sens.

Le Gouvernement iranien consacra ce succès, en proposant au Madjless (parlement) un tarif autonome ; celui-ci fut enfin voté le 3 mars 1928.

Cette loi consacrait l'indépendance économique de notre pays ; c'est-à-dire qu'un siècle après le traité de Torkamanchaï, l'Iran acquérait de nouveau son autonomie économique et douanière.

Ce tarif, institué par la loi du 3 mars 1928, est basé sur la conception primitive du tarif douanier, c'est-à-dire son but est plutôt fiscal qu'économique ; la protection de l'industrie et l'agriculture nationales n'y trouve pas satisfaction.

Le tarif autonome de 1928, comme le tarif français de 1892, comprend un tarif minimum et un tarif maximum. Le parlement autorisait le Gouvernement à signer, sur l'écart entre les deux tarifs, des conventions douanières avec les puissances étrangères, et pour huit ans au plus.

C'est donc une sorte de combinaison du tarif autonome et du tarif conventionnel. Le tarif maximum est appliqué au pays avec lesquels il n'a pu être conclu des traités de commerce; il sert aussi de base aux négociations des accords commerciaux et de menace à l'égard des pays qui refuseraient à faire des concessions suffisantes. Le tarif minimum légal constitue la limite des concessions et qui ne peut être dépassée.

Mais ce tarif minimum est contraire aux intérêts vitaux de notre économie, en permettant aux produits étrangers de venir concurrencer notre agriculture et notre industrie même sur le marché intérieur; on leur accordait des droits d'entrée minimes et surtout pour une longue durée de huit ans (durée maximum accordée par la loi pour les conventions douanières). Ainsi donc la fonction la plus importante du tarif douanier qui est la protection de l'économie nationale avait été complètement oubliée par le législateur de 1927; même en ce qui concerne le but financier, la jouissance de ces droits très peu élevés du tarif minimum accordée aux importations étrangères, réduisait de beaucoup nos recettes douanières. Nous verrons les inconvénients de ce tarif, en étudiant la convention douanière irano-soviétique de 1929 basée sur ce tarif minimum.

LA CONVENTION DOUANIÈRE IRANO-SOVIÉTIQUE DE 1929

Afin de laisser le temps aux négociateurs de préparer et signer de nouveaux traités sur la base juridique nou-

velle et élaborer un tarif douanier autonome, les puissances qui avaient des traités avec l'Iran signèrent un certain nombre d'accords provisoires avec notre pays, dont quelques-uns furent plus tard changés en accords définitifs.

Le plus important de ces accords définitifs est la convention douanière entre l'U. R. S. S. et notre pays, signée en date du 10 mars 1929 à Téhéran.

Nous avons vu que dans le protocole additionnel du traité de commerce du 1^{er} octobre 1927, il était convenu que ce traité serait caduc dès que l'Iran aurait un tarif autonome. Dans les lettres échangées du 10 au 21 mars 1928 entre le gérant des Affaires étrangères de notre pays et l'Ambassadeur de l'U. R. S. S. à Téhéran la nullité du traité de 1927 fut confirmée et une nouvelle convention, qui n'est d'ailleurs qu'un accord douanier et non commercial, fut signée l'année suivante. Cette convention comprend sept articles et un protocole additionnel.

D'après l'article premier, les produits du sol et de l'industrie soviétiques, importés directement de l'Union en Iran, ne seront frappés d'aucun droit de douane, coefficient, surtaxe ou imposition quelconque d'entrée, autres ou plus élevés que les droits, coefficients, surtaxes ou impositions minima quelconque d'entrée qui sont ou seront prélevés sur les articles similaires importés par un tiers pays quelconque.

Les mêmes produits, à leur exportation de l'Union vers l'Iran ne seront frappés d'aucun droit et imposition de sortie, autres ou plus élevés que les droits minima qui sont ou seraient prélevés à l'exportation des produits similaires à destination d'un tiers pays quelconque.

L'article II parle de la même façon, en ce qui concerne

les produits et marchandises iraniens importés dans l'Union.

C'est donc l'application du tarif minimum avec le traitement de la nation la plus favorisée que conviennent réciproquement les deux parties contractantes entre elles, aussi bien pour les droits d'entrée que pour les taxes de sortie.

Dans l'article III on convient que les marchandises de l'une des parties contractantes régulièrement introduites sur le territoire de l'autre, ayant dument acquitté les droits et taxes prévus dans les deux premiers articles ne seront, sous aucun rapport, soumises ensuite à un traitement autre que les articles similaires d'origine locale ou importés par un tiers pays quelconque.

En ce qui concerne les garanties, l'ordre de perception des droits de douane et autres formalités d'importation, chacune des parties s'engage à faire bénéficier l'autre de tous les privilèges qu'elle accorde ou qu'elle accorderait à l'avenir à un pays tiers. C'est encore l'application de la clause de la nation la plus favorisée. Mais ces stipulations ne s'étendent pas :

1^o Aux privilèges que chacune des parties contractantes a accordé ou pourrait accorder à l'avenir aux pays limitrophes pour faciliter l'échange des marchandises dans la zone frontière ne dépassant pas 15 kilomètres de part et d'autre de la frontière ;

2^o Aux obligations imposées à l'une ou à l'autre des parties contractantes par une union douanière déjà contractée ou qui pourrait l'être dans l'avenir.

3^o Ni aux privilèges que l'U. R. S. S. a accordé ou pourrait accorder aux pays dont les territoires faisaient au 1^{er} août 1914 partie de l'ancien Empire russe.

Cette convention a été signée pour une durée de sept ans, c'est-à-dire qu'elle demeurera en vigueur jusqu'au 10 mai 1936 ; et si un mois avant l'expiration de ce délai, la convention n'est pas dénoncée, elle restera en vigueur jusqu'à sa dénonciation, après un délai de préavis de six mois.

Dans un protocole additionnel, les deux parties s'engagent à ne pas augmenter les droits de leurs tarifs pendant toute la durée de la convention.

Toutefois, si par une mesure de rétorsion à l'égard d'une tierce puissance, notre pays est amené à majorer ses droits, même à l'égard de l'U. R. S. S. dans ce cas, l'accord préalable entre les deux parties sera nécessaire pour les modifications à apporter du côté de l'Iran, aux droits sur les marchandises mentionnées au tarif de 1928, sous les numéros suivants :

34, 35, 36, 237, 246, 247, 252, 253, 305, 312, 313, 318, 319, 335, 339, 355, 357, 361, 390, 407, 408, 420 et 438.

Sous ces numéros sont compris les produits les plus importants importés de l'U. R. S. S. : tissus de coton et de lin, sucre, bois de chauffage et autres, minerais et métaux, caractère et clichés d'imprimerie, ouvrage en métal, papiers, faïence et porcelaine, savons, verreries, etc...

Ici, l'Union voulait garder la jouissance de ses droits minimes pour les produits qu'elle a besoin de nous vendre ; elle voyait clairement que notre tarif minimum était trop avantageux pour ses importations dans notre pays, et elle ne voulait à aucun prix perdre ces avantages énormes que nous avions bien voulu lui donner en 1929.}

Du côté de l'U. R. S. S. un accord sera nécessaire pour les changements de droits dans le même cas, sur les plus importants de nos produits d'exportation dans ce pays : les fruits, le coton, le riz, les peaux brutes, etc....

Cette formalité était nécessaire pour satisfaire l'amour propre de nos négociateurs ; mais les droits du tarif russe étaient premièrement plus élevés que les nôtres, et en second lieu, l'Union avec son monopole du commerce extérieur n'avait pas besoin d'augmenter ses tarifs pour entraver nos exportations dans ce pays.

On voit très clairement le manque d'attention de nos négociateurs qui ont signé cette convention.

Les circonstances économiques et l'incertitude des peuples après la guerre, obligeaient les Gouvernements de ne signer des traités de commerce et de douane que pour une durée courte au maximum trois ans. On se rend facilement compte de la gravité de la faute de lier un pays jeune, comme le nôtre, pour une longue durée de sept ans. Les changements de situation économique sont tellement fréquents et imprévus que l'on ne pourrait admettre l'imprudence de lier un pays, à situation économique aussi précaire que l'Iran, pour une durée aussi longue.

L'imprudence est allée jusqu'à engager notre pays à ne pas augmenter les droits de son tarif autonome et de les garder tels jusqu'au 10 mai 1936.

Le législateur de 1928 avait complètement oublié la protection de notre économie nationale. L'importance des tarifs douaniers dans la vie d'un pays, encore jeune dans la voie du progrès est considérable ; et quand on laisse la porte ouverte à l'importation de toutes les marchandises étrangères sans prendre en considération la nécessité de protéger l'agriculture et l'industrie du pays, on ruine ces deux branches essentielles de l'économie nationale. Les auteurs de ce tarif autonome n'ont jamais pensé à protéger notre économie nationale pour la bonne raison qu'ils ne s'y connaissaient pas.

Au jour où tous les peuples, même les anglais libres échangistes, ne pensaient qu'à protéger leurs économies par tous les moyens de protection douanière et autres, il était extraordinaire de constater qu'un pays laisse l'entrée libre à tous les produits qui viennent concurrencer ses marchandises nationales sur le marché intérieur.

Bien que notre loi douanière comprenait des tarifs trop peu élevés, nos négociateurs pouvaient en concluant des traités ne pas garantir la jouissance du tarif minimum pour tous les articles d'importation. Ayant le droit de contracter des accords sur l'écart entre le tarif maximum et le tarif minimum, le Gouvernement pouvait alléger la faute du législateur. Mais hélas ! non seulement, il accorda tous les avantages du tarif minimum aux Soviets, encore il nous lia en face de nos redoutables voisins pour une longue durée de sept ans.

L'Iran, à cette date, commençait à se relever en suivant l'exemple des pays européens et en prêtant attention au progrès de son industrie, son commerce et son agriculture ; l'arrivée de cette convention et aussi celle de la loi douanière de 1928 dont elle est la conséquence, arrêterent cette marche de progrès, et l'amélioration dans l'économie iranienne devenait impossible dans ces conditions.

SECTION IV. — **L'État du commerce soviéto-iranien** après 1929.

Pour le régime de nos transactions avec l'U. R. S. S., la convention commerciale de 1927 étant annulée, le système de la balance des contrats étant supprimé, une grande incertitude régnait dans nos rapports commerciaux avec la Russie soviétique.

Grâce à des droits minima d'entrée, accordés par la convention douanière de 1929, les importations soviétiques en Iran augmentaient, tandis que nos exportations dans l'Union fléchissaient très sensiblement.

En 1928-1929, le chiffre des importations russes en Iran, montait de 199 millions à 291 millions de Krans, soit presque 100 millions de plus que l'année précédente ; ce chiffre diminua en 1930 par cause de la crise. En 1930-1931, le chiffre de notre commerce d'importation soviétique remontait à 234 millions, ce qui est encore bien supérieur à 199 millions de 1927-1928.

En ce qui concerne nos exportations la marche de la diminution était la suivante :

1927-1928.	209 millions de krans.
1928-1929.	166 — —
1929-1930.	148 — —
1930-1931.	158 ¹ — —

Nous voyons que les conséquences du tarif de 1928 et la convention de 1929 n'ont pas été heureuses pour notre commerce d'exportation et les Soviets, qui venaient d'instituer leur fameux plan quinquennal, profitèrent de l'occasion pour acheter le moins possible de nos produits alimentaires et de nos produits industriels (tapis-tissus de soie et autres), au détriment de notre économie.

Notre balance de commerce avec l'U. R. S. S. devenait de plus en plus déficitaire, et la situation désastreuse pour notre économie. C'est donc dans ces circonstances particulières dues à l'ignorance de nos législateurs et négociateurs, et aussi provenant de la politique économique du plan quinquennal et la maîtrise du commerce extérieur en U. R. S. S. que le Gouvernement iranien s'est vu obligé

1. Avec la chute du Krau, ce chiffre est encore en diminution.

de prendre des mesures protectrices de l'industrie, l'agriculture et le commerce nationaux ¹.

Le commerce iranien inorganisé souffrait beaucoup de se trouver en face d'un commerce monopolisé, déterminé par un plan et organisé par les institutions fortes et puissantes. *La lutte devenait inégale.*

Pendant plusieurs années, notre pays a voulu lutter avec ses tarifs désastreux devant les organisations économiques fortes de l'U. R. S. S., mais il a fini par partager le sort de tous ceux qui se contentent de mauvais moyens et qui finissent par essuyer un échec.

L'État soviétique, ayant le monopole du commerce extérieur et étant l'acheteur principal de nos produits nordiques, bénéficiait comme toujours de ce privilège de faire la loi du marché, en achetant aux prix qui lui plaisaient.

La société « Charch », qui a été organisée par les Soviets et installée sur le territoire de l'Iran avec un but commercial, était devenue fort influente.

Le traité commercial de 1927 entre l'Iran et l'U. R. S. S. avait pris fin, comme nous avons dit plus haut, en 1929, et, malgré l'insistance du Gouvernement iranien, les Soviets n'avaient pas encore signé jusqu'en 1931 de nouveaux traités. Nos commerçants n'avaient pas cessé néanmoins de commercer avec l'Union, mais l'État soviétique, ayant entre les mains le monopole du commerce extérieur, usait de toutes les vexations possibles pour créer des ennuis aux commerçants iraniens.

D'un autre côté, les organisations soviétiques encourageaient ces commerçants, à importer leurs marchandises

1. La monopolisation du commerce extérieur.

en U. R. S. S. et, une fois ces produits livrés, l'État soviétique ne payait pas ou se contentait de leur donner en échange des marchandises de seconde importance pour l'économie iranienne et non recherchées dans notre pays. Cela causa des faillites de beaucoup de nos commerçants et mit en ruine les propriétaires et cultivateurs des provinces du nord de notre pays.

Les commerçants protestèrent, les agriculteurs crièrent en demandant l'aide du Gouvernement ; et celui-ci, obligé par les circonstances, déposa au parlement en juin 1930 un projet de loi affirmant la réciprocité du traitement pour les pays qui n'avaient pas de traité de commerce avec l'Iran. Le but en était d'obliger l'U. R. S. S. à signer le projet de l'accord commercial proposé par le Gouvernement iranien.

L'article premier de ce projet de loi disait que désormais la conclusion de traités de commerce et de douane devait avoir lieu simultanément.

Le madjless vota in extenso le projet du Gouvernement. Mais quelle pouvait en être l'utilité, puisque nous avions garanti aux Soviets l'immutabilité de notre tarif minimum jusqu'au 10 mai 1936 ?

Les Soviets entraînent leurs marchandises sur notre territoire sous le couvert favorable du tarif de 1929, et d'un autre côté nos commerçants se voyaient désarmés pour l'exportation de nos produits dans l'Union.

C'est dans ces circonstances qu'est intervenu le régime du monopole du commerce extérieur dans notre pays, pour remédier à cet état de choses, et aussi pour relever notre commerce et nos commerçants, notre industrie et nos paysans.

CHAPITRE III

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES IRANO-SOVIÉTIQUES DEPUIS 1931 JUSQU'A NOS JOURS

Ce sont les lois du 25 février et 11 mars 1931 qui introduisent en Iran le régime du monopole du commerce extérieur et qui déterminent toute notre politique économique avec l'étranger, aussi bien avec la Russie soviétique qu'avec les autres puissances. La première de ces deux lois, fait du commerce extérieur un monopole d'État, mais la plus importante est la loi supplémentaire du 11 mars qui réglemente ce monopole, concédé au Gouvernement par la loi du 25 février.

Voyons, très brièvement, comment est constituée la loi du 11 mars 1931.

Cette loi, qui organise le régime du monopole du commerce extérieur institué par la loi du 25 février de la même année, est composée de 18 articles.

D'après cette loi, l'importation en Iran des produits naturels ou fabriqués étrangers de quelque nature qu'ils soient ne pourra se faire que sous la stricte condition d'exporter des produits naturels ou fabriqués de l'Iran, et dans les limites du prix des marchandises à exporter, que l'exportation soit faite par l'importateur lui-même ou par un autre. Les produits des monopoles concédés ne donnent lieu à l'importation que dans la mesure de 20 p. 100 du

prix de ces produits exportés. L'exportation du pétrole, des matières pétrolifères, et des produits des pêcheries ne donneront pas droit à l'importation des marchandises. L'importateur de l'or en lingot ou en poudre est dispensé de l'obligation d'exporter.

Dans les cas suivants, dit l'article IV, l'importation de produits étrangers de toute sorte est autorisée et ne nécessitera pas l'exportation des produits de l'Iran :

a) Les marchandises que le Gouvernement iranien importe pour ses propres besoins ;

b) Les marchandises en transit par l'Iran ;

c) Les marchandises qui ne sont pas destinées à la vente et qui nécessitent l'autorisation du Gouvernement ;

d) Les marchandises importées pour les besoins des institutions jouissant de l'exemption douanière dans la limite de leurs besoins ;

e) Les machines et outils pour les besoins importants du pays.

Tout ceci avec l'autorisation du Gouvernement.

L'article III de la loi du 11 mars 1931 donne au Gouvernement la faculté de céder son droit d'importer dans des conditions déterminées ; et d'après l'article V le Gouvernement est tenu de dresser la liste des marchandises à importer (contingentements).

L'article VI parle des droits de douane et l'article VIII dit que tous les produits d'importation seront répartis par le Gouvernement, entre un nombre déterminé de bureaux de douane et que ceux-ci délivreront des permis d'importation dans les mêmes limites. Le retrait ne se fait qu'à la condition de la présentation du permis d'importation et du certificat d'exportation des produits iraniens, dans les limites de la valeur des marchandises importées.

Les articles IX et X parlent d'autres conditions et de vérification de valeurs ; les articles 11 et 12 sont relatifs à l'encouragement des exportations et à l'obligation des bureaux de douane de mentionner les noms des importateurs et des exportateurs.

L'article XIII parle de l'obligation de la vente des devises dans un délai maximum de huit mois ¹.

Les autres articles sont relatifs à d'autres formalités pénalités et enfin à la mise en vigueur de la loi.

Il est clair que cette loi est basée sur le principe primitif de la *balance du commerce* et règlemente particulièrement les importations étrangères. L'importation, pour une quantité supérieure au contingent fixé, est interdite à moins d'une autorisation spéciale du Conseil des Ministres.

Le service de la délivrance des licences du ministère de l'Économie Nationale, qui a été créé dans ce but, devra émettre des licences dans les limites des exportations effectuées et dans les limites des chiffres disponibles sur la liste semestrielle des produits admis et les répartir.

Les exportateurs, sauf exception, doivent vendre leurs devises au cours officiel, dans un délai ne dépassant pas huit mois.

Cette loi parle un peu d'encouragement aux exportations, mais elle ne prend aucune mesure sérieuse dans ce but ; c'est pourquoi nos exportateurs n'ont pas profité de ce régime, et bien au contraire, ils ont dû subir des formalités vexatoires à la sortie de notre pays, aussi bien qu'à leur entrée en Russie soviétique, qui les découragèrent sérieusement.

Tous nos *rapports commerciaux* avec l'étranger surtout

1. Pour cause de la crise monétaire et la loi sur les devises étrangères. Voir *infra*.

avec l'Union soviétique sont basés, depuis cette date, sur ces lois instituant le monopole du commerce extérieur en Iran. Nous allons donc voir, après ce commentaire bref de la loi du monopole, dans trois sections :

1^o Les causes de ce régime ;

2^o Les effets et conséquences de la loi du monopole. C'est dans cette section que nous verrons la convention irano-soviétique du 27 octobre 1931, et l'état de nos transactions avec les Soviets, depuis l'institution du régime du monopole en Iran jusqu'à nos jours.

Et enfin 3^o Les critiques de ce régime et les moyens proposés.

SECTION I. — Les causes de l'institution du monopole du commerce extérieur en Iran.

A. L'une des raisons principales de la monopolisation du commerce extérieur chez nous est l'*interdépendance économique* qui existait et existe toujours entre l'Iran et la Russie ; et ce fait que la Révolution accomplie en Russie a abouti à une véritable coupure de l'économie de ce pays avec l'économie du reste du monde. Avec une voisine aussi redoutable que la Russie Soviétique, non seulement on n'avancera pas dans la voie de la liberté des échanges, dans la voie de l'abaissement des barrières douanières, mais, au contraire, on marchera vers un exclusivisme de plus en plus complet des relations commerciales et financières ; car pour que ces relations puissent exister avec l'U. R. S. S., il faudrait arriver à une socialisation générale. Notre balance commerciale continuait, depuis 1928, à être favorable à l'Union. Cela provenait comme nous l'avons déjà expliqué, de l'application du plan quinquennal et de l'industrialisa-

tion de l'U. R. S. S. Les articles de première nécessité pour le rééquipement industriel de l'Union, comme les machines, outils ou certains objets fabriqués, n'étaient pas produits chez nous ; et d'autre part, à cause du Standard of live de la population russe, les Soviets avaient diminué leur besoin des produits alimentaires : fruits secs et frais, riz, froment, etc... ; pour les matières premières de nos provinces du Nord, ils nous imposaient le prix qu'ils désiraient et parfois ils ne payaient même pas.

Les commerçants iraniens non armés devant les fortes organisations économiques de l'U. R. S. S. protestèrent en demandant l'aide du Gouvernement.

Ce fut en mars 1931 que le régime soviétique a fait une importante recrue. Ce n'est pas le trait le moins curieux de l'affaire que la mesure qui a été prise chez nous, précisément en vue de permettre à l'Iran de traiter à *armes égales* avec le Gouvernement de Moscou.

B. La deuxième cause de l'introduction du régime du monopole en Iran est *l'absence du traité de commerce entre la Russie soviétique et notre pays*. Le Gouvernement de Moscou manifestait l'intention de ne pas renouveler l'accord commercial conclu en 1927 qui avait pris fin en 1929 ; et les vexations bolcheviks devenaient de plus en plus insupportables pour notre commerce d'exportation et nos commerçants.

C'est pour pouvoir arrêter le commerce d'importation soviétique et par là même *obliger les Soviets à traiter* que le Gouvernement de l'Iran décida à adopter le régime du monopole. Le Gouvernement impérial voulait simplement démontrer à l'U. R. S. S., l'axiome en vertu duquel celui qui frappe par l'épée périra par l'épée.

Il est vrai que l'Iran ne pouvait pas ne pas tenir compte

de la politique commerciale d'un pays voisin, comme la Russie soviétique dont l'économie et le commerce sont dépendants, mais cela ne veut pas dire qu'il soit nécessaire de prendre exactement le même régime qui ne convient qu'à un pays socialiste ; il faut toujours adapter les moyens aux possibilités économiques du pays dans lequel on veut les introduire. Nous démontrerons ceci dans la troisième section.

C. — La troisième raison primordiale de l'adoption du régime du monopole du commerce extérieur en Iran est le tarif de 1928, *notre défectueux régime douanier* et la convention de 1929 avec l'U. R. S. S.

Il est extraordinaire de constater que l'Iran qui avait une politique tarifaire néfaste, depuis 1928, pour son économie, après avoir conquis son autonomie douanière, institue un tarif déplorable pour son agriculture, son commerce et son industrie. En effet, notre pays ne profita pas de son autonomie tarifaire aussi laborieusement conquise. Le tarif de 1928 favorisait les importations étrangères et pesait lourdement sur notre agriculture et notre industrie naissante ; les matières premières et alimentaires produits chez nous venaient de l'étranger en payant des droits minimes à leur entrée en Iran, concurrencer nos produits nationaux. Les animaux vivants étaient exempts de droits.

Nous voyons la gravité du danger de ce tarif pour un pays agricole qui ne vit que de ses exportations de coton, laine, riz, animaux, céréales, peaux, froment, etc..., étant donné que ces mêmes produits viennent de l'étranger pour concurrencer ces produits même sur le marché intérieur.

Nos importations devenaient excessives, la crise et l'abaissement des prix mondiaux accéléraient la marche

de celles-ci, tandis que nos exportations devenaient de plus en plus rares.

La convention de 1929 avec la Russie soviétique garantissait à celle-ci le bénéfice du tarif minimum et pour sept ans jusqu'au 10 mai 1936. Ainsi les importations soviétiques, bénéficiant du tarif minimum, envahissaient le marché iranien ; mais en ce qui concerne nos exportations, aucun engagement n'était pris et les Soviets nous achetaient quand leur générosité le leur permettait et aux prix qu'ils désiraient.

C'est, ne pas connaître les nécessités économiques de notre pays, que de voter un tarif comme celui de 1928, et quelle erreur grave de lier l'économie d'un pays jeune, comme le nôtre, en face d'une redoutable voisine comme la Russie monopoliste et pour si longtemps.

Il fallait alors trouver un remède à cet état de choses, et ce fut le monopole du commerce extérieur, sans quoi la convention de 1929 restait en vigueur jusqu'en mai 1936.

D. — La quatrième cause en est le *manque de mesure*. L'Iran qui a été un pays libre échangiste jusqu'en 1828, et qui depuis avait une politique douanière déplorable, trouvait que ces tarifs (d'entrée libre) étaient désastreux pour son économie et ses intérêts vitaux, puisqu'ils ne permettaient pas à un pays comme le nôtre, de développer ses forces productives, il fallait donc trouver une autre politique douanière protectrice de la production nationale.

C'était naturellement le pouvoir public qui devait intervenir, mais cette intervention devait avoir une technique progressive, pour trouver le meilleur moyen de lutter contre ces dangers et non pas sauter du rez-de-chaussée au septième étage.

C'est le manque de mesure et la réaction qui se trouvent à l'origine de cette loi.

Le manque de mesure (Efrato-Tafrite) est, d'ailleurs, un des défauts de la race iranienne.

E. — La cinquième cause de l'institution du régime du monopole en Iran, réside dans le *nouveau régime monétaire*.

Jusqu'au 18 mars 1930, le système monétaire iranien était le monométalisme-argent, et, en conséquence, le Kran¹ était sujet à des variations constantes par rapport à l'or. On a voulu à plusieurs reprises, changer l'étalon-argent en étalon-or, par exemple après la cessation des hostilités, mais le Gouvernement des Kadjars laissa passer ce moment favorable.

Une crise monétaire éclata chez nous en 1930, le Kran tomba sur tous les marchés ; un projet de loi fut proposé par le Gouvernement et après de longues hésitations le parlement préféra le monométalisme-or².

Après ce changement de l'étalon monétaire, le problème de la balance des comptes devenait un problème de la plus haute importance pour empêcher la chute de la monnaie, en la stabilisant.

Une loi monétaire ou l'organisation d'un système de monométalisme-or nécessite dans les circonstances actuelles, une réserve d'or ou des devises étrangères, ce qui a été difficile en 1930-1931, les années de pleine crise, et le monopole du commerce extérieur n'était pas capable de lui procurer cette encaisse.

Le change ne dépend pas uniquement de la balance des comptes, mais il y a des facteurs d'ordre stricte-

1. Mais la loi du monopole n'a pas été capable d'arrêter les conséquences de la dépréciation récente, il y a eu des sorties exceptionnelles de capitaux à partir de février 1932.

2. Voir Chidfar, *Le régime monétaire*.

ment technique et monétaire qui entrent en question¹.

En tous les cas, le moment n'était pas bien choisi pour l'introduction du monométalisme-or dans notre pays, sans une étude profonde de notre situation économique, dans les circonstances d'après-guerre et en pleine crise.

C'est dans les mêmes années, que certaines des grandes puissances, comme l'Angleterre, cherchaient à rompre avec l'étalon-or pour relever leur commerce et leur industrie.

Ainsi la loi du monopole avait pour cause la loi du 18 mars 1930, qui cherchait dans le régime du monopole du commerce extérieur, un « équilibre parfait » de la balance commerciale.

F. — La sixième cause, non moins importante, c'était la protection de notre industrie naissante et de notre agriculture très atteintes par les précédents régimes douaniers.

Nous admettons la nécessité urgente d'une protection douanière étendue, tout en estimant que notre pays, qui n'avait rien fait, pendant longtemps, pour protéger son économie, devait persister dans le système de la protection douanière, pour relever et développer l'industrie, sans oublier l'agriculture qui est et restera toujours la source principale des moyens de vivre de sa population.

1. Un régime monétaire doit prendre en considération les circonstances et les nécessités économiques du pays, la possibilité et le volume de l'or dans l'ordre international, la situation du commerce mondial, les monnaies dans les transactions, etc... On a même voulu, dans ces dernières années, instituer le troc des marchandises ; la rareté de l'or et la gêne que crée ce métal dans les transactions ont fait naître dans l'esprit des économistes une idée nouvelle d'instituer, comme l'explique clairement Delavelays, économiste belge, un *bimétalisme pondéré*, consistant dans un rapport défini mais muable entre les deux métaux, les faire entrer tous deux en transaction, et par là même relever le prix du métal blanc en diminuant celui du métal jaune ; ce qui ferait disparaître beaucoup de gêne et d'injustice dans la situation économique des peuples.

G. — Il faut ajouter une autre cause d'ordre général qui est la crise économique et surtout la *crise de confiance*. Pendant longtemps, la plupart des traités de commerce ont été basés sur les principes de la liberté des échanges et de l'égalité de traitement entre les pays contractants, la clause de la nation la plus favorisée leur garantissant le bénéfice de toute atténuation de tarif, de tout autre avantage en matière de douane concédé à un pays tiers.

Cependant, depuis près d'un demi siècle, un vent de protectionnisme souffle sur le monde, et a fortement ébranlé le principe du libre échange ; la grande tourmente de 1914-1918 et la crise économique, qui l'a suivie et persiste encore, semble avoir fini par terrasser l'idole.

Presque toutes les nations, croyant mieux se défendre contre les effets de la concurrence ou de la crise, se sont repliées sur elles-mêmes et ont adopté une politique autarchique, cherchant à réduire, autant que possible, leurs achats à l'étranger, tout en *prétendant* augmenter leurs exportations ! Étrange égoïsme et non moins étrange illusion.

Ainsi s'ouvrit l'ère néfaste des contingentements, des prohibitions, des discriminations, de la réglementation et de la chute des devises, des dumpings plus ou moins cachés, des surtaxes de change et autres représailles de cette espèce. Ce fut la guerre économique ouverte ou dissimulée avec toutes ses ruines et toutes ses misères.

L'Iran a voulu suivre cet exemple, en instituant le Monopole du Commerce extérieur.

Voilà les causes essentielles de l'institution du régime du Monopole du Commerce extérieur en Iran, dont quelques-unes n'entrent pas directement dans notre sujet.

SECTION II. — Les effets du régime du monopole
du commerce extérieur.

Certes, les lois du 25 février et du 11 mars 1931 ont mis un frein aux importations étrangères en Iran, mais elles ont nui à l'entreprise et à l'initiative des commerçants, la paperasserie et rouages administratifs compliqués découragèrent nos commerçants et empêchèrent le développement de notre commerce général.

Ce n'est pas seulement cette idée qu'on doit nourrir « exporter le plus possible pour rétablir et améliorer la balance commerciale », mais il est nécessaire de rechercher également quels sont les produits d'importation qui peuvent avoir leur utilisation productive en Iran. Ces entraves ne font que diminuer le volume des transactions.

Notre commerce général a donc diminué par suite de l'introduction du régime du monopole, si nous prenons pour base, la valeur du K^{ra}n de 1929.

En ce qui concerne notre commerce avec l'U. R. S. S., le Gouvernement soviétique, n'ayant aucune convention spéciale avec notre pays, a été obligé de respecter ces lois et règlements, comme n'importe quel importateur étranger. L'attaché commercial des soviets, d'après l'ordre des organisations économiques de son pays, acheta beaucoup trop de licences d'exportation, croyant que le monopole du commerce extérieur avait été institué en Iran contre leurs intérêts ; mais ils n'ont pas pu sortir autant de marchandises qu'ils en avaient pris l'engagement. A la fin de l'année économique 1310 (1931-1932), on a fait le compte, mais les institutions économiques de l'U. R. S. S. n'avaient

pas de licences bien en règle ¹, et comme elles avaient pris trop de licences d'exportation, elles ont été obligées de rendre les engagements dont elles n'avaient pas pu se servir.

A. Ainsi donc les résultats de la loi du monopole ni au point de vue de notre commerce général et ni pour nos transactions avec l'U. R. S. S. n'ont été satisfaisants.

B. En ce qui concerne les forces productives :

1^o Le régime du monopole n'a pas eu une grande influence sur l'industrie, celle-ci manque de capitaux et ne fait pas assez d'effort pour s'organiser ;

2^o Pour ce qui est de l'agriculture, il n'a eu aucune amélioration, elle ne trouve pas de débouchés ni de crédits ;

3^o Et enfin le commerce et les commerçants se sont trouvés dans un état de découragement.

C. Au point de vue social, la cherté des prix, pénurie, manque de débouchés agricoles, augmentation des charges ont tué la bourgeoisie, la classe intéressante de la société. Tous les revenus ont diminué et tous les produits ont augmenté de prix ; d'où la misère sociale ².

Donc le résultat a été la hausse des prix, la gêne de la population, et par là même la diminution de nos exportations.

On ne peut pas obliger les étrangers à acheter les produits nationaux, mais il faut diminuer le prix de revient de ces produits pour pouvoir trouver des débouchés extérieurs. Et

1. Même après la convention soi-disant économique de 1931 entre les deux pays, les organisations soviétiques ne pouvaient importer aucune marchandise sur le territoire de l'Iran, sans avoir pris un engagement ou licences d'exportation.

2. Le commerce extérieur d'un pays exercé d'une manière normale est le meilleur et le plus commode instrument de mesure et d'appréciation de la structure économique de ce pays, des transformations de sa production, des fluctuations de sa prospérité et de pouvoir d'achat de sa population.

d'un autre côté les formalités mises à la sortie de nos marchandises découragèrent nos exportateurs.

D. Vis-à-vis des puissances autres que la Russie soviétique, le monopole du commerce extérieur a entravé ces transactions et à nuï à notre bon renom.

La communication des marchés postule une certaine liberté des transactions et quand celle-ci est complètement supprimée dans un pays, par la monopolisation du commerce entre les mains de l'État, *la communication de marchés devient chose difficile*. Cela ne veut pas dire que la protection de notre industrie et de notre agriculture ne soit pas quelque chose de très urgent et parfaitement juste. C'est seulement le moyen qui est sujet à caution, et d'ailleurs les résultats le démontrent clairement.

E. Tout ceci n'a pas changé la loi douanière de 1928 et la convention irano-soviétique de 1929 qui restent à la base de notre régime douanier. En ce qui concerne le jeune régime monétaire, la loi du monopole n'a pas apporté les résultats escomptés.

F. Enfin en ce qui concerne le point de vue du Gouvernement d'obliger les Soviets à passer un traité de commerce avec l'Iran, il y a eu un résultat immédiat, mais, comme nous le verrons, pas satisfaisant.

Les Soviets, croyant que le régime du monopole avait été institué contre leurs intérêts en Iran, se précipitèrent pour passer une convention commerciale avec celle-ci.

§ 1. — LA CONVENTION D'ÉTABLISSEMENT, DE COMMERCE ET DE LA NAVIGATION DU 27 OCTOBRE 1931

Ce fut enfin le 27 octobre 1931 que cette convention commerciale que l'on attendait depuis longtemps est intervenue sans apporter ce que l'on espérait d'elle.

Les huit premiers articles ne nous intéressent pas, au point de vue commercial, l'article IX parle de la représentation commerciale soviétique en Iran, de ses pouvoirs et de ses responsabilités.

En ce qui concerne le commerce entre les deux pays monopolistes, les parties contractantes conviennent des dispositions suivantes dans l'article X de cette convention :

L'Iran admet que l'Union soviétique importe dans ce pays les marchandises dont la nomenclature annuelle sera établie d'accord avec la Représentation commerciale de l'U. R. S. S. et sur la base des contingents annuels publiés par le Gouvernement iranien. On y maintiendra le pourcentage de la participation soviétique dans l'importation de chacune des marchandises incluses dans la dite liste, sans que ce pourcentage soit inférieur à celui de la liste de la première année annexée au traité.

Ainsi dans chaque augmentation de volume d'importation où l'admission d'une nouvelle marchandise à importer l'U. R. S. S. aura sa part automatiquement.

Le commerce entre les deux contractants est basé sur la balance nette et l'Iran ne permet l'importation des marchandises soviétiques sus-mentionnées qu'à la présentation préalable des certificats d'exportation des produits iraniens. Ainsi donc, les organisations économiques soviétiques et mixtes sont dispensées de l'obligation de la vente des devises. C'est le système de la balance des contrats.

Le Gouvernement iranien délivrera une sorte de licence générale, sans retards et formalités habituelles, aux organisations économiques soviétiques et mixtes pour l'importation des marchandises mentionnées dans la dite liste.

Les commandes du Gouvernement de l'Iran, les fabriques, les machines et autres accessoires dont l'installation con-

tribuerait à diminuer l'importation des produits étrangers dans notre pays, les matériels, et installations nécessaires aux organisations économiques soviétiques et mixtes qui ne se produisent pas chez nous n'entrent pas dans le compte de la balance nette.

Le sucre et les allumettes étant devenus en Iran l'objet d'un monopole d'État ¹, les parties contractantes conviennent que, pendant toute la durée de la présente convention, l'U. R. S. S. fournira au Gouvernement iranien la totalité des importations à effectuer. C'est ainsi pour l'importation de toute sa quantité du pétrole et de ses dérivés inclus dans la liste mentionnée.

Les parties conviennent du traitement de faveur pour leurs commerçants sur le territoire de l'autre. Mais l'U. R. S. S. n'a pas tenu cette promesse.

L'article XII parle de nos exportations ; « à l'exception des produits naturels et industriels de l'Iran dont l'exportation est généralement prohibée, l'exportation des autres produits, par les organisations économiques soviétiques et mixtes, s'effectuera librement, conformément aux lois en vigueur. L'exportation faite par les marchands iraniens vers l'Union compte dans la Balance, aussi bien l'importation que ceux-ci font des marchandises soviétiques en Iran.

Le traitement de la nation la plus favorisée est prévu pour tous les moyens de transports et autres.

L'article XV, confirmant l'article 12 du traité du 1^{er} octobre 1927, accorde la liberté du transit, à travers les territoires de l'Union, aux produits de l'Iran, à condition d'établir l'identité de ces produits ; les droits de douane acquittés à l'entrée seront remboursés à la sortie du ter-

1. Pour les dépenses de la construction du chemin de fer.

ritoire de l'U. R. S. S. On voit que les Soviets veulent tromper l'adversaire par des formalités sans qu'elles soient applicables.

Le Gouvernement soviétique accorde aussi le *libre transit* par ses territoires, à destination de notre pays, les marchandises mentionnées ci-dessous, en provenance des pays ayant avec l'Union un traité, un accord ou une convention commerciale :

1° Machines, outils ou matériels pour les besoins d'entreprises d'utilité publique ;

2° Médicaments de toute espèce et instruments de chirurgie ;

3° Papiers et imprimés ;

4° Oeufs de vers à soie ;

5° Thé ;

6° Articles d'éclairage et de chauffage ;

7° Bicyclettes, motocyclettes, voitures camions et pièces détachées.

Les commandes du Gouvernement de l'Iran, qui ne seraient pas destinées au commerce, fait dans les pays ayant un traité avec l'Union, à l'exception des armes et des munitions, auront le droit de transiter par le territoire de l'U. R. S. S. Mais si ces commandes ont été faites dans les pays n'ayant pas de traité avec les Soviets, le Gouvernement de l'Union accordera des facilités possibles.

L'article XVI et suivants sont relatifs à la navigation et qui donnent à la Russie soviétique le droit exclusif de naviguer sur la mer Caspienne ¹, étant donné que l'Iran

1. Avant cette date, par la liberté du Danube et les fleuves internationaux, les navires allemands et autres sont venus dans cette mer nous apporter leurs marchandises qu'ils vendaient d'ailleurs à très bon marché. Cela était contre l'intérêt des Soviets, c'est pourquoi cette convention interdit aux étrangers le droit de naviguer sur cette mer.

ne possède pour ainsi dire pas de navigation commerciale dans cette mer. Ce sont les navires russes qui font tout le trafic et retirent ainsi les avantages prévus par la Convention.

Voilà la liste des marchandises soviétiques à importer en Iran, au cours de l'année économique 1932-1933, conformément à l'article 10 de cette convention et annexée à celle-ci.

Marchandises.	Contingent général en rial.	Part de l'U.R.S.S.	Pourcentage de sa part.
Sucres	33.500.000	33.500.000	100
Allumettes	1.000.000	1.000.000	100
Kerozine.	5.875.000	5.875.000	100
Benzine	6.300.000	6.300.000	100
Mazout	450.000	450.000	100
Naphte	225.000	225.000	100
Goudrons et autres résidus	500.000	500.000	100
Huiles minérales . .	2.000.000	1.000.000	50
Tissus de coton . .	44.500.000	44.500.000	100
Métaux ouvrés . . .	4.370.000	2.840.000	65
Galoches	600.000	552.000	92
Ouvrages en caout- chouc	3.500.000	805.000	23
Porcelaine, faïence et verrerie	1.526.000	1.159.000	76
Ciment et ouvrage en ciment.	830.000	600.090	72,3
Œufs de vers à soie.	750.000	300.000	40
Produits chimiques .	500.000	250.000	50
Teintures et cou- leurs	1.550.000	198.000	12
Drogueries	2.000.000	400.000	20
Papiers et cartons .	1.660.000	1.120.000	66,3
Machines, moteurs, pièces de rechange, lampes électri- ques, etc.	5.800.000	3.108.800	53,6
Fils à coudre.	760.000	425.000	56
Toiles cirées	160.000	48.000	30
Cordes et ficelles . .	260.000	150.800	58

Marchandises	Contingent général en rial.	Part de l'U. R. S. S.	Pourcentage de sa part.
Eaux minérales et vins médicaux . .	66.000	36.960	56
Alcool pur	16.000	9.600	60
Savons parfumés . .	80.000	40.000	50
Bougies	80.000	16.000	20
Fourniture de bu- reaux	330.000	9.900	3
Appareils photogra- phiques, cinéma- tographiques et accessoires	260.000	39.000	15
Ouvrages en cuir . .	600.000	320.000	20
Végétaux et plantes .	50.000	32.000	65

Ainsi grâce au monopole du commerce extérieur et à cette convention, nous sommes arrivés à une sorte de *balance des contrats*, et même l'importation de certains objets russes ne nécessite pas d'exportation de nos produits.

Ceci a fait l'affaire du Gouvernement soviétique. Il ne demandait que de ne pas avoir à déboursier des devises dans ses rapports commerciaux avec l'Iran, et d'un autre côté ses importations ont été garanties et assurées par la convention. Les Soviets ne se soucient plus, en ce qui concerne leurs importations dans notre pays, car ils se sont réservés la part du lion pour tous les produits d'importation qu'ils produisent. Pour le sucre, les allumettes, le pétrole et ses dérivés, les tissus de coton, etc... l'U. R. S. S. obtint le monopole de les importer en Iran.

En ce qui concerne nos exportations, rien n'a été dit dans la convention, si ce n'est l'obligation de sortir pour autant de nos produits que la valeur des marchandises importées soviétiques, sauf exception.

Il n'a pas été mentionné, quels étaient nos produits d'exportation qui avaient et ont toujours, dans l'état de

choses actuel, tant besoin d'être exportés en Russie ; cela dépend du goût de cette dernière et de sa position économique.

Ni la loi du monopole, ni la convention du 27 octobre 1931 n'ont été capables de régulariser nos exportations dans nos rapports avec l'U. R. S. S., pourtant la plus grande cause de l'intervention du régime du monopole a été le voisinage de notre pays avec la Russie soviétique et l'interdépendance dans laquelle nous nous trouvions vis-à-vis de ce pays monopoliste.

C'est donc une erreur de croire combattre sur le terrain économique, avec exactement les mêmes moyens que l'adversaire, sans les avoir tout d'abord, adoptés aux circonstances.

De nombreux commerçants ne cessèrent de se plaindre des procédés des représentations commerciales soviétiques. La convention avait complètement oubliée la protection de nos commerçants et exportateurs, et même la composition de nos produits à exporter ; elle n'a fait que garantir au Soviets un pourcentage énorme pour nos importations des produits que ceux-ci ont besoin de nous vendre.

Les Soviets nous achètent des produits dont ils ont un besoin urgent pour compléter et équilibrer plus ou moins la « balance nette » qui a été le seul souci et trompe-l'œil des représentants de l'Iran, lors de la conclusion de l'accord.

Tandis que nos produits nordiques qui sont dans la nécessité absolue d'être exportés par les Soviets : le riz, le froment, les animaux, etc..., ne trouvent pas d'acheteurs ; les agriculteurs, les propriétaires et les commerçants se trouvent condamnés à la misère et à la ruine.

Pourquoi spécifier toutes les marchandises soviétiques à importer chez nous et ne pas dire quelques mots de nos

marchandises d'exportation qui ont tellement besoin d'être mentionnées dans une convention ?

Il est certain que l'U. R. S. S., dans les circonstances actuelles et le standard of live de sa population, ne désire pas acheter ou le moins possible de nos matières alimentaires c'est donc *une plus grande raison pour les insérer dans la convention.*

Les auteurs de cette convention du côté de l'Iran, n'avaient qu'une idée, insérer dans le traité le mot balance nette et l'équilibre complet, pour *respecter le texte même de la loi du monopole.* C'est une erreur de se contenter des mots et d'oublier les intérêts vitaux de l'économie du pays ; ce traité, au fond, n'est pas moins unilatéral que les précédents dans nos relations économiques avec la Russie.

§ 2. — L'ÉTAT DES RAPPORTS COMMERCIAUX IRANO-SOVIÉTIQUES, DEPUIS L'INSTITUTION DU RÉGIME DU MONOPOLE DU COMMERCE EXTÉRIEUR EN IRAN ET LA CONVENTION DU 27 OCTOBRE 1931.

Depuis l'avènement du régime du monopole, une diminution et un ralentissement sensibles se dessinent dans nos transactions avec l'Union soviétique, aussi bien du côté des importations que du côté des exportations. Les tableaux suivants montrent la diminution proportionnelle des importations soviétiques en Iran et celle de nos exportations dans l'Union depuis 1929.

A. Marche de ralentissement de nos importations soviétiques.

Années. . . .	1930	1931	1 ^{er} semestre 1932	2 ^e semestre 1932
Proportion . .	44	46	21	36

B. Marche de nos exportations en U. R. S. S.

Années. . . .	1930	1931	1 ^{er} semestre 1932	2 ^e semestre 1932
Proportion . .	60	32	18	14

Nous voyons, que, depuis le régime du monopole, nos exportations ont diminué plus que les importations soviétiques dans notre pays.

Dès la première année, le Gouvernement iranien s'est rendu compte que certaines importations étaient nécessaires à l'économie du pays et que l'on ne pouvait pas les effacer d'un seul coup. La situation à la fin de 1931 était telle que le Gouvernement décida de dédoubler le contingent des marchandises à importer entre juin 1931 et juin 1934, il a de plus fixé un contingent pour certains articles dont l'importation n'était pas autorisée jusqu'à ce jour.

Depuis 1932, comme il existait un besoin évident et urgent de pétrole soviétique, plusieurs règlements du Conseil des ministres ont paru pour permettre, en quantité nécessaire, l'importation de ce produit.

L'importation du pétrole soviétique et ses dérivés, pendant les trois mois du début de 1931 avant l'année économique, était de 66.510.531 Riels. Ces licences d'importation du pétrole avaient été prises contre les engagements suivants d'exportation de nos marchandises :

Exportation du riz, blé et froment : 2.122.696

Autres produits (matières premières) : 64.487.835

La part du riz, céréales, froments, c'est-à-dire nos produits alimentaires, était donc minime, ceci dans l'intérêt des Soviétiques et au détriment de nos cultivateurs et propriétaires nordiques.

Tous ces règlements du Conseil des ministres forment un échec, dès le début, au régime du Monopole ; on se rend compte que seule la diminution des importations ou le côté passif de la balance, sans une étude profonde de la

situation économique, n'est pas un bien, et que les *réalités économiques sont bien plus complexes*.

Ainsi depuis 1933, il y a eu une amélioration. Voyons en détail, la situation de ces transactions depuis 1931, année par année.

L'année économique 1931-1932.

Pendant la première année économique, après la loi du monopole, les Soviets se sont dépêchés pour acheter un peu trop de licences d'exportation, ce qui trompa les gens crédules. Mais les Soviets n'ont pas pu sortir pour autant de marchandises qu'ils avaient pris de licences.

Dans les premiers mois, il y a eu un léger relèvement dû à l'inquiétude des Soviets. Mais si nous comparons le chiffre de notre commerce soviétique pendant cette année économique 1931-1932 avec les années précédentes, il y a une diminution sensible dans ces transactions, car il ne faut pas oublier que le Rial, la nouvelle unité monétaire, vaut deux fois et demi moins que le Kran d'avant 1930.

Notre exportation vers l'U. R. S. S. était en 1931-1932 de :

250.953.000 Rials,

soit 36 p. 100 de toutes nos exportations.

Et l'importation soviétique en Iran remontait à :

268.585.000 Rials,

soit 43 p. 100 de toutes nos importations.

Ce qui fait un ensemble de transactions de :

519.538.000 Rials.

Le chiffre que traduit en Krande 1929 ne fait même pas 210.000.000 de Krans.

Dans le contingent de cette année, la part de l'Union était de :

301.433.640 Rials,

c'est-à-dire 52 p. 100 du total des marchandises à importer, mais ce contingent n'étant pas suffisant, le Conseil des ministres à été, à plusieurs reprises, obligé de le modifier.

Voilà les articles importés par les Soviets les plus importants pendant cette année économique :

Marchandises.	Prix en millions de rials.
Tissus de coton	125
Sucres.	52,2
Huiles minérales	49
Fer, acier, etc.	4
Verrerie	4
Machines, outils, voitures et pièces détachées.	3,5
Ciment brut	2,7
Autres produits	28,1

Les tissus de coton tiennent la première place dans ces importations, et le sucre, enchéri par sa monopolisation et sa diminution de consommation et enfin la création des raffineries nationales, est descendu à la deuxième place. Les huiles minérales, pétrole et benzine, remontent au troisième degré d'importance et font concurrence à l'Anglo Persian Oil C^{te}.

Pour ce qui est des exportations, le *coton* brut tient, comme toujours, la première place avec 104,2 millions de Rials, après quoi viennent le *riz* (33 millions), les *fruits* (26 millions), la *laine* brute (22 millions), les animaux vivants (12,4 millions de Rials, les peaux brutes (18,5 millions de Rials), etc...

Il faut ajouter à 250.950.000 Rials, chiffre de nos expor-

tations dans l'Union, celle des produits des pêcheries de la mer Caspienne par la société mixte.

Poissons gelés séchés ou salés . . .	9.025.378 rials.
Caviar	6.230.983 —
Ce qui fait un total de	<u>15.930.361 rials.</u>

Total général d'exportation, qui forme la balance nette et l'égalité complète de nos importations soviétiques avec nos exportations vers l'Union, fait :

266.900.000.

Ce relèvement apparent ¹ était surtout causé par la crainte des Soviets et leurs achats trop grands de licences d'exportation. Nous verrons que nos exportations vont en diminuant après cette date.

L'année économique 1932-1933.

Les relations commerciales entre l'U. R. S. S. et notre pays, dès le début de cette année, sont basées sur la convention d'établissement de commerce et de navigation du 27 octobre 1931.

Le commerce irano-soviétique, comparativement à l'année précédente, accuse une diminution :

de 67.439.166 Rials à l'importation,
et 134.204.890 Rials à l'exportation.

La première année n'étant pas normale, la deuxième démontre clairement l'insuccès du régime du monopole.

La diminution est surtout portée sur nos exportations que nous voulions, par ce régime, augmenter ; nos meilleurs articles d'exportation comme le coton, les fruits, la laine, les gommés, le riz, etc..., ont diminué sensiblement.

Les commerçants iraniens, très atteints par cette dimi-

nution de nos exportations et lassés de l'inaction gouvernementale, arrêterent, depuis janvier 1933, toute transaction avec la Représentation commerciale soviétique.

A la suite d'une requête à S. M. Impériale, une conférence économique réunie en avril 1933, et la Chambre de Commerce de Téhéran finirent par demander la dénonciation de l'accord commercial de 1931, dont l'application causait de grosses pertes aux commerçants iraniens.

Des échanges de vue amicaux ont eu lieu à cette occasion, mais comme toujours sans résultat.

A l'issue de sa deuxième séance extraordinaire, la Chambre de commerce en présence de la Représentation commerciale soviétique a permis de mettre au clair certaines questions relatives aux plaintes des commerçants iraniens ; et il a été décidé que le commerce irano-soviétique devrait être fait *par les deux Gouvernements* ; c'est-à-dire que nos commerçants n'auraient plus à s'adresser aux représentants commerciaux de l'U. R. S. S. pour faire des achats ou des ventes, mais plutôt au Gouvernement de l'Iran qui leur servirait d'intermédiaire.

Ce n'était qu'un projet, fort heureusement, on voit clairement l'impossibilité de l'intervention gouvernementale dans les relations économiques de cette façon là.

En outre, il a été décidé que l'estimation des marchandises importées ou exportées serait faite désormais sur la base des prix calculés en devises étrangères, au cours du jour.

En novembre 1932, le Conseil des ministres, par l'ordre de S. M. Impériale, a tenu une séance pour trouver les moyens de remédier à cet état de choses ; les commerçants demandèrent au Gouvernement de fixer les prix des marchandises importées et exportées, afin qu'ils sachent à quoi

s'en tenir dans leurs relations avec l'U. R. S. S. Ils ont demandé également l'aide du Gouvernement pour *centraliser et relever le commerce* avec une organisation forte contre les Soviets.

Tout ceci n'a pas abouti à un bon résultat.

Dans tout ceci, le monopole du commerce extérieur en Iran n'a fait qu'augmenter les formalités et gênes que subissaient déjà nos exportateurs à leur entrée en Russie, à la sortie de notre pays d'autres ennuis venaient les décourager davantage.

Dans la convention, on n'avait pris aucune mesure pour protéger nos exportateurs nationaux croyant que le monopole du commerce extérieur et le joli mot de la *balance nette* suffiraient pour les protéger.

L'année économique 1933-1934.

À partir de 1933, à cause des mesures qui ont été prises en quelque sorte pour atténuer la rudesse du régime du Monopole, le Gouvernement apporta des améliorations et le chiffre des transactions augmente.

Il y a eu, depuis cette date, une reprise des relations commerciales avec l'U. R. S. S., mais le chiffre de ces transactions est toujours en diminution.

Les Soviets nous achetèrent en 1933-1934 une quantité assez importante de laine et peaux brutes, nos exportations sont loin d'atteindre le chiffre de 1926-1927 et même celui de 1929, mais elles diminuent encore. Le chiffre des *importations* soviétiques dans notre pays était, pendant l'année économique 1933-1934, de,

145.183.270 Rials,

et si nous comptons les importations permises sous mention

de douane, qui montaient, pendant cette année économique, à 2.478.141, cela fait un chiffre global d'importation de :

148.661.411 Rials.

Les tissus de coton tiennent toujours la première place parmi les marchandises importées chez nous du pays des Soviets, mais leur chiffre a beaucoup diminué, il n'était que de : 36.633.000 Rials pendant cette période.

Les sucres sont descendus à la troisième place et ils n'atteignent que le chiffre de 16 millions et demi en 1933-1934. La cause en est la restriction de la consommation du sucre due à la cherté du prix de cette marchandise par suite de sa monopolisation et aussi à la création de certaines raffineries dans le pays.

Une autre et nouvelle sorte de marchandise est venue augmenter les importations soviétiques dans notre pays en y occupant la deuxième place, c'est tout le *matériel de chemin de fer*, lequel relevait en 1933-1934, à :

36.361.411 rials. Les huiles minérales viennent en quatrième lieu avec 14 millions et le ciment, avec 13 millions, au cinquième rang.

Pour ce qui est de *nos exportations*, on ne peut signaler qu'une nouvelle diminution, elles n'atteignaient en 1933-1934 que le chiffre de :

90.238.590 Rials,

et si nous comptons l'exportation des produits des pêcheries de la mer Caspienne qui atteignait : 14.190.475, le chiffre global de nos exportations en Russie soviétique était de

104.439.065 rials, en 1933-1934,

ce qui est bien inférieur au chiffre de la première année

(257 millions) et même à celui de l'année précédente (116,7 millions).

Où est donc ce joli mot de la « balance nette », et quel est donc ce bienfait de la loi du monopole, qui avait pour grand but l'augmentation de nos exportations ?

Le matériel nécessaire au chemin de fer ne compte pas dans le calcul de la balance, car, *soit disant*, c'est un des travaux de première importance pour le pays.

Quand à la composition de nos exportations en U. R. S. S., le coton brut tient, comme toujours la première place, mais avec 28 millions de rials seulement, la laine est montée au deuxième rang avec 20 millions. Ce sont des matières premières dont l'Union a besoin, tandis que les fruits, le riz, le froment et autres matières alimentaires sont réduits au minimum. Par exemple pour les fruits, matière très importante dans nos exportations d'avant-guerre, on remarque le chiffre de : 249.703 Rials, ce qui fait, en prenant en considération la valeur du Kran, 1 /400 du *chiffre* de 1916-1917. C'est aussi pour les autres produits alimentaires. On peut deviner le résultat de cet état de choses ; la misère de nos paysans et propriétaires, la ruine de nos commerçants et industriels, et enfin la condamnation à mort de notre économie et du peuple iranien.

S'il y a eu un petit relèvement des transactions au début de cette année, il était surtout du côté de nos importations et le Gouvernement de l'Iran se vante d'acheter du matériel du chemin de fer au moment où le pays est condamné à la misère et à la ruine.

Ici, il faut signaler que la concurrence japonaise inquiète fortement l'Union soviétique. Les marchandises japonaises commençaient à venir se vendre à très bon marché depuis le commencement de 1933 sur le marché iranien, et

l'U. R. S. S. n'aime pas des concurrents aussi redoutables que le Japon sur le marché où elle a toujours possédé une sorte de monopole, c'est pourquoi elle nous a vendu à meilleur compte.

Un autre facteur du relèvement de ces importations, c'est que, depuis le 11 novembre 1932, l'importation du sucre, comme celle des allumettes furent monopolisées par l'État iranien et concédé par le Gouvernement à la Russie soviétique.

Tout cela n'empêche pas que le chiffre de notre commerce avec les Soviets reste très inférieur à ceux des années précédentes, et cette diminution est énorme si nous prenons pour unité le Kran de 1929.

Pour l'année économique 1934-1935.

Il n'y a pas d'amélioration dans la situation, sinon une diminution.

Les statistiques douanières accusent pour les six premiers mois de cette année presque 70 du côté de nos importations venant du pays des Soviets et 52 millions pour nos exportations en U. R. S. S. Nous voyons qu'il n'y a aucun relèvement du volume de nos échanges soviétiques, et surtout notre balance reste toujours déficitaire du côté de l'Union. Ainsi donc, nos exportations vers l'U. R. S. S. n'ont jamais atteint le chiffre minimum prévu par la Convention (250 millions).

Voilà donc, en quelques mots, les *effets* de la loi du monopole :

- 1^o Diminution de notre commerce général ;
- 2^o Diminution, très sensible, du commerce et échanges irano-soviétiques ;
- 3^o Découragement et ruine de nos commerçants ;

4° La hausse des prix, diminution de nos exportations, fléchissement de notre pouvoir d'achat ;

5° Aucune aide sérieuse à l'industrie, l'agriculture se ruine par le manque de débouchés et de capitaux ;

6° Pas une grande influence sur la stabilité monétaire ;

7° Misère sociale ;

8° Elle a contraint, évidemment les Soviets à traiter, mais quel traité !... ses conséquences sont encore plus néfastes que celles de la loi elle-même.

SECTION III. — Critiques et moyens proposés.

§ 1. — CRITIQUES

Chez nous en l'absence d'économistes qualifiés, il s'est trouvé que le Gouvernement n'a pas connu les nécessités et les besoins économiques de notre pays et, malgré tout le désir qu'il en avait, n'a pas pu améliorer la situation.

Il est donc de première importance pour nous, possédant des connaissances économiques et voulant servir notre pays, de présenter des moyens d'assainir la situation économique de celui-ci, sans être charlatans et hypocrites, *parler au point de vue de la science économique et des nécessités de notre pays.*

Il est vrai qu'aujourd'hui, avec toutes les difficultés des échanges internationaux, des crises de surproduction, etc..., presque tous les pays désirent se suffire à eux-mêmes et fermer leurs frontières aux produits étrangers, c'est-à-dire revenir, en quelque sorte à l'économie fermée ; les contingents semblent être des exemples de cette nature pour réaliser l'isolement national que les droits de douane ne permettent pas d'atteindre. Mais cela ne sert qu'à

conduire aux accords de réciprocité pour garantir les relations équitables et heureuses entre les contractants.

Il ne faut pas croire que ces contingentements sont quelque chose de permanent en un système nouveau pour l'organisation des échanges internationaux, tout au contraire ce sont des *mesures de circonstances* pour protéger certains intérêts nationaux en face d'un ou plusieurs autres pays et les obliger à contracter des accords équitables. Mais il faut évidemment que les représentants et auteurs de ces accords soient assez initiés pour ne pas se laisser influencer par les mots et oublier les intérêts vitaux de leurs pays.

En ce qui concerne la France, le système des contingents n'est, en réalité, qu'une prime à l'exportation déguisée. La France, placée entre les pays manufacturiers à l'extrême, comme l'Allemagne et l'Angleterre, doit protéger son industrie et ses travailleurs. Les contingents n'existent dans ce pays que pour certains articles d'importation, en réglant la quantité à importer ; il n'y a pas de formalités vexatoires pour les importations, les exportations ne sont assujetties à aucune formalité, et le commerce extérieur n'y est pas un monopole d'État. Malgré cela, il y a eu des attaques contre ce système.

Ainsi donc dans l'ordre international, le régime des contingents et surtout celui du *Monopole du commerce extérieur*, n'est pas un système recommandable, et tout au moins ces systèmes ne peuvent être qu'une *mesure de circonstance* et non pas un régime durable.

En ce qui concerne la Russie soviétique, nous avons déjà expliqué, dans le titre précédent, que les circonstances économiques y sont complètement différentes de celles de nos sociétés capitalistes ; la socialisation de toutes les

branches de l'économie nationale, qui passent entre les mains de l'État, a fait de lui le maître absolu de tous les ressorts de la vie économique de l'U. R. S. S.

Ainsi *il n'est possible* d'adopter le régime du monopole *qu'après avoir organisé et socialisé ou étatisé tous les moyens de production* pour pouvoir déterminer leur prix, et qu'après que l'État ait pu avoir la maîtrise du mécanisme de toute l'économie du pays ; sinon le monopole du commerce extérieur ne fera qu'aggraver le mal.

En ce qui concerne l'état de nos relations commerciales avec l'Union soviétique, il est incontestable que l'U. R. S. S. constitue pour nous une voisine redoutable au point de vue économique, et que le commerce russe menace d'étouffer l'économie iranienne. Il est donc de première nécessité d'organiser un régime de protection de notre économie en face de la Russie soviétique, mais cela ne veut pas dire qu'il faille prendre exactement le même régime que celui qui ne convient qu'à un pays socialiste comme l'Union Soviétique.

Nous pourrions avec un régime approprié de protection douanière, sinon supprimer du moins atténuer le danger du commerce bolchevik, comme nous allons le démontrer un peu plus loin, en parlant des moyens. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, c'est *qu'il faut adopter les moyens aux possibilités économiques du pays* dans lequel on veut les introduire et non pas copier ce qui se passe dans un autre pays qui possède une situation complètement différente.

Comme nous avons expliqué dans la section précédente, le chiffre de notre commerce général a beaucoup diminué ainsi que le volume de nos transactions avec l'U. R. S. S. depuis l'avènement du régime du monopole, surtout si nous prenons pour base le Kran de 1929. En 1933-1934, le

chiffre global de notre commerce soviétique atteint à peine 252 millions de Rials, ce qui ne fait que presque 100 millions de Krans d'avant 1930. La diminution est donc énorme et surtout du côté de nos exportations pour le relèvement desquelles la loi du monopole était intervenue. Ici la loi du monopole n'a pas satisfait le but que l'on attendait d'elle.

Nos importations ont certes fléchi mais surtout nos exportations sont les plus atteintes par ce régime, nos exportateurs qui redoutaient déjà les formalités et gênes de la douane russe, se sont vus obligés d'entrer dans la paperasserie et difficultés de toutes sortes à la sortie de nos frontières.

Il est donc maladroit de mettre tant de formalités pour décourager notre commerce et nos commerçants, qui se sont complètement ruinés, au lieu de les aider et les encourager.

Pour ce qui est des autres pays, clients ou fournisseurs autres que la Russie soviétique, nous n'avons pas besoin de gêner leur commerce de cette façon-là. Une technique douanière appropriée serait nécessaire et suffisante pour le relèvement de notre économie et le volume de notre transaction avec ces puissances ; et même un abaissement des droits (ou prime à l'importation) sur certains produits similaires russes venant des autres pays et n'étant pas produit chez nous, serait une représaille utile vis-à-vis de l'U. R. S. S.

L'État étant mauvais industriel et mauvais commerçant ne peut pas se rendre compte des réalités et nécessités économiques du pays, la paperasserie et les rouages administratifs compliqués ne font que décourager le développement de notre commerce et l'intuitive de nos commerçants.

Certes, il faut que le Gouvernement aide le commerce, l'industrie et l'agriculture nationales, mais nous le dirons par quels moyens et comment ? L'industrie qui n'a pas de capital, ni organisation, ni primes ne peut pas se développer, même et surtout sans la concurrence étrangère ; l'agriculture a besoin des crédits, méthodes, organisation, tarifs protecteurs et enfin des débouchés et des primes, dans certaines circonstances, avec des moyens de transport à bon marché.

Ainsi donc même au point de vue de la force productrice, le monopole du commerce extérieur n'est pas le sauveur de notre économie et tout au contraire c'est un facteur de découragement pour nos producteurs et nos commerçants ; la cherté des prix intérieurs résultante de ce régime, augmente le prix de revient et le coût de la vie et par là même contribue à la cherté de nos produits sur les marchés mondiaux, ce qui diminue la demande de nos marchandises sur ces marchés d'où la ruine de nos producteurs et commerçants.

Une conséquence de la loi du monopole a été la convention du 27 octobre 1931, et c'est même une des causes principales, sinon la plus grande de l'introduction du régime de monopole dans notre pays que d'obliger le Gouvernement soviétique à traiter.

Eh bien ! cette convention est intervenue, et nous voilà bien avancés dans la voie d'assainissement de nos relations économiques avec l'U. R. S. S. !... La protection de nos exportateurs et la composition de notre exportation dans l'Union ont été complètement oubliées par les auteurs de cette convention, qui ne pensaient qu'à obéir au texte même de la loi du monopole en y insérant le mot *balance nette*. On n'a fait que garantir au Gouvernement de Moscou

un pourcentage énorme pour tous les produits importants que celui-ci a besoin de nous vendre, sans penser à certains de nos produits d'exportation qui ont tant besoin d'être exportés par les Soviets et dont ceux-ci ne veulent pas. En réalité, la convention du 27 octobre 1931 a tranquilisé les Soviets en ce qui concerne leurs importations et ceux-ci ne font qu'ennuyer nos exportateurs et commerçants à leur entrée en Russie.

Il est certain que les Soviets ne veulent pas acheter nos produits alimentaires, c'était donc une plus grande raison d'insérer ces produits dans la convention. En ce qui concerne nos matières premières nécessaires à l'industrie russe, les commerçants iraniens avaient demandé au Gouvernement de déterminer le prix de ces matières dans la convention, car les Soviets, une fois le commerçant en Russie avec ses marchandises, lui offrent des prix dérisoires le croyant dans la nécessité de vendre; et même sur le marché intérieur la Représentation commerciale soviétique use de tous les procédés pour obliger les commerçants privés à vendre leurs marchandises bien meilleur marché que le prix qui figure dans le compte de la fameuse Balance nette, laquelle n'a jamais été équilibrée depuis 1932.

C'est ainsi que les commerçants iraniens ont organisé en 1932 le boycottage des produits soviétiques, afin de forcer le Gouvernement à réviser l'accord commercial conclu le 27 octobre 1931 avec l'U. R. S. S. En même temps, la presse mène une violente campagne contre les procédés peu honnêtes de la Russie soviétique. L'ambassadeur de l'Union à Téhéran a remis une note officielle de protestation au Gouvernement de l'Iran, ce dernier s'efforça d'apporter une solution satisfaisante au problème posé par la mainmise des Soviets sur le commerce iranien

dans l'Azerbaïdjan et les provinces caspiennes. Ces marchés étaient inondés de cotonnades russes et une vive poussée de nationalisme se faisait jour en ce moment dans notre pays. Où était donc le bienfait de la loi du monopole pour empêcher l'entrée des produits russes et encourager nos exportations ? Le Gouvernement n'a pas encore trouvé la source du mal et n'a pas encore apporté une solution efficace à ce problème qui devient de plus en plus redoutable.

Nos commerçants ne sont pas armés, pour la bonne raison qu'ils ne sont pas organisés pour lutter contre les organisations soviétiques fortement soutenues par le Gouvernement de Moscou, de plus ils manquent de capitaux suffisants et sont réduits à la misère par suite des mesures récentes et l'état de nos transactions avec l'U. R. S. S.

Tout ceci n'a pas changé la loi douanière de 1928 et la convention irano-soviétique de 1929 qui restent à la base de notre politique tarifaire et qui diminuent sensiblement nos recettes budgétaires.

§ 2. — LES MOYENS PROPOSÉS

Après avoir démontré les résultats peu satisfaisants du régime du monopole et les effets néfastes de la convention du 27 octobre 1931, nous allons passer en revue les moyens que nous jugeons utiles pour le relèvement de notre économie et aussi pour pouvoir lutter efficacement contre la tactique commerciale de la Russie monopoliste.

I. — Le premier moyen consiste dans l'organisation du commerce avec l'intervention de l'État.

Le Gouvernement doit encourager les *ententes* commer-

ciales et même industrielles, en les faisant jouir d'un régime de faveur et même en y prenant part comme actionnaire.

L'institution des sociétés, surtout des sociétés par actions, des cartels et des sociétés d'exportation, est une question de la plus haute importance pour pouvoir lutter à armes égales contre les organisations économiques fortes de l'U. R. S. S. Ces sociétés et organisations connaîtront, bien mieux que le Gouvernement, les nécessités économiques du pays, en même temps la liberté du commerce et le libre jeu de l'intérêt, non particulier mais collectif et général, y trouveront satisfaction.

Mais les Iraniens, comme les Français, sont souvent individualistes et ne possèdent aucunement le sens de l'organisation par habitude, il faudrait une intervention du pouvoir public pour les guider et leur montrer le chemin, après ils y prendront goût.

Toutes ces sociétés d'exportation auront un organe ou un *conseil supérieur* dont les membres seront choisis par elles, et qui prendra des mesures dans l'intérêt de l'exportation en général ; la nomenclature des marchandises à exporter, leur pourcentage, les modes de préparation et d'emballage, formation des prix, conditions de fabrication des matières, manufacturées, comme les tapis, etc..., connaissance des marchés, leurs avantages et inconvénients.

Quels seront les avantages de ce système ?

- a) Le commerce prendra une marche régulière ;
- b) L'intérêt général du commerce sera visé en connaissance de cause ;
- c) Nos exportations seront régularisées et encouragées ;
- d) Nos commerçants pourront lutter contre les institutions économiques fortement organisées en Russie soviétique ;

e) Les capitaux seront concentrés et plus profitables ;

f) Ces sociétés pourront posséder des camions et moyens de transport qui leur reviendront bien meilleur marché et par là même leur prix de revient sera diminué et ces produits trouveront plus facilement des débouchés.

L'État doit intervenir en diminuant les taxes et les impôts sur ces organisations et les encourager par les primes de toutes sortes, du moins au commencement ; il pourra même y prendre part en devenant actionnaire dans les sociétés anonymes, sans dépasser pourtant le tiers du capital de chaque société, il aura ainsi des représentants au sein du conseil supérieur des sociétés, où il pourra défendre l'intérêt général de l'État.

II. — Le Deuxième moyen, aussi important, sinon plus urgent, est l'organisation, par le vote d'une loi, d'un système douanier protecteur, après la suppression du monopole du commerce extérieur.

Il est certain que cette loi doit défendre nos producteurs contre les importations étrangères surtout soviétiques, mais cela doit être conçu d'après un plan déterminé après une étude des nécessités économiques de notre pays, nous allons en poser les grandes lignes.

Qu'est-ce que d'abord, les importations ?

Ce sont les produits étrangers achetés par nos consommateurs nationaux.

Pourquoi nos consommateurs achètent-ils des marchandises étrangères ?

La raison en est de trois sortes :

A. Ils achètent des marchandises qui n'ont pas de similaire dans le pays, mais celles-ci peuvent être de deux espèces.

a) Premièrement, celles qui sont des superflus et objets

de luxe dont ces consommateurs peuvent bien se passer, les droits doivent être assez forts sur ces objets, mais sans exagération, le but en reste toujours fiscal, quoique parfois moralisateur ;

b) En second lieu, ce sont des produits qui ont des emplois productifs dans notre pays, sans qu'ils soient produits eux-mêmes chez nous, il leur faut donc des tarifs de faveur.

Mais ici il faudrait prendre des mesures de représailles vis-à-vis de la Russie soviétique pendant tout le temps qu'elle entrave notre commerce d'exportation :

1° En diminuant les droits sur les marchandises similaires des produits russes qui ne sont pas produits chez nous et qui sont nécessaires à notre économie. C'est une sorte de prime à l'importation et en même temps une représaille en face de l'Union ;

2° En établissant des tarifs très forts sur les marchandises spécifiées et spécialisées russes, des prohibitions, si besoin en est, pour obliger le Gouvernement soviétique à conclure une convention équitable et à ne pas entraver nos exportations dans ce pays.

B. La deuxième sorte de produits étrangers que nos consommateurs achètent ce sont des marchandises qui sont produites dans notre pays, mais à un prix supérieur au prix de celles qui viennent de l'étranger.

o) Dans ce cas la production nationale doit être protégée contre la concurrence étrangère par l'institution des tarifs protecteurs ordonnés selon le plan de l'industrie et de l'agriculture nationales : diminuer les droits sur les produits nécessaires à l'industrie qui ne sont pas produits dans l'Iran ou sur les machines et outils nécessités par l'équipement industriel et agricole ; augmenter les droits sur les mar-

chandises étrangères voulant concurrencer nos produits industriels et agricoles sur le marché intérieur.

Pour un pays, comme le nôtre, encore jeune dans la voie des progrès modernes ; il n'y a qu'un moyen de lutter à armes égales avec les pays dont la technique est supérieure à la sienne, c'est de dresser des barrières douanières à l'abri desquelles il aura le temps de mettre sa jeune industrie au point, et de perfectionner ses méthodes agraires.

Il est vrai qu'ici nous suivons les conseils du grand économiste Frédéric List, mais cette politique douanière ne doit pas mettre complètement nos fabricants et producteurs à l'abri de toute concurrence, car ceux-ci se voyant bien protégés et pour longtemps, ils ne se soucieront pas d'améliorer la qualité de leurs produits et de profiter des perfectionnements apportés à l'étranger aux machines et aux instruments.

Il faudrait donc que ces tarifs protecteurs soient fondés sur les nécessités de la production nationale, sans pourtant supprimer complètement la concurrence.

b) En même temps, il faudrait par tous les moyens diminuer le prix de revient de nos marchandises, en accordant des primes directes ou indirectes à l'industrie, à l'agriculture et même au commerce d'exportation.

L'État augmente ses recettes en majorant les droits sur les importations étrangères qui veulent concurrencer notre production nationale, le même surplus de droit va servir à encourager nos fabricants en diminuant les charges qui leur incombent et par là même diminuer leur prix de revient.

C. La troisième raison pour laquelle nos consommateurs nationaux achètent des produits étrangers, c'est que ceux-ci avec le même prix possèdent une qualité supérieure aux

marchandises similaires nationales. Ici l'État doit aider nos producteurs et industriels à fabriquer dans de meilleures conditions. Une *entente industrielle* sera nécessaire pour cette amélioration. Nous parlerons de l'intervention de l'État, dans la production, un peu plus loin.

III. — Le troisième moyen, qui est en quelque sorte le résultat des deux premiers, c'est que les Soviets seront obligés de passer une convention avec l'Iran, pour échapper à l'application des représailles et de droits forts sur leur importations dans notre pays, et en espérant, encore une fois, tromper l'adversaire.

Mais le Gouvernement, par expérience doit prendre toutes les mesures nécessaires et prudentes pour choisir des personnes qualifiées et connaissant la situation économique de notre pays, en même temps courageuses et tenaces pour ne pas se laisser intimider en préparant les bases de l'accord commercial irano-soviétique, si important pour notre économie. Ainsi cette fois-ci, nous aurons un traité bilatéral, dans lequel l'intérêt de notre économie sera visé.

Une réunion d'économistes, de personnes avisées et de grands commerçants sera utile pour la préparation du projet de cette convention.

Nos produits d'exportations seront insérés dans un chapitre spécial ; les vexations et les gênes des Soviets sur nos exportateurs donneront le droit à des traitements semblables du côté iranien sur les marchands et institutions importateurs russes dans notre pays.

Un pourcentage déterminera l'exportation annuelle de nos produits alimentaires dans l'Union et pour chaque entrave le Gouvernement de l'Iran aura le droit d'instituer un régime de représailles.

Au cas où les Soviets contreviendraient à un de ces

engagements pris par la convention, l'Iran prendra sa liberté d'action et elle agira, comme nous avons expliqué en ce qui concernait le deuxième moyen, contre les Soviets.

IV. — Toutes ces mesures citées plus haut sont surtout pour relever le commerce irano-soviétique et pour mettre en règle dans nos transactions avec l'U. R. S. S., si nécessaire à notre économie dans l'état de choses actuel.

Mais il faudrait, d'un autre côté, préparer le terrain petit à petit, pour pouvoir se passer du commerce russe, ce qui n'est d'ailleurs pas une tâche très facile.

Nous savons qu'elle était et qu'elle est encore la cause essentielle de l'interdépendance économique dans laquelle nous nous trouvions et nous trouvons vis-à-vis de la Russie, c'était et reste encore la rareté des voies de communication faciles et des routes bien entretenues. Donc un premier moyen pour pouvoir se passer de commerce avec nos redoutables voisins nordiques consisterait dans *l'extension des réseaux routiers*.

Dans une conférence, après son voyage, en Iran, M. Brilouin a précisé d'abord la situation d'isolement presque complète dans laquelle l'Iran, privée des voies de communication, se trouvait avant la guerre. Et c'était pour cela même que la Russie lui avait imposé le monopole de fait du commerce de ses provinces du Nord, en y faisant la loi du marché sans concurrent. En dehors de pistes de caravanes, elles n'avait que quelques chaussées et routes dont la plus parfaite et en même temps la plus courte était la chaussée d'Anzali-Racht-Téhéran qui était construite par les Russes et dans l'intérêt de leur commerce. Il y a eu des organisations provisoires faites pendant la guerre par les belligérants, malgré la neutralité de l'Iran et con-

tinuées après l'armistice pour établir une route de Bagdad à Téhéran, puis une autre des Indes à Machad, et enfin une troisième de Bouchir, sur le Golfe Persique, à Hamadan, Kasevine et Téhéran. Les communications de l'Iran presque interrompues par la Révolution Russe sur la route du nord, se développaient dès lors considérablement par le Golfe Persique et la Mésopotamie, après l'arrivée des Anglais à Bagdad. Grâce à la nouvelle route Kamikine-Téhéran, Bagdad, port fluvial, devenait un grand centre d'échange entre l'Iran et l'Europe. Ensuite, grâce à la réalisation par le consul de France à Bagdad de la première traversée automobile du désert de Syrie sans escorte, la circulation automobile du Liban et de la Syrie vers Bagdad et la liaison directe de la Méditerranée et des Échelles du Levant avec l'Iran devenait aussitôt possible. Dès 1924, les services automobiles fréquents ne demandaient que six jours pour relier Beyrouth à Téhéran, en 1935 ce parcours s'effectue en trois jours.

Ainsi, à part l'entretien de la construction parfaite des chaussées dans notre pays, il faudrait un accord avec la France, qui a toujours été notre alliée intellectuelle sans jamais chercher des intérêts matériels en Iran. Par sa situation de mandataire du Liban et de principal metteur en scène de la communication Beyrouth-Bagdad, la France facilitera notre communication avec l'Europe par cette voie.

Il est donc de première nécessité pour notre situation économique de construire et développer des réseaux routiers, des chaussées et des routes bien entretenues pour la circulation des voitures automobiles et camions.

L'intervention de l'État est nécessaire :

1^o Pour la construction et l'entretien des routes surtout

des lignes qui relient le nord au sud, le nord à l'Est, l'Ouest à l'Est et au sud;

2° Pour l'organisation des sociétés de transports ; leur accorder des faveurs et les aider à diminuer leur prix de revient, etc...;

3° Pour la détermination d'itinéraire, l'horaire, les prix, le contenu et l'état des voitures par un contrôle et des sanctions sévères.

L'apparition de l'automobile en Iran en tant que moyen de transport plus ou moins répandu, date de la fin de la guerre. En 1930, il y avait plus de 8.000 automobiles et camions dans ce pays et depuis ce chiffre a beaucoup augmenté. L'extension de quelques réseaux routiers et une plus grande sécurité des routes due à la plus grande emprise du pouvoir central sur les tribus ; l'activité civilisatrice de S. M. I. poursuivant la modernisation du pays, toutes ces raisons doivent contribuer à une expansion rapide des moyens de transport modernes, l'automobile et les camions en premier lieu. Il faudrait encore une diminution du prix de l'essence lequel a déjà sensiblement diminué du fait de la concurrence du Persaznaft avec Anglo-Persian Oil C^{ie}.

En ce qui concerne les voies ferrées à notre avis dans les circonstances actuelles, le pays peu peuplé, les centres loin les uns des autres, capitaux rares, etc..., il est préférable de construire des routes carrossables au lieu de voies ferrées. Les dépenses de celles-ci seront bien supérieures à celles des routes et surtout exigent l'exportation de nos capitaux vers l'étranger, en achetant des rails, traverses, passerelles, locomotives, voitures, fourgons et tout le matériel nécessaires au chemin de fer ; sans compter les appointements des spécialistes, ingénieurs et techniciens

étrangers, et enfin les profits des sociétés concessionnaires étrangères sont des éléments passifs dans la balance.

Tout ceci sort du pays en pesant lourdement sur notre balance des comptes, le pays devient pauvre au moment où il a tant besoin de capitaux. C'est un danger grave pour notre économie d'exporter nos restants de petits capitaux.

Tandis que pour la construction des routes, on peut tout produire dans le pays, la masse travailleuse iranienne, nos ingénieurs et contremaîtres, assez qualifiés, suffiront pour l'accomplissement de cette tâche avec l'aide de quelques ingénieurs spécialistes étrangers, si besoin en est.

Ainsi avec la somme à dépenser pour une seule ligne de chemin de fer, le Gouvernement pourra construire presque toutes les grandes routes commerciales de notre pays avec des méthodes les plus modernes et perfectionnées, sans que ces capitaux sortent de nos frontières, ce qui est très heureux pour un pays qui en manque surtout.

Pour l'importation des automobiles et camions, l'exportation des capitaux est presque minime, surtout que les carrosseries et l'intérieur des camions sont souvent fabriqués en Iran.

Aujourd'hui dans les grands pays civilisés et très peuplés, on se rend compte des inconvénients du chemin de fer et presque dans tous ces pays les réseaux ferrés sont en déficit, d'autre part le transport par camions et automobiles prend une importance considérable dans le monde en faisant concurrence au chemin de fer ; dans tous les pays où existent des voies ferrées, on ne fait que protéger les chemins de fer, existants contre la concurrence des sociétés de transport par automobiles et camions. On a même inventé dans ces dernières années, des voitures et camions marchant avec

du bois et du charbon. Mais l'essence et la benzine existent en abondance dans notre pays, une intervention du pouvoir public sera nécessaire pour diminuer le prix de ces carburants.

Dans ces conditions, ce n'est qu'ignorer les besoins économiques de notre pays et la situation des transports internationaux que d'entreprendre la construction des chemins de fer. Il est même étonnant de la part de mon collègue, M. Amini, de proposer l'entretien d'une autre ligne de chemin de fer Est-Ouest.

Il faudrait d'abord voir s'il est possible d'augmenter les impôts, est-ce que la misère sociale n'est déjà pas suffisante pour qu'on se rende compte de l'impossibilité de demander à ce peuple des charges supplémentaires ; les capitaux si rares dans le pays, les revenus qui sont devenus minimes à cause de la diminution de notre exportation, de la crise monétaire et des crises économiques, notre défectueux régime douanier, etc... La population : cultivateurs, propriétaires, industriels et commerçants sont tous condamnés à la misère, ils n'ont, sauf une petite exception, que juste un petit revenu pour vivre au jour le jour, et, encore difficilement, avec la cherté de tous les produits résultant du régime du monopole et les charges leur incombant pour des dépenses de la ligne déjà en construction.

Est-ce qu'on peut continuer longtemps à exporter le restant des petits capitaux du pays et à prendre presque tous les revenus du peuple et les exporter à l'étranger afin de pouvoir dire que nous possédons, comme tel ou tel pays, une ou plusieurs lignes de chemin de fer ? et aussi les dépenses d'entretien, le déficit du réseau ferré pèsera toujours sur nos finances publiques. Et chaque ligne ne travaillera qu'un ou deux mois par an, pendant la saison des produits

des contrées qui se trouvent sur son chemin et encore avec de gros déficits.

C'est donc un jeu d'enfant et la méconnaissance complète de toutes les nécessités économiques de notre pays que de raisonner ainsi, et de proposer la construction de nouvelles lignes de chemin de fer.

L'Iran pourra très bien devenir un pays de transit et d'exportation avec les routes bien entretenues, sans avoir besoin d'exporter le restant de ses petits capitaux et sans se ruiner peu à peu. Il serait préférable de réunir ces capitaux pour exploiter, avec l'aide des ingénieurs étrangers ou même nationaux, les mines et nos ressources souterraines, de relever notre industrie, d'organiser et d'encourager le commerce et l'agriculture dans notre pays.

Aujourd'hui on se rend compte que l'accomplissement de cette tâche, c'est-à-dire la construction de la ligne du chemin de fer déjà entreprise n'est pas aisée, et que, *en 1926, on n'avait pas tenu compte des possibilités économiques du pays en voulant aller trop vite*. Les choses deviennent de plus en plus compliquées, le pays devient pauvre, le commerce se ralentit, les consommateurs nationaux n'ont plus la possibilité d'acheter les produits monopolisés dont les revenus servent à l'entretien de la construction de cette ligne de voie ferrée, enfin les revenus ont diminué énormément.

Voilà les circonstances économiques et l'État de la population ; pourquoi ne pas dépenser cet argent à l'intérieur de notre pays ?... pourquoi ne pas donner des revenus au peuple iranien et en même temps accomplir la construction et le développement des routes et des chaussées ? Pourquoi condamner le pays à la ruine ? et pourquoi tuer la bourgeoisie, la classe intéressante de la société ? C'est la

simple ignorance des nécessités économiques qui se trouve à la base de cette erreur.

A part le développement des routes bien construites, il faudra une marine marchande nationale avec des avantages et primes accordés par le Gouvernement.

V. — Deuxième moyen pour pouvoir se passer du commerce russe, c'est le changement dans le genre de cultures de nos provinces du nord.

Il faudrait remplacer le riz, les froments, céréales, etc... par la culture des marchandises qui possèdent, sous un petit volume, un prix assez important pour pouvoir être exportées par les autres frontières.

Vu la diminution de l'exportation du riz, le Gouvernement de l'Iran avait décidé en 1932 de prendre des mesures pour restreindre la culture de cette céréale ; pendant cinq ans cette culture doit être réduite chaque année de 1/10 afin d'être remplacée progressivement par celle du mûrier, du coton, du thé, du tabac, etc..., mais en pratique cette mesure n'a pas été bien appliquée, la routine et l'habitude de nos paysans nordiques à cultiver le riz, rend cette tâche un peu délicate, mais il faut de la persévérance pour y arriver. Le mûrier pour l'élevage du vers-à-soie est très avantage par le climat de ces contrées. La production de la soie a beaucoup diminué chez nous, depuis le commencement du siècle, une intervention du Gouvernement avec l'introduction des méthodes modernes relèvera la production de ce produit qui pourra être exporté par toutes nos frontières, n'ayant pas besoin de grands frais de transport.

Le thé pousse dans les versants ensoleillés, sa qualité et son parfum lui donne une supériorité sur celui de la Chine et des Indes. Le coton iranien, amélioré grâce à des méthodiques croisements et à l'importation des graines

américaines, est devenu un des meilleurs cotons du monde ; étant recherché en Europe, une exportation par la Syrie, d'accord avec la France, après l'amélioration de la route Téhéran-Kanikine, ne sera pas sans succès pour l'exportation de ce produit vers l'Europe, ainsi que pour les autres produits que nous venons de citer.

La préparation de la laine, depuis 1932, devient importante, il faudrait donc continuer cette tâche bienfaisante avec des primes accordées à son exportation par nos frontières de l'Ouest ou du Sud.

Les fruits secs de l'Iran, comme les raisins, les pêches, les cerises, les abricots, surtout Ghaïssi, les pistaches, les noisettes, les noix, les amandes, etc., sont recherchés, et avec le système employé pour leur préparation, système identique à celui de la Californie, il n'y a aucun doute que tous les pays d'Europe veuillent se procurer des fruits de l'Iran, si réputés dans le monde entier pour leur parfum et leur finesse.

VI. — Le troisième moyen pour pouvoir se passer du commerce russe est le développement de l'industrie nationale, pour pouvoir utiliser nos matières premières sans avoir besoin d'intermédiaire russe. Les Russes nous achètent du coton, ils le transforment en tissus et nous les revendent six ou sept fois plus cher.

Or qui dit plantes industrielles, dit aussi industrie et les iraniens se rendent compte qu'ils feraient bien de s'adonner à l'industrie, sans oublier l'agriculture. Mais le Gouvernement doit intervenir pour soutenir l'industrie naissante, comme toute la production en général.

a) Par l'institution des *banques de crédits*, industriels, commerciaux et agricoles, qui leur emprunterait au taux très bas les fonds nécessaires à leur rééquipement.

La Banque nationale, constituée par la loi du 5 mai 1928, et ayant pour but d'aider et d'encourager la production générale, s'est détournée de son but principal et est devenue petit à petit une Banque de dépôt pour les disponibilités du trésor et les particuliers ; enfin avec les nouvelles lois monétaires, elle devient une banque d'État ayant le droit exclusif d'émettre les billets de banque.

La création des banques de crédits aussi bien industriels que commerciaux est donc d'une nécessité urgente.

b) Par l'organisation *des primes à la production* et à l'exportation, en diminuant les charges de ces entreprises et en supprimant la taxe de route qui ne grève que nos exportateurs au lieu de les encourager.

Les primes, aussi bien directes qu'indirectes, sont nécessaires pour soutenir notre industrie naissante et celles qui vont naître.

c) Les tarifs protecteurs, et même si besoin en est des prohibitions, doivent protéger ces industries comme celle des tapis, et *les encourager à s'unir en sociétés fortes*.

Tout ce que nous venons de dire pour l'industrie est nécessaire pour la production en général ; l'agriculture aussi bien que l'industrie et le commerce doivent être protégés, relevés et avantagés *par tous les moyens*.

CONCLUSION

D'après tout ce que nous venons de voir, notre politique douanière, depuis le commencement du siècle dernier, était néfaste et ce régime douanier nous avait été imposé par le Traité de Torkamantchaï, après une guerre malheureuse avec les Russes. Le Tsar nous imposa, en 1828, le tarif de 5 p. 100 ad valorem pour toutes les marchandises importées par les Russes ; et en cas de changement à apporter à ce tarif son consentement était nécessaire. Ce tarif de 5 p. 100 ad valorem fut généralisé par la clause de la nation la plus favorisée ; nous avons ainsi perdu, en 1828, notre autonomie douanière.

Mais en ce qui concerne notre commerce avec la Russie, le traité de Torkamantchaï le favorisa par tous les moyens de façon que le progrès du chiffre de nos transactions avec le pays des Tsars, en cette période, est extraordinaire (voir les graphiques).

Bien qu'en 1828, nous ayions perdu notre autonomie tarifaire, le coup le plus redoutable, porté contre, notre indépendance économique et douanière a été la convention de 1902 avec la Russie, après la mainmise de celle-ci sur notre économie. Et ce n'est pas sans raison que nous avons appelé ce tarif de 1902, le tarif de l'étranglement économique de notre pays. Cette convention permettait aux

marchandises russes de venir concurrencer nos produits nationaux sur le marché intérieur en laissant les portes ouvertes (ou presque) à ces marchandises. La conséquence de ce défectueux régime douanier a été la ruine de notre économie nationale. Ce régime institué en faveur de la Russie par la convention de 1902, dura avec quelques assauts jusqu'en 1928, date à laquelle nous avons reconquis notre autonomie tarifaire.

Mais au point de vue de nos échanges commerciaux avec les Russes, l'accord commercial conclu en 1828 restait en vigueur et par conséquent la marche de ceux-ci était toujours ascendante jusqu'à l'avènement de la Révolution bolchevik, sauf un petit fléchissement depuis le commencement des hostilités.

La politique commerciale des Russes changea avec l'avènement du Bolchevisme, le chiffre de notre commerce avec nos voisins du Nord devient presque nul, au début de cette Révolution. Depuis 1921, il y a eu un relèvement de ce chiffre, dû à la politique du Romantisme révolutionnaire des Soviets contre l'impérialisme britannique ; mais les Bolcheviks changèrent de tactique par l'introduction de leur fameux plan quinquennal et, depuis cette date, ils entravèrent, par tous les moyens, nos transactions surtout notre commerce d'exportation (voir le texte).

C'était en ce moment que S. M. Pahlavi montait sur le trône et désirant améliorer la situation de son pays sur tous les terrains, donna l'ordre, entre tous, de remédier à cet état de choses et de contenter nos commerçants et nos producteurs.

Le premier pas dans cette voie était nécessairement de reconquérir l'autonomie douanière de notre pays. S. M. envoya des négociateurs à la Société des Nations à cette

fin. La tâche fut couronnée de succès. Mais après avoir reconquis cette autonomie tarifaire, par le manque d'experts au sein du parlement, celui-ci vota, en 1928, une loi douanière non moins néfaste, au point de vue de notre économie, que le régime précédent; étant donné que le système précédent ne s'appliquait qu'à la Russie, tandis que le tarif de 1928 (tarif minimum) était applicable à tous les pays qui passaient un traité de commerce avec l'Iran (tarif conventionnel).

La convention douanière irano-soviétique de 1929, basée sur ce tarif minimum et pour une durée de sept ans, était dangereuse pour notre économie surtout en face d'une voisine aussi redoutable que l'Union soviétique.

Pendant ce temps l'accord commercial de 1927 était annulé en 1929 et il n'y avait aucun traité de commerce entre l'U. R. S. S. et notre pays, les Soviets faisaient ce qu'ils voulaient, il nous achetaient si leur générosité le leur permettait et aux prix qu'ils désiraient, et, d'un autre côté, ils étaient sûrs que leurs marchandises, en entrant dans notre pays, ne payeraient que les droits du tarif minimum et sans aucune entrave, comme nous leur avions garanti dans la convention de 1929 avec la clause de la nation la plus favorisée.

La situation devenait insupportable aussi bien pour notre économie que pour nos finances publiques. Nos producteurs : industriels et paysans, nos propriétaires terriens et nos commerçants ressentaient durement les effets de cette diminution de nos exportations et supportaient péniblement la concurrence des produits étrangers sur nos marchés.

C'est par suite de ces cris d'alarmes et ces circonstances lamentables, que S. M. I. ordonna aux personnes qualifiées de trouver un *remède efficace* à cet état de choses, causé par

la défectuosité de notre régime douanier et la politique commerciale des Soviets.

Mais le parlement, encore une fois, par le manque d'experts, trouva que *le moyen el plus simple serait de combattre avec la Russie par les mêmes armes, c'est-à-dire avec le régime du Monopole du Commerce extérieur.*

Celui-ci n'a pas pris en considération la *différence si grande* qu'il y a entre un pays socialiste, comme l'U. R. S. S., dans lequel toutes les branches de l'économie sont nationalisées et passent entre les mains de l'État, avec un pays capitaliste. Il ne s'est pas demandé, *pourquoi aucun pays capitaliste n'a, jusqu'ici, adopté le régime du monopole?* Pourtant le protectionnisme a été, depuis la fin de la guerre, la seule politique économique à l'abri de laquelle toutes les nations se plaçaient pour éviter la concurrence étrangère et protéger leurs industries nationales. Même les systèmes de contingentements, institués dans certains pays capitalistes, n'étaient et ne sont pas des régimes durables, ils ne viennent que dans des circonstances passagères.

Il est donc extraordinaire de remarquer que notre pays qui avait, depuis plus d'un siècle, une politique douanière trop libérale et contraire à ses intérêts économiques, adopte, d'un seul coup, un système *ultra protectionniste*. C'est le revers de la médaille et le manque de mesure qui se trouvent à la base de cette loi de 1931.

Ainsi au point de vue théorique ce régime est condamnable ; mais en ce qui concerne les *effets* de ce régime, nous avons démontré que ce régime n'a pas satisfait ce que l'on espérait de lui (voir les effets de ce régime) et bien au contraire, ses conséquences ont été nuisibles à notre équilibre économique. *Ce n'était qu'une mesure de circonstance et une période d'essai, qui n'a d'ailleurs pas réussi.*

Il est donc d'une nécessité urgente de trouver d'autres moyens de remédier à cet état de choses en supprimant naturellement le régime du monopole, lequel ne convient qu'à un pays socialiste comme l'U. R. S. S.

Certes les différentes branches de notre économie nationale, le commerce comme l'industrie et l'agriculture, ont besoin d'être protégées et secourues, surtout en face de la Russie monopoliste ; mais par quels moyens ?

Sur le terrain économique, on ne doit pas chercher à adopter exactement le même régime qu'un autre pays dont la situation est complètement différente, mais *il faudrait adapter les moyens aux nécessités économiques du pays*, dans lequel on veut les introduire.

Le Gouvernement doit donc venir en aide à nos industriels, à nos commerçants et à nos paysans, en les *encourageant à s'organiser*, en les faisant jouir d'un régime de faveur et même en prenant part, dans ces organisations, comme actionnaire.

Ainsi notre commerce prendra une marche normale, nos exportations seront régularisées et encouragées, nos commerçants pourront lutter, en connaissance de cause, contre les fortes organisations économiques de l'U. R. S. S., les capitaux seront concentrés, et enfin ces sociétés pourront posséder des camions et moyens de transport qui leur reviendront bien meilleur marché ; d'où l'abaissement de leur prix de revient et la facilité de vente de nos produits sur le marché.

L'État doit aussi intervenir pour *défendre nos producteurs* contre les importateurs étrangers et surtout *soviétiques*, *par les moyens appropriés de protection douanière*, d'après le plan de l'agriculture et l'industrie nationales (voir les moyens proposés). Enfin dans les conventions, surtout

avec l'U. R. S. S., l'État doit protéger les producteurs et les exportateurs nationaux.

Le Gouvernement doit encore, par l'*extension des réseaux routiers*, faciliter des voies et moyens de communication, le *changement dans le genre de cultures* de nos provinces du nord et le *développement de l'industrie nationale*, par des moyens appropriés, *préparer le terrain pour que notre économie puisse se passer du commerce russe* si dangereux pour notre situation économique actuelle. (Voir les moyens proposés.)

VU :

Le Président de la thèse,
E. ALLIX.

VU :

Le Doyen :
E. ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

TABLEAU GRAPHIQUE DU COMMERCE GÉNÉRAL IRANO-RUSSE
DEPUIS 1890

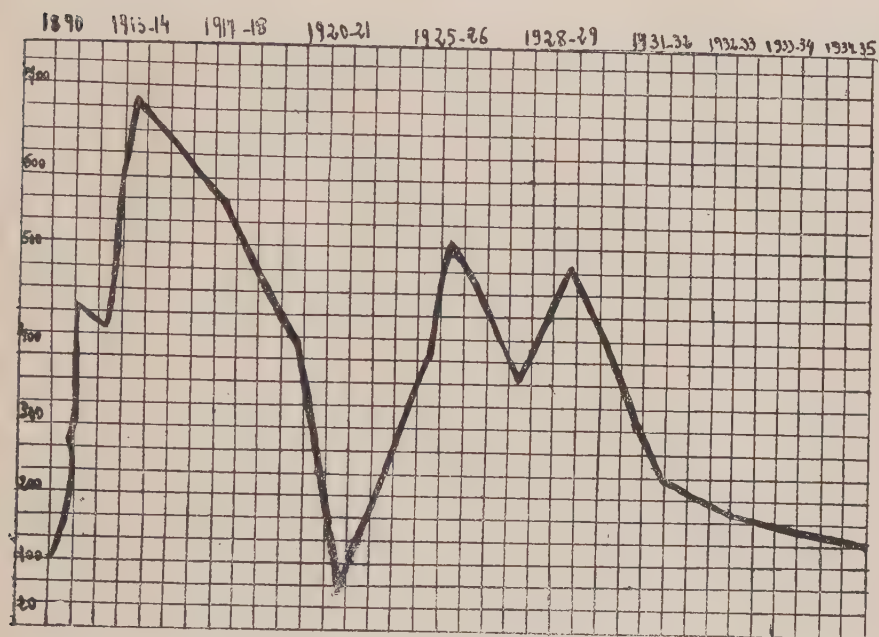
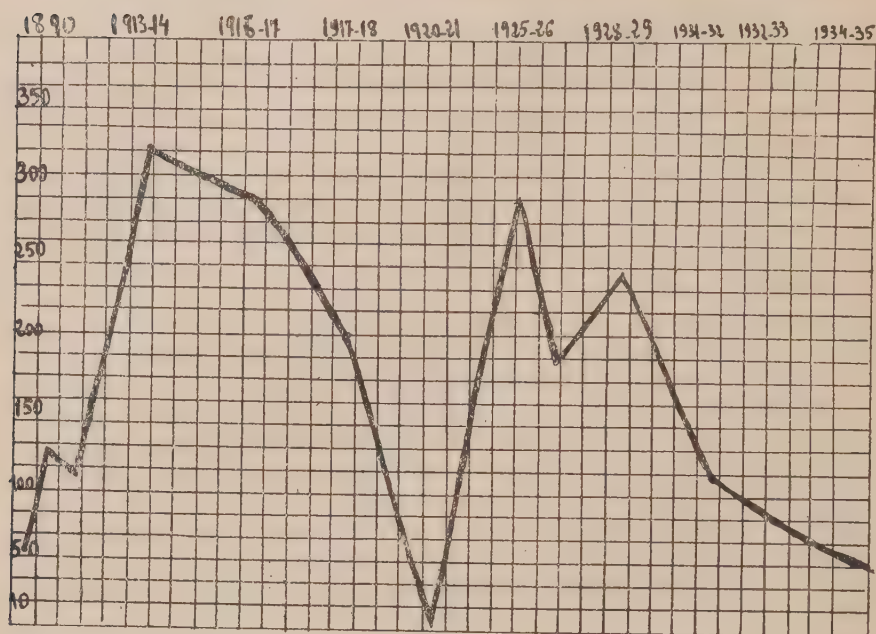
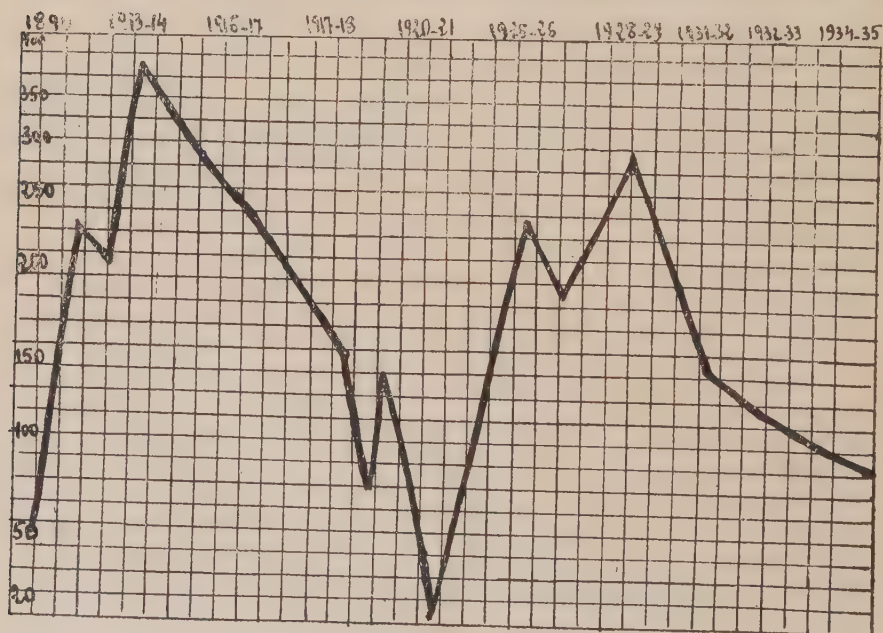


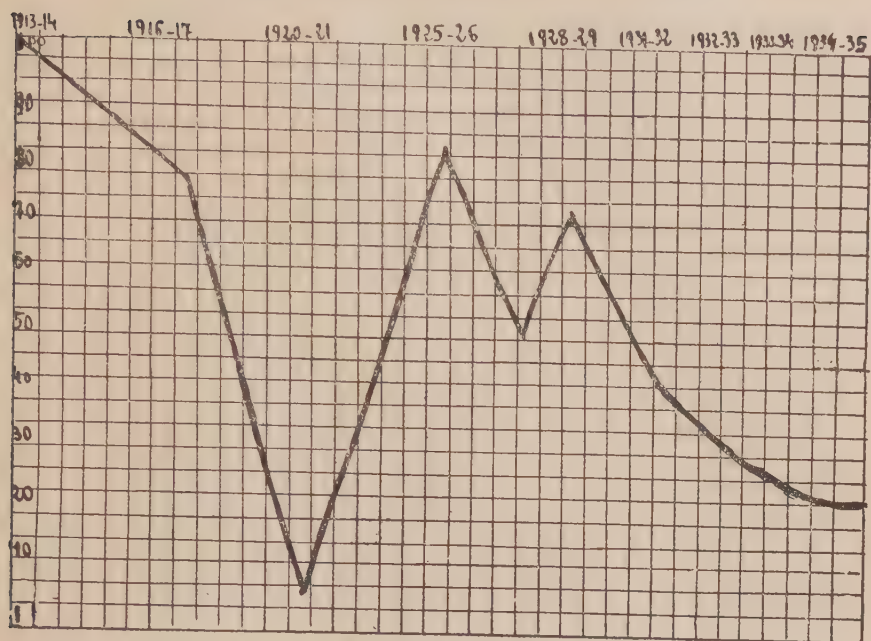
TABLEAU GRAPHIQUE DES EXPORTATIONS IRANIENNES EN RUSSIE
DEPUIS 1890



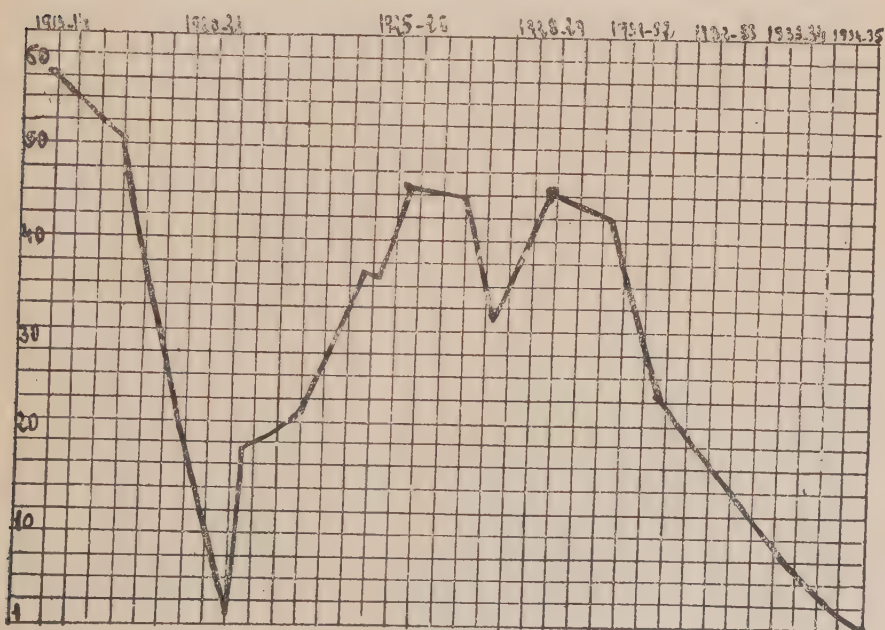
MOUVEMENT GRAPHIQUE DES IMPORTATIONS RUSSES EN IRAN DEPUIS 1890



TABLEAUX STATISTIQUES DE NOS PRINCIPAUX PRODUITS
EXPORTÉS VERS LA RUSSIE DEPUIS 1913-14

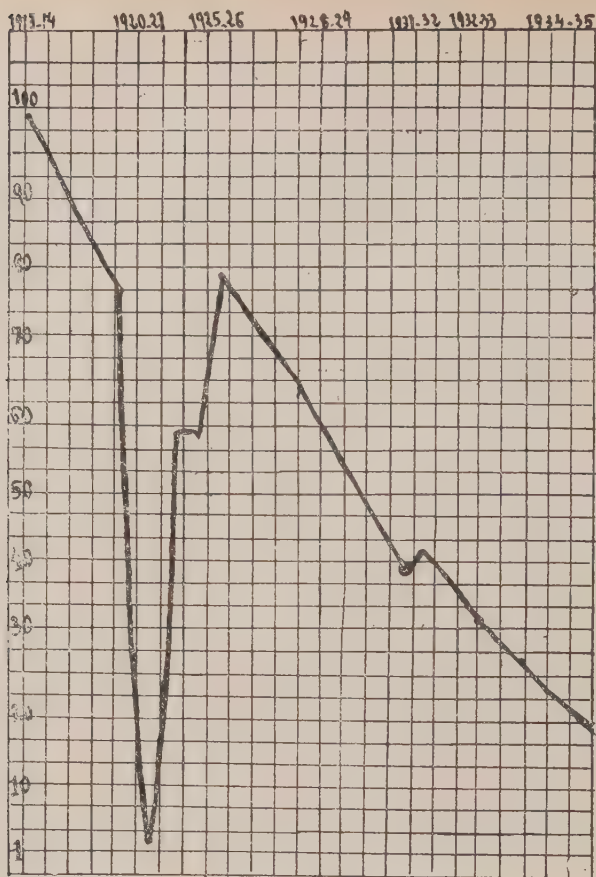


A. — Le coton brut.

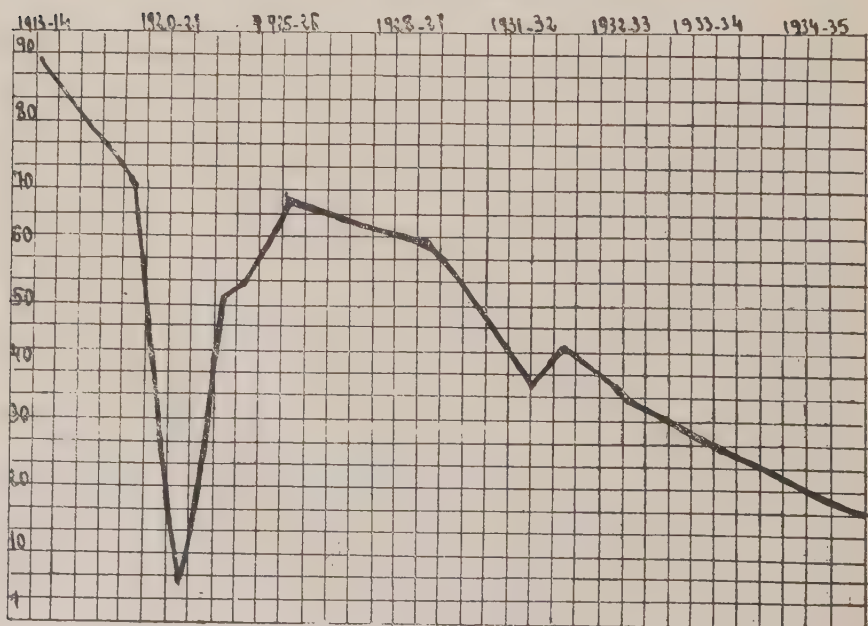


B. — Les fruits.

GRAPHIQUES DES PRINCIPALES MARCHANDISES RUSSSES
IMPORTÉES EN IRAN DEPUIS 1913-14



A. — Les sucres.



B. — Les tissus de coton.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES EN FRANÇAIS

- AFCHAR. — *La politique européenne en Perse*. Berlin, 1921.
- AMINI. — *L'institution du monopole du Commerce extérieur en Perse*. Paris, 1933.
- BACH (Lydia). — *Orient soviétique*. Paris, 1931 (L. V.).
- BARATZ. — *Science de l'organisation du Commerce international*. Paris, 1932.
- BLOCHET. — *Manuscrits orientaux*. Paris, 1926.
- BOUOVILI. — *Organisation économique soviétique*. Paris (Th. D.), 1924.
- CHARDIN. — *Le voyage en Perse*. Paris, 1913.
- CORDIER. — *Mélange de l'histoire et de géographie orientale*. Paris, 1922.
- DARMESTÈRE. — *Coup d'œil sur l'histoire de la Perse*. Paris, 1912.
- EHTÉCHAM. — *La situation économique de la Perse contemporaine*. Montpellier, 1930.
- GASTAGNÉ. — *Les musulmans et la politique des Sociétés en Asie centrale*. Paris, 1921.
- GOBLET. — *La Perse entre les Anglais et les Russes*. Paris, 1925.
- GIRAUD. — *Commerce extérieur de la Russie (1915)*.
- GUÉRIN. — *Le régime de la production en Russie*. Paris, 1925.
- HOOVER. — *La vie économique de la Russie soviétique*. Paris, 1932 (Flammarion).
- HERMANN. — *La préface de Perse*. Bordeaux, 1932.
- JERAMEC. — *Monopole du Commerce extérieur en U. R. S. S.* Paris, 1928 (L. G.).
- KAZÉMI. — *Commerce extérieur en Perse*. Paris, 1930 (Rau).
- KNIKERBOCKER. — *Commerce rouge*. Paris, 1932 (Fl.).
- KOTWIEZ. — *Les modes d'orientation en Asie centrale*, 1928.
- LAURAT. — *L'économie soviétique*. Paris, 1931.
- LEVIN. — *La politique orientale des Soviets*, 1922.
- LECARPENTIER. — *Le Commerce international*.
- LESUEUR. — *Les Anglais en Perse*. Paris, 1919.

- MARTINS. — *Recueil des traités*. Paris, 1909.
MOTAMENOL MOLK. — *Recueil des traités de l'Empire de Perse*. Téhéran, 1919.
NAFICI. — *Impôt et la vie économique en Perse*. Paris, 1924 (Jauve).
POUVOURVILLE. — *Griffes rouges sur l'Asie*, 1920.
SIASSI. — *La Perse au contact de l'Occident*. Paris, 1931.
SOCIÉTÉ DES NATIONS. — *Rapport sur les conditions économiques de la Russie 1922*.
THARAMÉ. — *La Perse modernisée*. Paris, 1933 (I.).
TAUBE. — *La Russie et l'Angleterre en Asie Centrale*. Paris, 1922.

II. — OUVRAGES EN PERSAN

- DAFTARI. — *Clef de l'indépendance économique persane*.
DJEMALZADEH. — *La situation économique de la Perse*.

III. — OUVRAGES EN RUSSE

- CHMORGONER. — *La Perse, l'U. R. S. S. et l'Angleterre; le Commerce extérieur de la Perse*. Moscou, Chambre de Commerce, 1926.
SVINTITSKIÏ. — *Géographie économique de la Perse*.
KAMÉNEV. — *Économie nationale en R. S.* Moscou, 1924.

IV. — OUVRAGES EN ANGLAIS

- FATEH. — *The Economic position of Persia*. Londres, 1926.
LINGEMAN. — *Economic Condition in Persia*. Londres, 1930.

BULLETINS ET PÉRIODIQUES

- Correspondance d'Orient depuis 1910*.
Revue du Proche Orient.
Bulletin de presse russe.
Revue du monde Musulman.
Code de Commerce de Perse (Mostafa Adle)
Statistiques douanières de l'Iran.
Bulletins statistiques de l'administration générale du Commerce, etc...
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS. — Les difficultés et l'importance de ce sujet . . .	1
INTRODUCTION. — Le plan de l'ouvrage, nécessité d'étudier la situation économique de la Russie après la Révolution bolchevik, les phases du commerce, les facteurs de celui-ci; et enfin la géographie brève des deux pays avec leurs points de contact.	3

PREMIÈRE PARTIE

L'ORIGINE ET L'HISTOIRE DES RELATIONS IRANO-RUSSES JUSQU'A LA RÉVOLUTION BOLCHEVIK DE 1917.	11
CHAPITRE PREMIER. — L'origine de ces relations jusqu'à l'avènement de Pierre le Grand en la phase économique-commerciale. .	13
CHAPITRE II. — La phase politico-militaire (1682-1828).	17
<i>Section I.</i> — L'état de ces rapports jusqu'à la conclusion du traité de Torkamantchaï.	17
<i>Section II.</i> — Le traité de Torkamantchaï	22
CHAPITRE III. — L'état des relations économiques irano-russes depuis 1828 à la Révolution de 1917.	27
<i>Section I.</i> — Les opérations financières.	29
§ 1. — La Banque russe	29
§ 2. — Les Emprunts.	31
<i>Section II.</i> — Les Concessions.	33
§ 1. — Les concessions de routes	33
§ 2. — Les concessions de chemin de fer.	35
§ 3. — Autres concessions.	37
<i>Section III.</i> — Le régime douanier et la convention de 1902.	40

	Pages.
<i>Section IV. — La situation commerciale.</i>	54
§ 1. — Le progrès de l'évolution du commerce russe en Iran depuis 1828 et l'état de celui-ci en 1915-1916. . .	54
§ 2. — La composition des échanges irano-russes	61
1. — Nos exportations vers la Russie.	61
2. — Nos importations russes	66
3. — Mouvement des échanges irano-russes en 1915-1916	67
§ 3. — La rivalité anglo-russe et le traité de 1907. . . .	70

DEUXIÈME PARTIE

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES IRANO-SOVIÉTIQUES APRÈS LA RÉVOLUTION BOLCHEVICK DE 1917.	77
--	----

TITRE PRÉLIMINAIRE

UN APERÇU BREF DE LA SITUATION ET LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE APRÈS CETTE RÉVOLUTION	79
CHAPITRE I. — Les bases et le mécanisme de l'économie soviétique	80
CHAPITRE II. — Le monopole du commerce extérieur et le dumping soviétiques	86
CHAPITRE III. — La politique économique orientale des Soviets.	97

TITRE II

L'ÉTAT DES RELATIONS ÉCONOMIQUES SOVIÉTO-IRANIENNES DEPUIS 1917

CHAPITRE PREMIER. — De 1917 à 1921.	103
<i>Section I. — L'état de ces rapports avant la conclusion du traité de 1921.</i>	107
<i>Section II. — Le traité d'amitié de 1921</i>	109
CHAPITRE II. — Du traité de 1921 à l'institution du monopole du commerce extérieur en Iran (1931).	116
<i>Section I. — L'état de nos transactions avec l'U. R. S. S. avant la convention commerciale de 1927.</i>	116
<i>Section II. — La convention commerciale du 1^{er} octobre 1927 et ses conséquences</i>	123

	Pages.
<i>Section III. — Le régime douanier et la convention du</i> <i>1^{er} mars 1929</i>	136
CHAPITRE III. — Les relations économiques irano-soviétiques depuis 1931 à nos jours.	147
Commentaire bref de la loi du monopole du commerce extérieur.	148
<i>Section I. — Les causes de l'introduction du régime du</i> <i>monopole</i>	150
<i>Section II. — Les effets de ce régime</i>	157
§ 1. — La convention d'établissement du commerce et de la navigation du 27 octobre 1931.	159
§ 2. — L'état des rapports commerciaux irano-soviétiques depuis l'institution du régime du monopole en Iran. .	166
<i>Section III. — Les critiques et les moyens proposés.</i>	176
§ 1. — Les critiques de ce régime	176
§ 2. — Les moyens proposés	182
CONCLUSION.	197
GRAPHIQUES.	203
BIBLIOGRAPHIE	207
TABLE DES MATIÈRES	209

IMPRIMERIE
HERISSEY
:: ÉVRUX ::